

FORUM : PRÉPARER LE MONTRÉAL DE 2050

**ORGANISÉ PAR
L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL**

Le 29 août 2024, 9 h
BAnQ (Auditorium)
475, boul. de Maisonneuve E.
Montréal (QC) H2L 5C4

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DU 29 AOÛT 2024

MOT D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT DE L'OCPM, M. PHILIPPE BOURKE	1
PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE DE CONSULTATION, PAR M. PHILIPPE BOURKE	5
EXPÉRIENCES DE PARTICIPATION, ANIMÉ PAR M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE	8
Mme Maude Massicotte, DéfPhys Sans Limite	10
Mme Stephanie Watt et Mme Margaret Fraser, Metalude et Mme Caroline Schindler, Concertation Montréal	19
Mme Marianne Chamberland-Fontaine, Mme Thoueyba Ben Fettah, interceptrices et M. Arthur Fitz Carrys Mang Bickoe, intercepteur	29
PANEL 1 – ANTICIPER LE MONTRÉAL DE 2050	
Introduction par Mme Ariane Émond, animatrice	35
L'évolution démographique par Mme Laurence Pelletier, CMM.....	37
Quel portrait climatique à Montréal en 2050? par M. Christopher McCray, Ouranos.....	44
La structure économique et le portrait futur de l'emploi, par M. Simon Savard, IDQ	51
PÉRIODE DE QUESTIONS	
Question 1 par Mme Ariane Émond.....	58
Question 2 par Mme Maryse Alcindor.....	63
Question 3 par M. Olivier Labrèche	67
Question 4.....	71
Question 5.....	74
Question 6.....	77
Question 7 par M. Francisco Quiazua	79
Question 8 par Mme Shane Johnston	81

Question 9 par Mme Lucie Dufour.....	84
Question 10 par Mme Pascale Lagacé.....	86
Question 11.....	88
Question 12.....	91
Question 13.....	93

PANEL 2 – UN CADRE DE VIE RÉSILIENT POUR 2050

Introduction par Mme Ariane Émond, animatrice	98
Combiner densité, abordabilité, bien-être, c'est possible? par M. Sébastien Parent-Durand, président de l'ACHAT	98
Le paysage : moteur de transition écologique et de qualité de vie pour Montréal, par Mme Véronique Fournier, directrice du Centre d'écologie urbaine.....	108
Les solutions naturelles pour une ville résiliente, par M. Daniel Boudreau, biologiste	117

PÉRIODE DE QUESTIONS

Question 1.....	132
Question 2.....	136
Question 3 par M. Francis Lapierre	142
Question 4.....	144
Question 5.....	147
Question 6.....	149

MOT DE LA FIN.....	151
---------------------------	------------

AJOURNEMENT

MOT DU PRÉSIDENT DE L'OCPM

M. PHILIPPE BOURKE, président de l'OCPM :

5 Merci beaucoup. Évidemment, je suis extrêmement heureux de vous accueillir ici. Je vous remercie de votre présence. Ce n'est pas facile, c'est un événement en présentiel à la rentrée, mais on est très contents de votre accueil, de votre présence ici.

10 Pour nous, c'est un peu une démonstration qu'il y a des gens qui ont confiance en l'Office et qui considèrent qu'on est une organisation importante, donc je vous en remercie énormément. Comme vous le savez, d'ailleurs, la confiance envers l'Office a été ébranlée dans les derniers mois et, évidemment, c'était une question d'enjeux de gouvernance et de gestion, mais rapidement, c'est même la pertinence de l'Office qui a été remise en question.

15 Et pas seulement celle de l'Office, mais tous les mécanismes de participation publique ont été pointés, d'une certaine façon, pour leur... probablement, leur manque d'efficacité, leur manque de pertinence.

20 Évidemment, ça nous a animés dans notre rôle pour concevoir un plan rigoureux et je dirais avec beaucoup de détermination, de mettre en place les éléments pour recentrer le rôle de l'Office, revoir les mécanismes de gestion, revoir l'imputabilité, la gouvernance. Bref, on a travaillé très, très fort là-dessus.

25 Je dois souligner que ce qui nous a beaucoup aidés dans cet exercice-là au cours des derniers mois, c'est la confiance et le support qu'on a eus de la part des élus montréalais, de l'administration de la ville de Montréal et aussi de nos alliés, dont certains d'entre vous, des organisations qui font la promotion et la défense de l'importance de la participation publique.

30 Donc, sans ce niveau de confiance là, on n'en serait pas là aujourd'hui, et moi probablement pas non plus. Ça a été déterminant dans mon choix de m'engager dans cette mission-là et de vouloir demeurer en poste pour quatre ans.

35 D'ailleurs, le sujet d'aujourd'hui, la consultation sur le plan d'urbanisme et de mobilité – le PUM, on va utiliser souvent cet acronyme-là aujourd'hui – ça aussi, ç'a été un facteur dans ma décision de vouloir continuer mon parcours à l'Office.

35 Ceux qui connaissent mon parcours professionnel savent que j'ai toujours été animé par une motivation à promouvoir le développement durable. Et on a réuni ici, dans l'exercice qu'on fait, trois ingrédients essentiels du développement durable.

40 D'abord, une perspective de long terme. Donc, au lieu de regarder les choses dans l'urgence, dans le jour à jour, on se projette dans une vision à long terme, en 2050.

45 Deuxième ingrédient, plutôt que de regarder les enjeux de manière isolée, en silo, on vise une intégration horizontale. On essaie de voir les enjeux en perspective, notamment le croisement entre la mobilité et l'urbanisme, l'aménagement du territoire.

Et enfin, troisième ingrédient, à mon point de vue, essentiel : un espace très important pour la participation publique.

50 Et sur ce dernier point, je voudrais préciser que ce n'est pas uniquement la démarche en cours qui témoigne de la participation publique. Il faut se rappeler qu'en début 2023, l'Office a conduit l'une des démarches de participation les plus importantes de son existence en dévoilant le rapport Réflexion 2050.

55 Ce rapport venait justement clore une consultation sans précédent qui s'était étalée sur plus d'une année. Et d'ailleurs, quand on relit les recommandations du rapport Réflexion 2050, on voit à quel point l'intelligence collective qui a pu être captée par les travaux de l'OCPM a réellement été utilisée par les décideurs pour concevoir le plan d'urbanisme.

60 D'ailleurs, si vous ne l'avez pas fait, je vous invite à aller voir sur notre site Internet, dans la section du PUM, il y a un document, le document 3.3, qui a été préparé par la Ville – on les en

remercie – et qui traite de manière détaillée comment les recommandations du rapport Réflexion 2050 ont été prises en compte dans la conception du PUM.

65 Bref, les citoyens, ils n'ont pas juste été écoutés, ils ont été entendus. Et ça, c'est une bonne nouvelle pour ceux qui doutent de la pertinence des processus de participation.

70 Cela dit, l'engouement qu'il y a eu pour la participation ou la démarche de Réflexion 2050, elle continue. Il reste de l'espace pour peaufiner ce projet-là. On l'entend déjà. Il y a des gens qui ont des recommandations, et c'est important. On veut être sûr, sûr que ce plan-là, à la fin, réponde vraiment aux aspirations des citoyens.

75 C'est le travail que s'est donné la Commission et c'est le travail auquel on vous invite à participer. Que ce soit aujourd'hui ou dans les prochaines activités qu'on va mener dans le cadre des travaux.

80 J'en arrive à la partie où on va parler de la démarche de consultation. Le forum d'aujourd'hui vise plusieurs objectifs. Le premier, c'est celui, d'abord, de prendre un rare moment... Je le disais tantôt, on a tendance à regarder les choses au jour à jour, dans l'urgence, dans le quotidien.

85 D'ailleurs, en ce moment, à la rentrée, on est particulièrement là-dedans. On est dans des brouhahas et on a rarement le temps de prendre un espace de réflexion pour regarder à long terme.

 Et ça, c'est un des objectifs qu'on vise aujourd'hui, c'est se donner ce précieux temps-là de regarder les choses avec un regard sur le lointain.

90 L'autre chose qu'on veut obtenir grâce à ce forum, c'est profiter de tous les cerveaux et de tous les cœurs qui sont réunis ici pour aller creuser certains enjeux, pour aller en extraire des éléments qui vont pouvoir bonifier le plan d'urbanisme en s'appuyant sur l'intelligence collective.

Puis le dernier élément qu'on souhaitait faire avec ce forum, et c'est la partie qu'on va faire maintenant, c'est de mettre les projecteurs sur la démarche de participation publique de la consultation sur le PUM.

95 Évidemment, la semaine prochaine, beaucoup attendent ça, on va entrer dans la phase très formelle des séances publiques où on va entendre d'abord le 5 septembre les questions et réponses. Quelques semaines plus tard, vers la fin septembre, les opinions des citoyens.

100 Mais vu l'importance de ce gros projet qu'est le PUM, évidemment, on ne pouvait pas se limiter uniquement à ces activités formelles là. On a commencé très tôt, en mai, à déployer toute une série d'activités de consultation.

105 Je ne vous apprends rien en vous disant que justement, nos séances publiques formelles, en général, malheureusement, n'offrent pas une très grande diversité de participation. Certains publics sont très peu représentés, d'autres pas du tout.

110 Et donc, c'est sûr qu'on fait de gros efforts pour attirer ces gens-là dans nos séances publiques, mais malgré tout ça, on se retrouve quand même toujours, pour toutes sortes de contraintes ou de raisons, avec un public relativement peu diversifié.

115 Il faut aller vraiment à la rencontre de ces gens-là si on veut recueillir leur contribution et c'est d'autant plus important de le faire, de s'assurer de cette diversité-là dans un mandat comme celui du PUM, qui concerne, comme je le disais, des enjeux transversaux sur le très long terme, sur l'ensemble du territoire.

Des enjeux qui vont être structurants pour construire la ville de demain. Donc, c'est le moment de s'assurer que tout le monde est partie prenante de la démarche.

120 Donc, ce qu'on a prévu faire ce matin, c'est un peu vous donner un aperçu de ce qu'on a fait. Parce que souvent, on ne le voit pas vraiment. C'est un peu, on dirait, une démarche qui se fait plus dans l'ombre, qui est moins visible que les séances publiques.

125 Mais pour que vous puissiez voir ce qu'on a fait, et aussi entendre des gens qui, à la fois, ont joué un rôle dans ces activités-là et ceux qu'on a entendus. Donc on va se donner du temps pour que vous puissiez voir vraiment quel type de travail on a fait, puis en quoi ça va être utile à nos travaux.

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE DE CONSULTATION

LE PRÉSIDENT :

130 Donc, je vais commencer en vous présentant rapidement les grandes étapes de notre démarche de consultation.

135 Donc, on peut les résumer en trois grandes catégories. Donc, on avait des activités de discussion, des ateliers de discussion.

140 On a la chance d'avoir comme présidente de cette commission-là Francine Simard qui a vraiment un talent exceptionnel pour animer ce type d'atelier là, puis justement, aller faire en sorte de recueillir le plus de contributions possible.

On a aussi des questionnaires et des opinions écrites qui ont pu être complétés. Il y en aura d'autres à venir.

145 Et finalement, la période plus formelle, qui est celle des présentations des opinions en séance publique dont j'ai parlé tout à l'heure.

150 En ce qui concerne les activités de discussion, ce qui était notre intention, comme je le disais tantôt, c'est vraiment d'aller recueillir des voix qu'on n'entend pas généralement. Donc, on s'est assuré d'aller voir les clientèles très, très ciblées ou des personnes qui ont des besoins spécifiques.

155 Donc, on est allé voir des gens à mobilité réduite, qui ont des déficiences intellectuelles, auditives, visuelles. On a aussi fait des consultations ciblées auprès de groupes de femmes. Il y en aura d'autres à venir. Même chose pour les aînés. On a rencontré des personnes LGBTQ+. Il y aura aussi une consultation avec les autochtones à venir.

160 Bref, l'intention, encore une fois, ici, c'est de prendre le temps d'être à l'écoute de ces besoins des gens. Comment eux... c'est quoi leur perspective de leur vie dans le milieu montréalais? Quels sont leurs besoins? Pour qu'on puisse en tenir compte dans nos recommandations.

165 Autre élément important : on ne pourrait pas faire abstraction de s'attarder aux enjeux perçus par les jeunes. Évidemment, parce que je le disais tantôt, on parle d'une vision 2050. Ce seront eux les décideurs de demain, donc c'est un peu pour eux que l'on construit, qu'on veut construire cette ville de demain.

170 Donc, il fallait absolument être à la rencontre de ces gens-là. On a utilisé deux stratégies. D'abord, des partenariats avec des organisations qui travaillent avec les jeunes. Par exemple, Concertation Montréal, les Scouts du Canada, le Lab22.

Il y aura aussi des activités en milieu scolaire avec le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys. On a même mandaté un organisme qui s'appelle Metalude et qui est spécialisé dans les consultations pour les très jeunes enfants.

175 L'autre stratégie qu'on a employée, bien, c'est d'aller à la rencontre des jeunes, directement dans les lieux où on les retrouve, que ce soit dans les bibliothèques, les camps de jour, les conseils jeunesse d'arrondissement.

180 Toujours pour rejoindre des personnes qu'on n'a pas l'habitude de voir dans nos activités publiques, on a fait appel à des intercepteurs et des interceptrices. Donc, ce sont des personnes qui se déplacent sur le territoire, qui vont remplir, à la place des personnes, un questionnaire en leur

posant des questions. Évidemment, les personnes qui acceptent de faire l'exercice. C'est un questionnaire qu'on appelle le questionnaire *Milieu de vie*.

185 Ici, sur cette carte-là, je ne sais pas si vous voyez bien les points en vert, on voit les endroits où on s'est déjà déplacé avec notre équipe d'interception.

On va dans les lieux publics, des artères commerciales, des événements. On veut rejoindre le plus de gens possible là où ils se trouvent.

190 Et les points jaunes, ce sont les endroits où on prévoit aller dans les prochaines semaines. C'est une des activités, vous comprendrez, qui nous permet d'essayer de couvrir l'ensemble du territoire, des dix-neuf arrondissements montréalais.

195 Enfin, toujours pour la question des questionnaires, il y a plus de deux mille cinq cents questionnaires *Milieu de vie* qui ont été complétés, sûrement par plusieurs d'entre vous dans la salle.

200 Ce questionnaire-là, maintenant, il est fermé, donc on ne peut plus y avoir accès. Par contre, on en a mis un autre. C'est un questionnaire qui concerne les opinions thématiques qu'on a mis en ligne. Donc, vous pouvez déjà aller le compléter.

205 L'idée ici, c'est de vous offrir une opportunité de formuler en quelques lignes des commentaires, des suggestions pour des thématiques spécifiques, par exemple, le logement abordable, la mobilité, l'environnement, les espaces verts, le patrimoine. Donc, je vous invite à aller compléter ce formulaire sur notre site Internet.

210 Enfin, eux, ces derniers groupes d'activités ou d'ateliers de discussion ne visaient pas tant à rejoindre des gens qu'on ne retrouve pas dans nos activités, parce qu'au contraire, c'est des gens qui viennent souvent. Par contre, on voulait prendre du temps spécifique avec eux en les regroupant par thématique pour aller creuser des éléments spécifiques qui concernent le PUM.

215 Donc, on avait des ateliers qui concernaient le logement abordable, par exemple, l'environnement, les espaces verts, l'architecture. Bref, vous voyez sur la diapositive ici l'ensemble des thématiques qu'on a abordées.

EXPÉRIENCES DE PARTICIPATION

LE PRÉSIDENT :

220 Maintenant que je vous ai présenté ça, j'espère que ça vous a donné un bon aperçu. On a l'occasion, comme je le disais tout à l'heure, de pouvoir accueillir des personnes qui ont participé à ces groupes de réflexion et d'autres qui ont été les animateurs qui ont rencontré ces personnes-là.

225 Donc, j'inviterais maintenant l'analyste principal au dossier du PUM, qui a quelques invités avec lui et qui va pouvoir justement s'entretenir avec eux sur leur expérience et ce qu'ils en retiennent. Marc-André, à toi la parole.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE, analyste principal :

230 Merci beaucoup Philippe. Bonjour tout le monde. Le projet de plan d'urbanisme et de mobilité 2050 vise à planifier l'aménagement du territoire pour qu'en 2050, Montréal devienne une ville verte, juste et résiliente.

235 C'est ce qu'on appelle la vision du projet de PUM. Pour y parvenir, le projet de PUM dit aussi que chaque intervention d'aménagement sur le territoire, qu'il s'agisse de logements, d'environnement et d'espaces verts, de mobilité, d'économie, de patrimoine, donc que chacune de ces interventions devra contribuer à trois choses.

240 Premièrement, la lutte et l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la biodiversité. Deuxièmement, la recherche de l'équité au sein de la population entre les quartiers. Et finalement, la santé, la sécurité, le bien-être de tous et toutes.

245 Donc, on comprend que l'équité et l'inclusion sont des choses très importantes dans le projet de PUM et naturellement, à l'OCPM, pour cette consultation-ci, on avait l'obligation d'aller vers beaucoup d'équité et d'inclusion aussi dans notre démarche participative.

250 Donc, c'est la raison pour laquelle je vais vous présenter un peu notre travail, comment on a procédé. Et on aura, au cours des prochaines minutes, quelques personnes qui ont participé à cette démarche de consultation, soit en tant que participantes citoyennes, soit en tant qu'animatrices d'activités ou en tant qu'intercepteurs et interceptrices pour, comme le disait Philippe, aller chercher des publics éloignés qui ne participent pas d'habitude à nos processus.

255 Donc, j'accueille maintenant la première personne, elle s'appelle Maude Massicotte. Elle est directrice générale de l'organisation DéfPhys Sans Limite, et Maude a participé à l'un de nos entretiens sur les enjeux que vivent dans l'espace urbain les personnes qui ont une limitation fonctionnelle. Donc, on l'accueille.

260 Donc, Maude, bonjour. Merci beaucoup d'avoir accepté notre invitation. Il y a quelques semaines de ça, on a eu un entretien très riche avec toi. Tu nous as donné beaucoup de pistes sur les questions d'accessibilité dans la ville de Montréal.

265 Il y a plusieurs choses que tu as dit qui m'ont interpellé. Par exemple, tu as dit : « Il suffit d'une seule marche pour qu'un commerce ou un logement ne soient pas accessibles. »

Tu as dit aussi : « Une personne en situation de handicap qui veut vivre dans son propre logement, c'est un projet de vie. »

270 Et finalement, tu as dit : « C'est l'environnement qui constitue le handicap, ce n'est pas la personne. » Donc, vous voyez qu'il y a beaucoup de matière à réflexion dans ces quelques mots.

Comment ça se passe pour vous, pour les personnes qui ont une limitation fonctionnelle au quotidien dans la ville de Montréal, dans vos déplacements? Comment vous vivez ça et quelles sont les difficultés auxquelles vous faites face?

275 Tu as préparé une présentation, tu vas nous la faire, donc je te laisse aller, la parole est à
toi.

Mme MAUDE MASSICOTTE, directrice générale de DéfPhys Sans Limite :

280 O.K. Bonjour tout le monde, merci encore pour l'invitation, Marc-André, c'est super gentil.
Je m'appelle Maude Massicotte, je suis directrice générale et cofondatrice de l'organisme DéfPhys
Sans Limite.

285 On est un organisme qui existe depuis 2015 et on est dans le but de permettre à des
personnes en situation de handicap physique qui sont semi-autonomes et qui souhaitent avoir des
accompagnateurs bénévoles pour faire des activités en dehors du domicile.

290 Parce que vous savez qu'après 18 ans, le gouvernement coupe beaucoup de services,
notamment l'accompagnement. Donc, c'était d'offrir à ces personnes-là d'avoir une pleine
participation sociale, que ça soit pour faire une activité sociale ou même juste aller faire du
bénévolat, ou même juste aller voter.

295 Donc, toutes les choses du quotidien, que ces personnes-là ont besoin d'accompagnement
pour permettre de faire ces choses.

300 Donc, vous pouvez voir à l'écran nos valeurs. Je ne les lirai pas toutes parce qu'on n'a pas
beaucoup de temps, mais tout ça pour dire que nous, on travaille beaucoup sur l'accessibilité
universelle, puis on va vers des consultations publiques pour justement faire valoir les points, puis
aussi la réalité de nos membres.

C'est des personnes qu'on côtoie, ça fait que malheureusement, souvent, nos voix ne sont
pas très bien portées, donc on essaie justement de faire le nécessaire pour que ces personnes-là
soient entendues.

305 On peut passer à la prochaine. Donc, juste pour vous mettre en contexte : « Savez-vous que? » Quel pourcentage de la population qui vivra un jour ou l'autre une situation de handicap? Donc, je vous demanderais de lever la main, ceux qui pensent que c'est 15 %.

310 O.K., on en a quelques-unes. 30 %? 80 %? O.K. Et 100 %? Ah, quand même. La réponse est 100 %.

Ça fait que si on lit bien la question, c'est : « Qui vivra un jour ou l'autre une situation de handicap? » Donc, on est dans... veut, veut pas, on va tous vieillir, on va tous avoir certaines limitations qui vont se développer au fil des années.

315 Et j'imagine que parmi vous, vous avez déjà eu une foulure, vous vous êtes fracturé quelque chose, donc ça fait une personne qui a vécu une situation de handicap. Donc, on pourrait dire qu'on va tous vivre une situation de handicap. Voilà.

320 Donc, ça, ça résume bien ce que je disais à Marc-André. Donc, qu'est-ce qui est une situation de handicap? Souvent, on va... oui, c'est la déficience ou l'incapacité, ou la maladie, selon la personne, mais aussi, c'est l'environnement et l'attitude d'exclusion.

325 Donc, souvent, c'est l'environnement qui est plus handicapant que le handicap lui-même. Donc, je vous donne un exemple concret. Donc, si je veux me rendre à la bibliothèque aujourd'hui, bien, je veux y aller en métro, donc j'utilise un fauteuil roulant.

330 Bien, il faut que je pense que la station de métro la plus proche, qui est Pie-IX, elle a un ascenseur. Donc, je suis chanceuse, je peux y aller. Mais il faut quand même que je vérifie sur l'application de la STM à savoir si l'ascenseur fonctionne très bien.

335 Donc, si l'ascenseur ne fonctionne pas, ça veut dire qu'il faut que je roule jusqu'à Préfontaine ou à Viau, qui ont aussi un ascenseur. Donc, ça rajoute du temps supplémentaire pour mon déplacement.

Donc, tout ça pour dire que tous les petits détails, on doit y penser, c'est de la planification, donc la spontanéité, en étant en situation de handicap physique surtout, c'est très, très difficile.

340 Donc, à savoir une question encore pour vous, pour savoir si vous êtes réveillés ce matin. Donc : où se trouve le handicap selon vous dans... Pardon? Le handicap, c'est les escaliers. Donc, tout ça pour vous dire que ça revient toujours à l'environnement et non à la personne.

345 Malheureusement, si j'avais posé la question deux, trois ans avant, les gens auraient répondu : « La personne en fauteuil roulant. »

350 Donc, ici, c'est les valeurs de l'inclusion, donc c'est vraiment l'accessibilité universelle. C'est quand même un grand, grand concept. On en parle de plus en plus, mais c'est souvent très, très gros, puis les gens pensent qu'on ne peut pas le faire dans nos entreprises, dans nos organisations, mais on peut très bien l'implanter, puis peut-être que vous le faites déjà sans vous en rendre compte également, aussi.

355 Les images que vous voyez à l'écran, c'est vraiment juste pour vous montrer une meilleure idée sur : oui, on veut donner un meilleur service à tout le monde et être... tu sais, égalité, équité, également.

Donc, si on regarde, on a donné la boîte du plus grand, qui n'en avait pas besoin, pour le plus petit. C'est toujours de regarder c'est quoi l'objectif.

360 Si vous donnez un service à un citoyen, puis l'objectif, c'est qu'il puisse regarder le match de soccer, bien, ça va être vous, peut-être, la personne qui va être l'outil ou qui va aller chercher l'information.

365 Ou ça peut être justement de dire : « Ah, cette personne-là a besoin d'accompagnement pour se rendre, pour voir le match de soccer. »

Donc, moi, je dis toujours que les personnes qui sont dans les organisations, vous êtes un peu les boîtes. Il faut donner les outils nécessaires pour que la personne puisse faire quelque chose par elle-même.

370 De toujours garder en tête c'est quoi le but. Le but, c'est que la personne puisse avoir telle chose au même titre que tout le monde. Et l'inclusion, bien, c'est sûr qu'on essaie d'enlever tous les obstacles nécessaires.

375 Donc, on a décidé, l'obstacle qui était sur la photo qu'on voit, c'était qu'il y avait une barrière qui ne permettait pas à tout le monde de voir, donc on a décidé de l'enlever et d'en mettre une, mais de garder la sécurité pour tout le monde.

380 Donc, l'accessibilité universelle, ç'a quatre grands axes. C'est quand même un concept assez grand, comme je vous ai dit un peu plus tôt.

Donc l'architectural et urbanistique, donc c'est vraiment : est-ce qu'on peut entrer dans le bâtiment? Est-ce qu'il y a des ascenseurs? Est-ce qu'il y a des rampes d'accès? Est-ce que la toilette est assez grande pour accueillir une personne en situation de handicap? Est-ce qu'on peut...

385 C'est vraiment tout ce qui est architectural et urbanistique. Ça peut être même un débarcadère pour que les personnes viennent avec leur transport adapté, un taxi ou même avec leur propre véhicule aussi, également.

390 Et les programmes services et emplois. Donc, les programmes : est-ce que vous offrez un programme d'accompagnement? Est-ce que vous offrez des services qui vont être adaptés aux personnes en situation de handicap ou peu importe?

395 Les services : est-ce que vous avez des services d'interprétation? Est-ce que vous avez des services d'accompagnement? Est-ce que vous avez des services pour permettre à la personne de pouvoir faire les choses par elle-même avec un peu d'aide?

Et aussi, est-ce que dans votre équipe, vous avez des personnes en situation de handicap? Ou vous êtes prêt, aussi, à embaucher des personnes en situation de handicap qui souhaiteraient travailler chez vous?

400

Et les deux derniers, bien, c'est les deux plus importants : la communication, donc tout ce qui est la signalisation. Est-ce que votre site Web est accessible à l'ensemble des réalités?

405

Il y a également aussi : est-ce que vous êtes capable qu'une personne qui ne comprend pas bien le français va pouvoir l'avoir en anglais? Ou une personne qui ne sait pas lire va pouvoir être capable de lire vos documents? Est-ce que les mettre en dessins?

410

Donc, le fait de penser à ces petites choses-là pour que... parce que, est-ce que... Oui, on le fait pour une personne en situation de handicap, mais on le fait pour l'ensemble de la population. C'est ça qu'il faut avoir, le déclic pour... Je pense que mon micro... O.K. Désolée.

415

Tout ça pour vous dire qu'aussi, pour la sensibilisation et la formation, bien, c'est sûr que si votre personnel est formé à accueillir une personne en situation de handicap, bien, c'est sûr qu'on va vouloir y retourner.

420

C'est sûr que moi... on peut avoir le bâtiment le plus accessible possible avec le service nécessaire, mais que le personnel n'est pas prêt à nous accueillir, ça ne va pas nous donner le goût d'y retourner.

425

Donc, ça va dans les deux sens. Moi, j'aime mieux aller dans un lieu où je sais que c'est minimalement accessible, mais que le personnel va être prêt à m'accommoder, puis essayer de tout faire possible pour essayer que j'aie la meilleure expérience possible.

Donc, j'ai illustré quelques obstacles dans les situations dont j'ai parlé avec Marc-André et ses collègues. Donc, c'est sûr que l'image que j'ai mise, c'est une rue piétonne. Pour les personnes en situation de handicap, ç'a des pour et des contre.

430 Donc, c'est sûr que souvent, il peut y avoir des rues piétonnes et partagées, donc autant avec les voitures, les vélos. Donc, souvent, ça peut être difficile pour certaines personnes, notamment pour les personnes non voyantes, aussi, de se déplacer de façon sécuritaire.

 Et aussi, si une personne veut accéder à un commerce en transport adapté, ils ne peuvent pas aller directement à la porte parce que la rue est piétonne.

435 Et l'autre image, j'ai mis une personne en fauteuil roulant avec deux... Non, l'autre avant. Donc, c'est une image, je voulais dire que la personne ne peut entrer dans le commerce. Donc, il suffit peut-être d'avoir une petite rampe amovible aussi, également.

440 Ici, j'ai mis une photo de moi avec... face au pavé, donc, c'est pour permettre... donc, pour permettre que je puisse descendre la descente de trottoir. Bien souvent, il y a beaucoup de... tu sais, on voit que ce n'est pas très bien entretenu. Il y a eu beaucoup d'eau dedans, donc c'est très difficile aussi de savoir si on peut, avec notre fauteuil, débarquer de ce trottoir-là, également.

445 Et une autre image d'un trottoir aussi, pour les personnes qui sont le moins en perte d'équilibre, les personnes âgées aussi, ça peut être un enjeu nécessaire, les trottoirs qui sont maganés.

450 Les fameux bacs à recyclage, vidanges, c'est un jeu éternel pour les personnes qui circulent en fauteuil roulant ou à l'aide à la mobilité. Chaque fois que c'est le jour du recyclage, on doit justement essayer de contourner, donc c'est très difficile pour la mobilité de devoir contourner tout ça.

455 Et aussi, j'ai mis une photo d'une ruelle. Souvent, il y a des portes de commerce ou de restauration qui sont malheureusement en arrière, donc...

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

Je m'excuse, on a un petit problème de micro.

Mme MAUDE MASSICOTTE :

460

O.K.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

465

Merci beaucoup.

Mme MAUDE MASSICOTTE :

470

Merci. Donc, c'est ça. Donc, je disais : les ruelles, souvent, bien, il y a beaucoup... donc ça fait en sorte que les personnes en fauteuil roulant ou qui ont de l'aide à la mobilité, bien, on salit nos fauteuils roulants parce qu'on doit entrer dans des ruelles qui sont malpropres, pour essayer de rentrer dans un commerce où l'entrée accessible est par en arrière, ou un restaurant quelconque.

475

Ou même un multilogements également, aussi. Donc, moi, mon entrée de logement, bien, c'est par la ruelle, donc je dois aller par la ruelle pour pouvoir entrer chez moi, pour me permettre de rentrer mon fauteuil dans mon logement.

480

Et surtout l'obstacle, l'hiver, souvent on va déneiger les pistes cyclables et on va mettre la neige sur les passages de piétons, donc ce qui fait en sorte que ça fait un blocage.

Donc, comme vous pouvez voir sur la photo, donc souvent, le passage est très étroit, donc il y a une personne en fauteuil roulant. Une personne comme moi qui a très peu d'équilibre ne peut pas traverser la rue de façon sécuritaire.

485

Et aussi, on a une autre personne qui essaie de sortir de son logement, que malheureusement, même si c'est un débarcadère qui devrait être déneigé en priorité, ça fait plusieurs jours que cette personne-là n'a pas pu sortir de chez elle parce que personne ne venait déneiger son entrée. Donc, voilà.

490 **M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :**

Merci beaucoup pour cette belle présentation. Merci pour toutes ces pistes de réflexion. Et une image vaut mille mots, je pense que ça n'a jamais été aussi vrai.

495 Une chose qui m'avait marqué encore dans la conversation qu'on avait eue la dernière fois, c'est que tu disais que le résultat auquel on devrait s'attendre de la part de la Ville dans les actions qu'elle va mener en termes d'accessibilité est qu'on voit davantage de personnes à limitations fonctionnelles dans l'espace urbain.

500 Parce que c'est vrai qu'en ce moment, on en voit très peu.

Et un autre résultat auquel on voudrait s'attendre, c'est le fait de garantir davantage de spontanéité dans les actions des personnes à limitations fonctionnelles.

505 Parce que comme tu le disais, c'est très difficile pour ces personnes-là de décider d'un moment à l'autre de faire une activité. Il faut toujours planifier ça plusieurs heures et même journées à l'avance.

Mme MAUDE MASSICOTTE :

510

Effectivement. Tu sais, comme juste pour venir aujourd'hui, ça m'a donné... Marc-André m'a invitée pour faire une présentation vers 10 h aujourd'hui et j'ai de l'aide à domicile, et j'étais un peu stressée parce que mon aide à domicile arrivait à 8 h, donc je ne pouvais pas être là avant 9 h 30.

515

Donc, si je voulais être à temps, il fallait que je prenne un taxi régulier. Je ne pouvais pas prendre le métro. Donc, tout ça, ç'a engendré beaucoup de stress, beaucoup d'inconfort aussi parce que cette personne-là... Est-ce que la personne va arriver à temps? Est-ce que je vais avoir assez de temps pour me préparer et tout pour pouvoir être à l'heure, puis de faire une belle présentation à ce niveau-là aussi?

520

525 Donc, tout ça, c'est très... une charge mentale aussi. Donc, de faire attention, aussi, quand vous rencontrez des personnes, que ce soit durant le service, organisation, bien, peut-être de dire que si la personne, elle arrive d'une façon un peu maussade ou qu'elle est un peu irritable, bien, vous devriez peut-être avoir une pensée que peut-être que cette personne-là a vécu certaines choses avant d'arriver, puis que ça n'a pas été facile.

Ça fait que d'arriver du point A au point B, il y a beaucoup d'obstacles qui peuvent lui arriver à ce niveau-là aussi.

530 Donc, comme je vous ai dit, cette personne-là qui a voulu venir ici aujourd'hui, malheureusement, la porte de l'ascenseur ne fonctionnait pas pour pouvoir entrer simplement pour accéder au métro.

535 Ça peut être simplement que la personne à la billetterie de la STM est en pause, donc elle n'a pas pu se payer un billet. Donc, tout ça pour dire que je pourrais en parler des heures et des heures, mais c'est l'explication concrète qu'il y a des choses que des personnes peuvent vivre, là.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

540 Merci beaucoup, Maude, pour tes commentaires. On l'applaudit. Le projet de plan d'urbanisme et de mobilité concerne les enfants de deux façons.

545 Les enfants d'aujourd'hui, en 2050, auront une trentaine d'années, donc ce seront des citoyens actifs qui vont utiliser les ressources de la ville au quotidien. Et donc, le plan d'urbanisme et de mobilité est conçu avant tout pour eux.

550 Mais les enfants sont déjà des citoyens parce qu'ils ont déjà un regard qu'ils portent sur la ville. Il y a des choses qu'ils aiment et qu'ils voudraient voir se multiplier. Il y a des choses qu'ils n'aiment pas et qu'ils voudraient peut-être remplacer.

À l'OCPM, au cours des dernières années, on a pris l'habitude d'établir des partenariats avec des organisations qui ont une expertise auprès de certains publics. C'est ce qu'on a fait en allant chercher des renforts du côté de Metalude et de Concertation Montréal, deux organisations qui connaissent très bien le public jeunesse.

555

Donc, pour nous parler de consultations auprès des enfants, j'accueille Stephanie Watt et Margaret Fraser de Metalude, cofondatrices de Metalude, ainsi que Caroline Schindler, qui est agente de développement à la vie démocratique à Concertation Montréal.

560

Donc, bonjour mesdames. Est-ce que vous pourriez d'abord nous parler de vos organisations respectives, s'il vous plaît?

Mme MARGARET FRASER, cofondatrice de Metalude :

565

Oui. Donc, je peux parler pour Metalude. Metalude, c'est un OBNL qui aide les adultes à créer des municipalités, des collectivités pour et avec les personnes de zéro à dix-sept ans.

Comment on fait ça? Bien, des démarches participatives comme on fait dans le contexte du PUM.

570

Aussi, des évaluations ludiques, des études de la vie dans l'espace public et aussi de l'accompagnement des municipalités, des organismes qui souhaitent être plus inclusifs des enfants et des jeunes, et d'accroître le niveau de participation des enfants et des jeunes à l'intérieur de leurs activités et de leurs processus.

575

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

Merci.

580

Mme CAROLINE SCHINDLER, agente de développement, Concertation Montréal :

585 À Concertation Montréal, on met en lien les élus et les acteurs socioéconomiques de Montréal. On est le réseau des réseaux. Et on a la mission de développer la métropole à travers trois axes : la vie démocratique, la transition écologique et la parité, diversité, inclusion.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

590 Merci beaucoup. Donc, je pense qu'on est tous d'accord sur l'importance de consulter les enfants, mais une fois qu'on a dit ça, comment on s'y prend?

595 Qu'est-ce qu'on fait pour que ça donne les meilleurs résultats possibles et surtout les résultats les plus transformateurs pour la ville, pour le bien des enfants et pour le bien de tous?

600 Donc, quand on vous a contactées, vous avez répondu à notre appel en organisant des activités auprès des enfants. C'est vous-mêmes qui animez ces activités. Est-ce que vous pourriez nous parler de comment ça se passe et aussi un petit peu des enfants qui y participent?

Mme STEPHANIE WATT, cofondatrice de Metalude :

605 Oui, merci. Donc, quand on réfléchit aux activités participatives avec enfants, on doit réfléchir à plusieurs besoins, plusieurs personnes, en fait. Donc, on réfléchit toujours à la décision qui est prise, donc soit l'OCPM et ensuite, celle de la Ville.

610 Quelle information va aider les décideuses et les décideurs? On doit penser aux besoins des partenaires. Dans notre cas, c'était les bibliothèques. Et on doit penser à l'intérêt des enfants. C'est leur temps libre, ils ne nous doivent rien, donc on doit penser à, notamment : vont-ils ou vont-elles avoir du plaisir?

Dans le cas qui nous concerne aujourd'hui, on voulait valider les orientations prises par le PUM, par la Ville dans le PUM, plus spécifiquement, tous les choix, toutes les orientations et les transformations qui sont demandées de nous.

615 Les bibliothèques veulent des activités innovantes, à faible coût, clé en main, qui s'insèrent très bien dans leur programmation culturelle normale.

620 Et les enfants, ils veulent quelque chose d'amusant, de stimulant, de significatif. Ils ne veulent pas faire semblant. Ils veulent quelque chose de vrai. Ils veulent avoir un impact. Ils veulent ça à proximité de chez eux.

625 Et donc, l'atelier « Le sol est en lave », c'est ce qu'on a créé pour l'occasion. L'atelier « Le sol est en lave », c'est à la fois une activité de participation publique, mais c'est aussi une activité culturelle locale. C'est en formule portes ouvertes, on peut y arriver quand on veut.

On n'a pas besoin de s'inscrire. On n'a même pas besoin de penser qu'on veut participer à une consultation publique parce que c'est vraiment le *fun*. On a créé un jeu, une mission, un monde imaginaire, mais pas tout à fait.

630 C'est : « Le sol est en lave » et les jeunes peuvent y participer quand ils veulent. Ça, c'est des images de l'atelier. Voilà.

635 Donc, pour rendre ça vraiment concret pour vous, j'aimerais faire comme je ferais dans une bibliothèque de quartier pour vous inviter, comme si vous étiez vous-mêmes des enfants, à partir en mission avec nous.

640 On fait : aujourd'hui, dans la bibliothèque, on s'imagine qu'il y a un volcan qui a explosé en pleine ville! Tout a disparu. Il n'y a plus de rues, il n'y a plus de chemins, il n'y a plus de nature. O.K.? Il n'y a plus d'autobus, il n'y a plus de métro.

C'est à vous de reconstruire la ville. Ensemble, on va rebâtir Montréal, rue par rue. Donc, ça va être à vous de bâtir la ville et d'intégrer la nature.

645 Puis là, on laisse les enfants bâtir, construire avec ces objets-là, on leur pose des questions là-dessus, puis à la fin, on les invite à participer à une dernière partie de la mission, qui est de se prononcer sur les idées des adultes.

650 Donc, on va leur montrer les illustrations du PUM. On leur demande de commenter, puis en fait, c'est ce type d'activité qui permet à la fois la créativité, l'aspect plaisir, tout ça. Et aussi, ça fait un lien direct avec ce qui est dans le PUM, ce qu'on a à valider ensemble.

655 À date, on a tenu un des quatre ateliers prévus. Il y en a d'autres qui sont prévus dans les mois à venir. Lors de cet atelier, il y avait dix-sept enfants. Je ne veux pas me tromper, donc je vais prendre mes notes.

Il y avait huit garçons, six filles, puis douze... Oui, seize au total. Donc, douze enfants d'origine algérienne ou marocaine. Et bien sûr, il y avait plusieurs fratries dans le groupe, qui sont venues ensemble pour participer. Donc, notre tranche d'âge de participation, c'était quatre à douze.

660 Ç'a permis à un groupe d'enfants de venir ensemble, puis participer selon leur niveau d'intérêt, selon leur niveau... selon ce qui était prévu pour eux cet après-midi-là.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

665 Donc ça, c'était la première activité, il vous en reste trois, c'est bien ça?

Mme MARGARET FRASER :

670 Exact. Il y en aura une avec une garderie, puis trois autres qui sont portes ouvertes, où vraiment n'importe qui peut se présenter à la bibliothèque, puis participer avec nous.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

675 Parfait. Donc, s'il y a des gens dans la salle qui ont des enfants, ils pourraient les amener à
votre activité?

Mme STEPHANIE WATT :

680 Oui, à Pierrefonds ou à Hochelaga-Maisonneuve.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

Merci beaucoup. Caroline?

685 **Mme CAROLINE SCHINDLER :**

Alors, nous, on a également consulté les enfants de quatre à douze ans. On a terminé notre
série de consultations qui ont eu lieu au mois de juillet.

690 On a visité un groupe de CPE, un groupe de camps de jour et deux bibliothèques, qui sont
des lieux dans lesquels, comme Margaret disait, les enfants peuvent passer avec leur famille et
participer.

695 En amont, je voulais souligner le fait qu'on ait travaillé en concertation. On s'est coordonné,
en fait, pour avoir une cohérence dans les résultats. On s'est coordonné dans les thématiques.

700 On a parlé avec Marc-André avant d'entamer les consultations, donc ça, je pense que c'est
très important pour, comme Stephanie disait, avoir une cohérence dans les données qu'on va
récolter, et donc ce qui va permettre de les intégrer dans l'analyse globale.

Donc, nous, on consultait les enfants spécifiquement sur la culture et les loisirs. On a utilisé
des méthodologies qu'on avait déjà éprouvées. Donc, des discussions de groupe en CPE avec des

dessins individuels qu'on va aller annoter pour être bien sûr que l'on comprenne ce que les enfants ont voulu dire.

705

Et des pictogrammes. Donc, un catalogue de pictogrammes qui servent de déclencheurs, en fait, qui ne servent pas à orienter ce que les enfants vont nous dire, mais simplement à déclencher la discussion.

710

Dans les bibliothèques, on a pu avoir le temps. C'était le mois de juillet, il y avait moins de monde. Les enfants passaient, ils avaient le temps de s'arrêter. Ils étaient en vacances. C'était vraiment agréable.

715

La bibliothèque qui reste un lieu privilégié pour ce genre d'activité. Et les enfants se sont vraiment appropriés les pictogrammes. C'était très intéressant de voir comment ils les ont utilisés.

Soit ils ont collé des pictogrammes sur leur feuille et ils nous en ont parlé, ou ils ont pris un, deux, trois pictogrammes, dessiné autour. Ou alors, ils ont juste regardé le catalogue et ils sont partis sur un dessin complètement de leur création.

720

Donc, on avait déjà identifié dans de précédents projets qu'avoir des déclencheurs, ça servait de point de départ. Pour les discussions avec les enfants, c'est ça qu'on a exploité.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

725

Donc là, on a parlé du fonctionnement. Mais parlons un petit peu des opinions. Comment les opinions rencontrées voient leur ville et quel regard elles portent sur leur ville, et qu'est-ce qu'ils souhaitent pour l'avenir de Montréal?

730

Mme STEPHANIE WATT :

735

Ce que je n'avais pas dit, puis là, j'y pense, c'est : nous, notre consultation auprès des enfants avait deux thématiques ou deux priorités, la nature et la biodiversité, et la mobilité, surtout active et collective.

740

On voulait valider ce changement que souhaite la Ville de transformer nos mobilités. Et donc, il y a plusieurs endroits ou destinations, donc la mobilité, qui étaient au cœur des rues construites des enfants.

745

C'était souvent des parcs, des plages et des maisons, mais aussi un Dollarama, le Biodôme, un camping, une grande table, des pots de fleurs et une bibliothèque.

750

Ça fait que vraiment, quand on pense aux destinations prisées par les enfants, ce n'est pas que l'école, la garderie, le parc. Il y a vraiment une variété incluant des lieux commerciaux comme le Dollarama et le Costco à Anjou.

755

En analysant les propositions et les visions de la Ville, les enfants – qui avaient le super pouvoir de décision cet après-midi-là – ont dit vouloir garder la nature, les arbres, les plantes, les fleurs. Les fleurs revenaient très souvent. La beauté des fleurs.

760

Ils voulaient garder les vélos, les supports à vélo, les pistes cyclables larges et protégées qui... Il y en a plusieurs qui ne connaissaient pas le REV Saint-Denis, mais quand ils ont vu l'illustration d'une piste de type REV, ça résonnait en eux.

Ils voulaient garder le côté ludique qu'imaginait la Ville. Pour nous, l'espace pour jouer sur rue, le bonhomme de neige, les déplacements en luge, tout ça leur parlait beaucoup.

Ils voulaient garder le chien. Il y avait un chien dans une illustration qu'on a tirée, là, du PUM, puis l'enfant nous a dit : « Bien, quand nos copains, nos copines ne sont pas disponibles, au moins on pourrait jouer avec le chien. »

765 Donc, les animaux comme partenaires de jeu. Ils voulaient ajouter des arrêts de bus à proximité de toutes les rues locales pour les gens fatigués et les gens à mobilité réduite, et les personnes âgées.

770 Ils voulaient des vendeurs de chocolat chaud ambulants dans les rues locales, et le café pour les parents. Donc, tu sais, cette conscience de l'intergénérationnel ressort dans des petites bribes comme ça.

775 De la place pour jouer dans la neige, du mobilier pour de grands groupes, en particulier pour sept personnes.

 Ils voulaient enlever les voitures et les véhicules à carburant. Ça, les enfants, ils sont prêts, hein? Ces 17 enfants-là, ils sont prêts à le faire.

780 Puis enlever toute chose qui pouvait les blesser. Donc, par exemple, des roches, des cailloux. Il y en a, là, qui s'attardaient sur les détails de la ruelle. Il y avait des petites roches, ils n'étaient pas intéressés par ça, donc à nous, les adultes, d'enlever ça.

785 Et voilà, j'ai trouvé qu'ils ont... ce qu'ils ont exprimé, c'est un accord avec les orientations et la vision prises, mais avec quelques surprises.

 Par exemple, un programme de sécurisation des abords des Dollarama. Je niaise, mais... mais ça pourrait être intéressant.

Mme CAROLINE SCHINDLER :

790 Alors, on voit que même si on s'est séparé les thématiques théoriquement, les enfants, quand ils parlent, ils parlent de leur vie, donc ça déborde et c'est très bien. C'est à nous de faire le tri après.

795 Donc, nous, effectivement, on parlait de culture et loisirs. Ils nous ont parlé des bibliothèques, ils nous ont parlé de lire ailleurs qu'à la bibliothèque et, évidemment, dans le parc, par exemple.

800 Ils ont parlé aussi d'art. Ils aiment beaucoup faire de l'art et voir de l'art, mais ils ont aussi, ce qui se recoupe avec ce que Stephanie et Margaret ont récolté aussi, c'est les animaux, effectivement.

805 L'eau. Alors, c'est sûr qu'on a consulté en été, mais quand on consulte en hiver, ils parlent d'eau aussi. L'eau, c'est omniprésent, donc piscines, jeux d'eau, etc. Et la nature.

810 Donc, effectivement, j'aime bien citer les propos directement. Il y a une enfant qui m'a dit : « Moi, tout ce que j'ai envie de faire, j'ai envie de le faire au parc. » C'était très clair.

815 Il faut se souvenir qu'il y a une différence de hauteur dans la façon dont les enfants voient la ville, donc un parterre de fleurs ou un bac à fleurs, c'est directement à la hauteur de leurs yeux. Donc, ils le voient plus, ils l'apprécient. Ils vous ont parlé des fleurs aussi.

820 Pour les animaux, il y a vraiment... Bien, en fait, l'eau, les animaux, la nature, on constate qu'ils ont ce sens de partage de la ville, de leur espace de vie avec l'autre... la nature, enfin, le vivant autre qu'humain.

825 Et je sais, c'est peut-être anecdotique, mais je sais que ça existe des démarches de consultation publique qui mettent en scène... qui incarnent... des personnes doivent incarner l'herbe, les arbres, les buissons, et leur donner la parole. Les enfants, je pense que ça leur plairait.

830 Pour les animaux, ils parlent autant des animaux... plus des animaux domestiques, mais parfois d'animaux sauvages. Ils parlent de refuges pour animaux, des parcs à chiens, mais pourquoi pas aussi des espaces pour les chats et des jeux d'eau pour les chats, ça serait vraiment le *fun* parce qu'on pourrait aller jouer avec eux.

835

Voilà. Ça, ça... Oui.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

830 Bien, c'est vraiment très... c'est... Oui, c'est super intéressant, et puis ça montre à quel point, en fait, ces idées-là ne sont pas farfelues. Hein? C'est des choses simples qui peuvent vraiment être implantées dans l'aménagement urbain, et puis il s'agit simplement de se l'imaginer.

835 Je retiens ce que tu disais à propos des fleurs. Et ça me fait penser, dans les activités auxquelles j'ai participé avec des enfants, il était question d'environnement, donc les enfants parlaient beaucoup des déchets.

840 Et la hauteur d'enfant est très importante en ce sens-là aussi, parce que les enfants sont plus près du sol, donc ils voient mieux les déchets que nous, hein? Ça peut paraître drôle à dire. Et c'est la même chose pour les fleurs. Donc, remplaçons les fleurs par les déchets (sic).

Mme CAROLINE SCHINDLER :

845 Colorer les plaques d'égout aussi.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

Non, remplaçons les déchets par les fleurs, je me suis trompé.

850 **Mme CAROLINE SCHINDLER :**

Oui, c'est ça.

855

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

860 Alors, bien, merci beaucoup. C'est tout le temps qu'on a. Si vous avez la chance de
participer ou d'assister à l'une de leurs activités, c'est vraiment très intéressant, c'est très agréable.
Donc, merci beaucoup et bonne continuation dans vos activités.

Mme MARGARET FRASER :

865 Merci Marc-André.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

870 Il y a un risque quand on fait de la consultation publique à ce que ce soit toujours les mêmes
personnes qui y participent. Donc, pour avoir l'approche la plus inclusive possible, on a monté une
petite équipe de treize jeunes de niveaux secondaire, cégep et universitaire.

875 Ils sont allés dans les différents arrondissements de la ville avec un questionnaire sur le
projet de PUM. Donc, j'accueille Marianne, Thoueyba et Arthur.

Bonjour. Merci beaucoup d'avoir accepté de parler un peu de votre travail. Donc, pour
commencer, est-ce que vous pourriez vous présenter, dire votre âge et ce que vous faites en ce
moment?

M. ARTHUR FITZ CARRYS MANG BICKOE, intercepteur :

885 Déjà, je souhaite vous remercier, Marc-Henri... Marc-André, pardon, de me permettre de
m'exprimer ici. Je m'appelle Arthur, j'ai dix-neuf ans et je suis étudiant en administration à
l'Université du Québec à Montréal.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

890 Merci.

Mme THOUHEYBA BEN FETTAH, interceptrice :

895 Bien, merci beaucoup pour l'invitation. Donc, moi, c'est Thoueyba, j'ai vingt-deux ans et j'étudie en sciences politiques à l'UdeM.

Mme MARIANNE CHAMBERLAND-FONTAINE, interceptrice :

900 Et moi, c'est Marianne, j'ai vingt-trois ans et je suis étudiante à l'École du Barreau du Québec.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

905 Parfait. Donc, Arthur, je commence par toi. On est allés dans combien d'arrondissements, pour l'instant, avec les interceptions? On sait que ce n'est pas terminé, ça va finir en septembre, mais pour l'instant, on en est à combien?

M. ARTHUR FITZ CARRYS MANG BICKOE :

910 Nous sommes allés dans quatorze des dix-neuf arrondissements que compte la ville de Montréal. Je ne vais pas tous les citer, bien sûr, mais par exemple, nous étions à l'ouest, nous étions à Montréal-Nord, nous étions à Hochelaga, nous étions à Côte-des-Neiges. Bref, nous étions un peu partout.

915 **M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :**

 Parfait. Et dans quels types d'endroits est-ce qu'on va quand on fait des interceptions? Comment on les choisit, ces endroits-là?

M. ARTHUR FITZ CARRYS MANG BICKOE :

920

Nous allons surtout dans des parcs et des rues piétonnes. En fait, nous recherchons des lieux achalandés, des lieux où... ce sont les lieux où nous avons le plus de chances de rencontrer du monde.

925

C'est souvent à base de concerts, des festivals, des spectacles de rue, etc.

Mme THOUHEYBA BEN FETTAH :

930

J'aimerais ajouter aussi : c'est pour aussi essayer de viser un maximum de communautés, que ce soit la communauté LGBTQ+, que ce soit les femmes, les personnes en situation de handicap, les personnes en situation d'itinérance, les minorités visibles.

935

Donc, on essaie de vraiment... on essaie de toucher toutes les communautés possibles de l'arrondissement de Montréal.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

940

Merci beaucoup. Et Marianne, comment les gens réagissent quand on va vers eux avec le questionnaire?

945

Mme MARIANNE CHAMBERLAND-FONTAINE :

Je dirais que de façon générale, les gens sont plutôt intéressés à répondre aux questions. Mais de mon expérience, la partie vraiment la plus importante, c'est d'arriver, dans le fond, à leur expliquer pourquoi on les aborde.

Parce que généralement, quand ils sont dans le parc en train de regarder un spectacle, tout ça, ils n'ont pas nécessairement... ils ne s'attendent pas nécessairement à ce qu'on vienne les aborder, puis leur demander des questions sur l'aménagement de la ville et tout ça.

950

Donc, l'important, c'est vraiment d'être là pour leur expliquer c'est quoi le projet de PUM, c'est quoi l'OCPM. Et puis l'important, c'est vraiment d'essayer de leur faire comprendre qu'on est là pour prendre leur opinion, qu'on est là pour... qu'en fait, c'est un peu dans leur intérêt de répondre au questionnaire s'ils sont intéressés par la question d'aménagement de la ville, parce que c'est des choses qui les affectent directement.

955

Donc, à partir du moment où on fait ce petit topo-là qui dure comme trente secondes, une minute, je dirais que les gens sont plutôt réceptifs. Ils ont envie... en fait, ils sont curieux de savoir ce que la Ville leur demande.

960

Et puis... mais c'est sûr, quand même, il y a toujours des gens qui... tu sais, qui sont occupés par d'autres choses, qui relaxent, qui sont dans un moment de détente. Ils n'ont pas nécessairement envie de répondre. Mais oui, l'accueil était plutôt bon, de façon générale.

965

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

Parfait. Et est-ce qu'il y a eu... Ça ne se passe jamais vraiment de la même façon, j'imagine, quand on administre un questionnaire auprès de quelqu'un. Donc, est-ce qu'il y a eu des moments forts où vous vous êtes dit que ce que vous faites est vraiment utile?

970

Mme THOUHEYBA BEN FETTAH :

Moi, personnellement, oui, je l'ai vécu deux fois. C'était vraiment des personnes qui sont quand même... qui se considèrent marginalisées de la société, selon eux.

975

J'ai intercepté une personne qui vivait en situation de handicap, qui était aussi handicapée, puis une autre personne qui était aussi en situation de handicap, mais qui avait une difficulté d'élocution.

980 Puis on pouvait constater des réponses de ces personnes-là qu'ils étaient heureux d'être
questionnés. Ils étaient heureux de savoir que la Ville veut savoir leurs avis, leurs opinions, ce qui
les intéresse, ce qui pourrait les aider dans un futur proche.

985 Donc, aussi, ça leur a permis aussi de vider leur cœur par rapport à leur situation
personnelle, ce que je trouve aussi pertinent à la longue. Donc, moi, vraiment, c'était vraiment mes
moments forts de l'interception de cet été.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

990 Merci.

Mme MARIANNE CHAMBERLAND-FONTAINE :

995 Oui, bien, si je peux ajouter, je trouve qu'effectivement, ça arrive souvent, en fait, que le...
Les questionnaires sont faits comme une sorte de catalyseur, un peu, pour quelqu'un, pour qu'il
nous raconte un peu son histoire de vie ou quelque chose qu'il a vécu récemment.

1000 Donc, je pense qu'à ce niveau-là, on a fait quand même beaucoup de rencontres qui
sortaient, en fait, du cadre même du questionnaire. Et c'était définitivement dans ce cadre-là, j'ai
l'impression que ç'a été plus mémorable, ces interceptions-là.

1005 De mon côté, c'est arrivé une fois. On était à Côte-des-Neiges. Il y avait des gens installés
sous un arbre et ils semblaient être très intéressés, en fait, par ce qu'on faisait. Ils reconnaissaient
tout de suite qu'on n'était pas du coin.

Et donc, on est allé les voir et ils ont accepté de répondre au questionnaire, et à travers nos
questions, on a un peu réalisé que probablement, ils habitaient dans le parc, parce qu'ils étaient
installés sur du carton. Ils n'avaient pas vraiment de code postal à nous partager.

1010 Et c'est intéressant de constater aussi à quel point leurs besoins étaient différents, en fait, des autres personnes auxquelles on avait eu l'occasion de faire passer le questionnaire avant.

1015 Par exemple, ils avaient vraiment envie, en fait, qu'on les laisse tranquilles dans le parc. Donc, ils nous ont parlé beaucoup des interventions policières dont ils avaient fait l'objet avant. Et ils avaient vraiment... dans le fond, ils avaient vraiment l'impression qu'ils étaient simplement des gens assis dans le parc qui passaient la journée là. Ils n'avaient pas nécessairement envie d'être dérangés dans cette situation-là.

1020 Et aussi, ils nous ont parlé d'un besoin d'avoir accès à des toilettes publiques, qui était vraiment leur principal message pour nous. Et c'est ça.

1025 Et à titre plus personnel, ils nous ont partagé, dans le fond, que les deux hommes étaient d'origine jamaïcaine et ils nous ont partagé d'où ils venaient, ça ressemblait à quoi, quelle région exactement en Jamaïque.

Et les deux avaient perdu un enfant, en fait, donc c'était vraiment assez touchant et intime comme discussion avec eux parce que c'est ça, c'était des choses très personnelles qu'ils nous racontaient.

1030 Et je crois que c'est un bon reflet, en fait, de ces moments-là qu'on partage avec les gens quand on va à leur rencontre, qui dépassent vraiment le cadre de juste l'aménagement de la ville.

M. MARC-ANDRÉ LAPOINTE :

1035 Merci. Bien, c'est une très belle conclusion, ça nous montre à quel point le contact avec le public est important. Alors, bien, ce n'est pas terminé pour vous, hein? Il y a encore cinq arrondissements à visiter. J'espère que vous vivrez encore d'autres beaux échanges comme ceux-là. Merci beaucoup à tous les trois.

1040

LE PRÉSIDENT :

1045 Merci, oui, à vous trois, à tous ceux qui sont venus. Merci Marc-André. Écoutez, j'espère que ça vous a donné un bon aperçu de nos activités de consultation. Un aperçu de ce qui se passe, peut-être, derrière ce qu'on voit moins dans une organisation comme l'OCPM.

Donc, on est à pied d'œuvre, même si ça ne paraît pas, pour aller chercher le maximum de participation.

1050 **PANEL 1 – ANTICIPER LE MONTRÉAL DE 2050**

LE PRÉSIDENT :

1055 Donc, c'est maintenant l'heure de notre premier panel et c'est à moi l'honneur de présenter notre animatrice, votre animatrice. Journaliste indépendante, Ariane Émond fait de l'animation et de la consultation publique depuis des décennies. Elle est d'ailleurs membre commissaire de notre organisation.

1060 Elle a collaboré à plusieurs médias, contribué à une dizaine de documentaires et remporté plusieurs prix pour son travail en journalisme ou en cinéma. Son intérêt pour les questions culturelles et sociales, que ce soit les inégalités, la santé, l'éducation, le vieillissement ou même les enjeux des villes en général, tout ça a traversé son parcours d'engagement professionnel.

1065 Mesdames, messieurs, veuillez accueillir Ariane Émond.

Mme ARIANE ÉMOND, animatrice du panel :

1070 Merci, mon président. Bonjour tout le monde. Je suis très contente d'être là, puis pour tout vous dire, je suis très contente de contribuer à cette consultation majeure pour Montréal.

Le premier panel s'intitule *Anticiper le Montréal de 2050*. Anticiper, comme dans « voir venir », comme dans « mieux planifier », « s'adapter », « innover pour atténuer les obstacles prévisibles ».

1075 Vous avez peut-être survolé le projet du PUM. Il est ambitieux et ça va prendre de la volonté populaire, citoyenne, en plus de la volonté politique. Et ça va prendre aussi une attention particulière aux plus vulnérables de Montréal parce que ce sont toujours elles et eux qui sont les plus durement frappés par les bouleversements économiques ou climatiques, et nous allons parler de ça tout à l'heure.

1080 Les enfants, monsieur Bourke tout à l'heure utilisait le mot : « On prépare le lointain. » Le lointain, 2050, c'est dans 26 ans. C'est loin, mais c'est proche. Moi, en 2050, j'aurai 100 ans. Je peux vous dire qu'il n'y a pas que les infrastructures à Montréal qui vieillissent, et nous serons un joyeux groupe à avoir 80 ans et plus, comme nous allons l'entendre tout à l'heure.

1085 Donc, anticipons. Trois invités merveilleux, bien préparés, pour nous faire ce portrait de Montréal au plan démographique, des changements climatiques et de l'économie. Alors, je vous les nomme en rafale et je les invite à venir.

1090 Laurence Pelletier, qui est urbaniste et conseillère en recherche et aménagement à la CMM, Communauté métropolitaine de Montréal. Elle va répondre, croyez-le ou non, à la question : comment se dessine l'évolution démographique?

1095 Christopher McCray, qui est spécialiste en simulations et analyses climatiques chez Ouranos, va donc nous faire le portrait climatique.

Et Simon Savard, qui est économiste principal et directeur général adjoint à l'Institut du Québec, va nous dire à quoi risquent de ressembler la structure économique et le futur de l'emploi.

1100 Alors, je vous dis tout de suite, ils ont quinze minutes top chrono. Je suis intransigeante. Il y a des gens qui me connaissent dans cette salle. Mais parce que je veux garder du temps pour vos questions dans la dernière demi-heure avant le lunch.

1105 Alors, madame Laurence Pelletier, c'est à vous, faites-nous cette évolution démographique en 15 minutes. On vous écoute.

Mme LAURENCE PELLETIER, conseillère en recherche et en aménagement :

1110 Donc, merci à l'OCPM de nous recevoir aujourd'hui. C'est un plaisir de vous parler des projections démographiques qu'on a eu la chance d'étudier dans le cadre des travaux de la CMM, dans le cadre de la révision du plan métropolitain d'aménagement et d'urbanisme qui est tout à fait lié avec les orientations que le PUM présente.

1115 Donc, je vous fais un petit tour, brièvement. Donc, la présentation, dans ce bref quinze minutes, je vais essayer d'aller rapidement sur qui est la CMM, son rôle par rapport à Montréal et ses projections démographiques qu'elle a dû étudier dans le cadre de ses travaux, un peu les résultats qui nous ont permis d'être sortis de cette étude-là et leurs influences sur l'aménagement de notre territoire, puis quelques pistes de réflexion pour terminer le tout.

1120 Donc, d'abord, la CMM, c'est composé de 82 municipalités de la grande région métropolitaine, dont Montréal qui est au cœur.

1125 On est en période de révision du plan métropolitain d'aménagement et de développement qui va venir donner des lignes directrices, autant en termes d'aménagement que de développement économique pour l'ensemble de la région, dont Montréal.

 Pour ceux qui sont peut-être un peu moins familiers, là, la loi sur l'urbanisme a différents niveaux de planification. Il y a la CMM qui est au niveau régional.

1130 Par la suite, vous avez l'agglomération de Montréal qui va, elle, avoir son schéma d'aménagement qui va... qui devra être en conformité avec les éléments projetés de la... excusez-moi... projetés dans le plan d'aménagement qu'on travaille en ce moment.

1135 Et par la suite, le PUM, lui, est en conformité avec le schéma que l'agglomération aura travaillé, donc c'est comme un effet de poupées russes, donc qui s'emboîtent les unes dans les autres.

1140 Donc, pour réaliser nos travaux, on a fait différentes études, dont l'étude de la démographie, comment... à quoi ressemblera notre population de demain?

On s'est basés sur les statistiques de l'Institut de la statistique du Québec, sur un scénario intérimaire qu'on a eu la chance de travailler avec eux pour l'année 2023, afin d'avoir les données les plus à jour pour notre projet, qu'on va vous présenter cet automne.

1145 Je vous invite à rester à l'affût pour notre consultation publique qui va s'en venir aussi à ce sujet-là.

1150 Donc, il y a différents déterminants clés qui sont venus influencer les statistiques. Entre autres, la croissance naturelle de la population, naissances, décès, l'évolution de la pyramide des âges. Les comportements, aussi, familiaux, la composition de nos ménages, et aussi les politiques publiques qui peuvent influencer, autant au point de vue migration qu'aussi au point de vue des décisions personnelles que les gens vont faire pour choisir leur lieu de résidence. Excusez-moi.

1155 Donc, ça, ici, pour les données. Donc, un petit survol de ces résultats. On projette que d'ici 2046, là, au niveau de la CMM, nos statistiques, on étudiait une période de 20 ans, on serait à 4,8 millions d'habitants pour la grande région métropolitaine.

1160 Ça annonce une croissance de la population autant pour l'île de Montréal que pour les couronnes Longueuil et Laval.

Et cette croissance est principalement concentrée dans les groupes d'âge de soixante-cinq ans et plus, et même, je dirais de 75 ans et plus, qui vont représenter une forte portion de notre population, qui annonce la continuité ou l'intensification, si vous voulez, du vieillissement de la population qu'on connaît déjà aujourd'hui.

1165

Donc, on continue dans cette direction-là, qui va influencer aussi nos prises de décision pour s'assurer que notre territoire répond aux besoins de cette population, que les besoins changent, évoluent avec le temps. Donc, il faut s'assurer de répondre à leurs besoins tant en mobilité, mais aussi en logement.

1170

Donc, un autre élément qui nous a permis d'être observé par ces données-là, c'est le transfert graduel des ménages propriétaires vers des ménages locatifs ou dans des collectifs non institutionnels, type résidence de personnes âgées.

1175

Donc, considérant que la population vieillit, il est normal aussi d'observer que le groupe d'âge représentant le plus de personnes qui quittent le marché de la propriété vers soit le marché locatif ou institutionnel... non institutionnel, excusez-moi, comme les résidences de personnes âgées, c'est les soixante-quinze ans et plus.

1180

Donc, il va falloir planifier une offre de logements qui va permettre à ces gens-là de pouvoir résider à long terme. Et souvent, on ne veut pas nécessairement qu'ils quittent leur communauté pour avoir un nouveau lieu de résidence. On aimerait ça qu'ils restent dans leur communauté pour garder les liens et leurs activités, donc ça va venir influencer notre prise de décision aussi, par la suite.

1185

Donc, à la lumière de ces données-là, on a fait des estimations au niveau des besoins en logement. Plusieurs d'entre vous, là, en connaissent beaucoup. Il y a plusieurs statistiques différentes qui sont sorties dans les derniers mois à ce sujet-là. C'est une prévision qui est faite sur les évolutions démographiques.

1190

1195

On a aussi ajouté à cette tendance-là, au niveau de la croissance, ce qu'on aurait besoin justement dans les logements collectifs non institutionnels, qu'on appelle, pour prendre en considération la population qui vieillit, puis s'assurer que dans nos besoins de logements, outre la croissance des ménages en termes de personnes et de nombre, on ait une alternative de logements pour les gens qui vont vouloir changer d'habitation ou qui sont en perte d'autonomie, qui ne sont plus nécessairement capables de s'occuper de leur propriété. Il faut penser à ce qu'ils aient un lieu de résidence pour plus tard.

1200

L'autre élément qu'on a ajouté dans nos données pour calculer le besoin de logement, c'est une tentative d'un retour à l'équilibre pour un taux d'inoccupation de trois pour cent, qui aide à aller vers une abordabilité.

1205

C'est un facteur qui va contribuer à ce qu'on soit le plus proche possible d'une abordabilité du logement.

1210

Donc, je suis allée vite, je n'ai pas dit les chiffres. Donc, ça va être à peu près 310 000 nouveaux logements qui seront nécessaires pour la grande région métropolitaine. Vous verrez, pour l'agglomération de Montréal, ça comprend aussi les villes qui sont hors de la ville de Montréal.

1215

Juste pour les logements collectifs non institutionnels, c'est environ 17 000 nouveaux logements qu'on aurait besoin, de ce type-là. Puis un autre 13 000 pour l'abordabilité, là, à ce moment-là.

1220

Donc, tous ces chiffres-là, ça influence notre prise de décision, un peu comme je l'ai annoncé brièvement à travers la présentation. C'est important de les prendre en considération pour identifier les enjeux de notre territoire, identifier les besoins en termes de, oui, logements, mais en termes de services aussi, à la population. En termes de comment on devra aménager notre territoire.

Ça fait écho avec les discussions qu'on a eues plus tôt dans la journée, là. La population vieillissante a des besoins différents d'une population très active et très jeune, donc il faut s'assurer

que nos espaces de vie répondent aussi à leurs besoins pour que, un, ils restent autonomes le plus longtemps possible et que quand il y a des gens qui sont en perte de mobilité, s'ils ont des points d'accès pour continuer à bouger, bien, ça ralentit un peu ce phénomène-là.

1225

Donc, il faut garder ces éléments-là dans notre pensée. Il faut autant prévoir les institutions qui sont les écoles, les hôpitaux, l'accessibilité aux soins de santé, mais aussi les espaces de vie, que ce soit les espaces en parc, qu'on ait suffisamment de parcs, mais aussi que la grandeur réponde à notre quantité de population qui va habiter nos quartiers.

1230

Et bien sûr, une diversification des types de logements pour répondre à tout type de besoin, que ce soit dans leur forme, pour une accessibilité universelle, ou même dans leur grandeur, pour la grandeur de nos familles qui varie selon les ménages.

1235

Donc, voici quelques petites pistes de solution en regard, là, de notre travail qu'on a fait pour le PMAD. Avec toutes ces données qu'on a obtenues, on a tenté de mettre de l'avant des pistes de solution pour répondre à cette évolution démographique là. Que ce soit de concentrer certains des développements, comme pour accueillir cette population, autant vieillissante que croissante, dans des quartiers qui sont déjà existants.

1240

Donc, par exemple, on va mettre l'accent sur les espaces stratégiques de redéveloppement pour essayer de favoriser une densification intelligente dans des quartiers où on a déjà des services, on a déjà des points d'accès au transport en commun et que, souvent, on est déjà dans la communauté des gens.

1245

Donc, on pense à des centres commerciaux qui ont de grands espaces de stationnement, qui pourraient offrir l'opportunité d'avoir une densification en restant dans les quartiers que les gens... les ont vus grandir. Et avec un service déjà de proximité présent sur le terrain.

1250

Ce type de stratégie là, aussi, nous aide dans notre démarche d'éviter l'empiètement dans les zones agricoles. Donc, oui, on est en croissance en termes de populations, mais on veut essayer

d'éviter la consommation excessive du territoire pour préserver tant nos milieux naturels que notre zone agricole pour les générations futures.

1255 On planifie jusqu'en 2046, mais on va vivre beaucoup plus longtemps que ça. Nos bâtiments qu'on construit aujourd'hui vont durer beaucoup plus longtemps que ça, donc il faut planifier l'espace qu'on utilise pour éviter, je vais dire, le gaspillage de cet espace-là, qui est quand même limité dans notre grande région métropolitaine, dont la Ville de Montréal.

1260 L'autre cible qu'on s'est fixée en termes de CMM, c'est d'essayer de concentrer, justement, l'arrivée de ces nouveaux logements-là dans des points d'accès au transport en commun. Donc, la cible est de 70 % des nouveaux logements qui seraient construits avec un accès à un transport en commun structurant.

1265 Donc, ça reprend la continuité de ce qui est déjà dans le plan actuel, qui est les aires TOD. Donc, on continue cette démarche-là, on augmente la cible parce qu'on veut concentrer davantage le logement dans ces secteurs-là pour répondre autant aux individus en termes de nombre de logements et d'accès au service, mais aussi, quand les gens sont en perte d'autonomie ou qu'ils sont en perte... Comment dire?

1270 Quand ils perdent leur permis de conduire pour X raison, au moins, avec un service de transport en commun proche de leur lieu de résidence, ils ne perdent pas le besoin de mobilité et leur capacité à se déplacer. Ils ont des alternatives de déplacement.

1275 Donc, un des objectifs poussés par le futur PMAD, c'est justement d'offrir des alternatives de déplacement. On n'enlève pas la voiture, elle est présente, on travaille avec elle, mais on veut que les gens puissent choisir le mode de transport qu'ils vont utiliser, en fonction de leurs besoins et de leurs capacités.

1280 Donc, le dernier point qu'on essaie de mettre de l'avant aussi, c'est : les données que je vous ai présentées aujourd'hui, ce sont des hypothèses. On essaie de se projeter dans le futur pour comprendre ce qui va arriver, mais on travaille avec des hypothèses.

Donc, il est important de suivre cette évolution démographique et de s'assurer que nos données sont à jour et qu'on observe les tendances qui sont en changement constant.

1285

Donc, il peut y avoir des décisions politiques ou des événements naturels, ou même on pense à la pandémie, qui influencent grandement la démographie et les choix sociétaux, donc il faut continuer à les suivre graduellement.

1290

La CMM, en collaboration avec les MRC et les agglomérations, effectuera un travail de monitoring après la publication du plan métropolitain pour s'assurer que les visions qu'on a mises dans ce plan-là sont toujours basées sur des données les plus à jour possibles, et qui va nous permettre de mettre à jour notre plan graduellement pour répondre et atteindre nos cibles.

1295

Donc, il est important de suivre constamment ces statistiques-là pour s'assurer qu'on soit le plus réaliste et le plus proche des besoins de la population pour laquelle ces plans sont conçus. Donc, j'ai été très vite. Je vous remercie. Merci. Merci à l'OCPM.

Mme ARIANE ÉMOND :

1300

Merci. Merci beaucoup, madame Pelletier. En effet, vous avez déjà deux étoiles. Moi, il y a un chiffre qui est peut-être passé un peu vite et écrit un peu petit sur le PowerPoint, c'était les plus de 80 ans estimés en 2046 : 42 % de la population. Là, je ne rentre pas les 75 ans et plus.

1305

Les moins de 30 ans : 30 %. Alors, additionnez les deux, là, c'est 75 % de la population.

Merci, très inspirant. C'est le *big picture*, je trouve, en regardant le travail que vous êtes en train de faire, puis essayer d'imaginer ce que ça implique comme planification pour Montréal.

1310

Le portrait climatique à Montréal en 2050. Attachons nos tuques et écoutons Christopher McCray d'Ouranos qui a toutes sortes de nouvelles pour nous.

M. CHRISTOPHER MCCRAY, analyste climatique, Ouranos :

1315

Oui, bien, merci. On va avoir moins besoin de tuques, mais...

Mme ARIANE ÉMOND :

1320

Oui. Vous savez, ça se porte en toute saison maintenant.

M. CHRISTOPHER MCCRAY :

1325

Oui, en effet, c'est vrai.

Mme ARIANE ÉMOND :

J'ai remarqué.

1330

M. CHRISTOPHER MCCRAY :

C'est vrai. Bien, merci à l'OCPM pour l'invitation. Donc, Ouranos, pour celles et ceux qui ne nous connaissent pas, c'est un consortium, un OBNL de recherche qui a pour mission d'aider la société québécoise à s'adapter aux changements climatiques.

1335

Donc, on fait des projections climatiques autour d'un modèle du climat et on facilite des projets en adaptation.

1340

Donc, aujourd'hui, je vais vous parler de nos projections pour 2050, qui est loin, mais pas si loin que ça, comme on a dit ce matin. Et pour nous mettre en contexte, bien, on a vécu plusieurs événements climatiques au cours des dernières décennies, mais surtout de la dernière année.

1345

2023, c'était l'année la plus chaude enregistrée sur la planète, à l'échelle de la planète. Mais on a aussi eu des records à l'échelle locale. Donc, l'hiver 2023 et 24, c'était l'hiver le plus chaud enregistré dans le sud du Québec.

1350

Et, bien, plus récemment, il y a quelques semaines, on a eu l'événement de pluie en 24 heures le plus intense jamais enregistré. 154 millimètres en 24 heures, qui a battu le record précédent de 60 millimètres, donc c'est un énorme écart entre les précédents records.

1355

Et malheureusement, c'est le genre d'épisode qu'on risque de vivre de plus en plus. Pourquoi? Bien, la planète se réchauffe, le Québec se réchauffe encore plus rapidement à cause de notre nordicité, relativement à d'autres endroits.

1360

Donc, ici, on présente des lignes qui présentent la température moyenne à l'échelle du Québec depuis 1950. Et il y a différentes couleurs qui représentent différents scénarios climatiques.

Donc, dans les modèles du climat, ce sont des modèles physiques qui sont basés sur les lois de la physique, des équations mathématiques, mais parmi les variables les plus importantes là-dedans, c'est les émissions de gaz à effet de serre des humains.

1365

Donc, pour le futur, il faut prendre des hypothèses sur l'évolution de... du développement économique des différents pays, de l'action climatique.

Et donc, la ligne rouge, c'est un scénario où les émissions continuent à augmenter dans le futur. La ligne bleue, c'est où on réussit à réduire drastiquement les émissions et la ligne plus orange, c'est un scénario moyen, essentiellement.

1370

Mme ARIANE ÉMOND :

Intermédiaire?

M. CHRISTOPHER MCCRAY :

1375

Intermédiaire, c'est ça. Et donc, on voit qu'à l'horizon 2050, en fait, peu importe les réductions dans les prochaines années, on risque d'être à peu près au même endroit, c'est-à-dire environ trois degrés de réchauffement au total.

1380

Mais on voit qu'à partir de 2050, il y a une grande variété de scénarios possibles, et donc c'est en fait aujourd'hui qu'il faut prendre les décisions qui vont alimenter ces changements-là dans le futur.

1385

Donc, je vais passer saison par saison pour... en termes des changements à Montréal. Premièrement, en été, bien, sans surprise, les températures augmentent en moyenne. Les pluies extrêmes augmentent avec la température parce qu'en moyenne, un degré de réchauffement implique 7 % plus d'humidité dans l'air ou de capacité de... on dit : de la capacité de l'air à retenir de l'humidité.

1390

Donc, c'est une relation assez directe entre température et capacité d'avoir des précipitations intenses. Et aussi, les vagues de chaleur, donc les extrêmes, la moyenne augmente, mais les extrêmes augmentent aussi. Et on le voit de plus en plus, des températures très chaudes.

1395

Et donc, on a un site Web qui s'appelle Portraits climatiques, où vous pouvez sélectionner une région ou un indicateur climatique, différents scénarios d'émissions et voir comment les projections... de quoi les projections ont l'air dans le futur.

1400

Et ici, c'est le nombre de journées de 30 degrés Celsius ou plus par année à Montréal. Et on voit que dans les dernières années... en fait, en général, on prend une moyenne sur trente ans pour avoir la bonne statistique parce qu'il y a de la variabilité naturelle. Il y a des années plus chaudes, des années plus froides.

Mais en moyenne, au cours des 30 dernières années, c'est autour d'une dizaine de journées de 30 degrés Celsius par année. Si on regarde en 2050, peu importe, encore une fois, un

1405 scénario d'émissions plus élevées ou des émissions plus modérées, on sera autour de 25 jours par année.

Donc, plus que le double du nombre de jours de 60 degrés par année, presque le triple. Et encore une fois, on voit que si les émissions continuent à augmenter ou augmentent plus rapidement, on pourrait être autour d'une soixantaine de journées par année d'ici 2100.

1410 Alors que si on réduit les émissions, ça va rester autour de 30, 40. Donc, peu importe, il va faire plus chaud, plus de chaleur extrême, donc il faut s'y adapter, mais il faut aussi agir pour réduire les émissions, pour réduire les pires impacts dans le futur.

1415 Une autre saison qui change rapidement, c'est l'hiver. La température augmente, ce qui fait qu'on se retrouve plus souvent au-dessus du point de congélation, ce qui fait qu'on a déjà moins de neige qu'avant et davantage de pluie.

1420 Donc, comme j'ai mentionné, les précipitations augmentent, mais en hiver, les précipitations augmentent sous forme de pluie et on a moins de neige parce qu'il fait simplement trop chaud pour avoir de la neige.

1425 Ça fait aussi qu'on a plus de cycles de gel/dégel, donc plus un, plus deux le jour, moins un, moins deux la nuit. On a plus de cycles de gel/dégel l'hiver parce qu'on est plus souvent près du point de congélation.

1430 Mais vous allez voir l'échelle annuelle, en fait, on en a à peu près autant qu'avant et les projections sont pour une stabilisation du nombre annuel, simplement parce qu'au printemps et à l'automne, il fera plus chaud, donc moins souvent en bas de zéro la nuit.

1435 Mais les cycles de gel/dégel, ç'a des impacts importants pour les infrastructures. Notamment, on pense aux nids de poule, mais aussi aux routes en général, aux trottoirs qui... bien, comme on a vu ce matin, des craques dans le trottoir. C'est le genre de chose qui est accéléré par les cycles de gel/dégel.

Et au contraire, moins de froids extrêmes, donc pour la santé publique, la réduction de froids extrêmes peut être positive. Par contre, pour la biodiversité, ça peut être un enjeu. Ça facilite l'arrivée de certains insectes. Par exemple, on pense aux tiques qui peuvent vivre au Québec, dans le sud du Québec, maintenant.

1440

Et on projette aussi une diminution de la pluie verglaçante, à Montréal au moins, donc c'est peut-être surprenant, mais c'est ce que les modèles nous disent.

1445

Et pour l'automne et le printemps, c'est à peu près les mêmes grandes thématiques : pluies extrêmes plus importantes, températures augmentées, moins de neige, en particulier au printemps. En fait, la réduction de la neige va être encore plus drastique parce qu'il fera plus souvent au-dessus de zéro.

1450

Et à l'automne, c'est un peu la même chose, mais comme j'ai mentionné, le cycle de gel/dégel au printemps risqué d'être en diminution, simplement parce qu'on va rester à plus un, plus deux la nuit, au lieu de descendre en dessous.

1455

Donc, si vous aimez plus les chiffres, les voilà. En termes de précipitations à l'échelle annuelle, pour l'horizon 2050, donc la période 2041-2070, on parle d'environ 13 % de plus de précipitations, mais en hiver, moins 11 % du total annuel de la neige et plus 45 % du total annuel de la pluie en hiver.

1460

Donc, plus de pluie en hiver, ça comporte des enjeux, des défis. Au cours des dernières années, on a vécu plusieurs épisodes de : on a beaucoup de pluie et ensuite on a un gel qui arrive. Donc, il fait très froid la nuit et toute cette pluie-là gèle sur les trottoirs, par exemple, sur les rues.

1465

Et donc, le déneigement, les opérations de déneigement, par exemple, vont devoir s'y adapter. La neige, on a une façon de faire pour enlever la neige, pour tasser la neige, mais pour gérer la glace, c'est autre chose.

Et pour les événements de gel/dégel, j'ai les chiffres ici. Donc, à peu près les mêmes nombres de jours à l'échelle annuelle, mais une augmentation en plein hiver.

1470 Et encore une fois, le nombre de jours de trente degrés : plus 160 % en 2041-2070. Et le nombre de nuits chaudes sera en augmentation aussi. Donc, des enjeux assez importants pour la santé publique. On sait que la chaleur a des impacts importants sur nos corps, et donc c'est un des impacts les plus importants avec les pluies extrêmes.

1475 Donc, tout ça pour dire qu'il est essentiel de réduire les émissions au cours des prochaines années parce que les impacts vont être juste pire en 2050-2100. C'est à plus long terme qu'on commence à voir les pires impacts de nos émissions aujourd'hui parce que ça prend un certain temps avant que ces émissions-là soient mélangées dans l'atmosphère et aient un effet direct sur notre météo. Mais il faut agir maintenant.

1480 D'un autre côté, on vit déjà certains impacts. On ne peut pas le nier, on l'a vu récemment, bien, avec la chaleur, avec les pluies intenses. Donc, il faut adapter nos infrastructures actuelles qui ont été construites pour un climat beaucoup moins chaud et beaucoup moins humide.

1485 Une étude qui a été effectuée avec Ouranos, la firme WSP, pour l'Union des municipalités du Québec, a chiffré à environ deux milliards par année, pour l'ensemble des municipalités, les coûts d'adapter nos infrastructures aux changements climatiques.

1490 Mais il faut savoir que c'est beaucoup plus cher d'attendre, de réagir en urgence, que de s'adapter maintenant. On le vit un peu chez nous. Si on attend avant de réparer un problème, on a une fuite, ça coûte beaucoup plus cher, réparer la fuite en urgence.

1495 Surtout dans un cas d'inondation où c'est tout un quartier qui est inondé en même temps. Donc, les compagnies d'assurances sont surchargées, les compagnies... les plombiers sont surchargés, donc ça coûte beaucoup plus cher de réagir que de prévenir.

Les estimations sont qu'un dollar investi en adaptation rapporte entre 13 et 15 dollars en bénéfices directs et indirects pour l'économie, donc c'est positif.

1500 Et ce qui est intéressant, c'est que l'adaptation aux changements climatiques comporte plusieurs... qu'on appelle des co-bénéfices.

1505 Donc, on va faire une mesure, par exemple, on parle beaucoup des parcs éponges, des rues éponges, ces temps-ci, pour réduire la quantité d'eau de pluie qui va dans les égouts. Ces mesures-là ont d'autres bénéfices pour la Ville, pour les citoyens que juste... Je dis « juste », c'est quand même majeur, mais juste la réduction de l'eau dans les égouts.

1510 On pense notamment aux parcs. Si on aménage un parc, on offre un environnement que les gens peuvent utiliser quand il fait beau et quand il ne fait pas beau, bien, le parc va inonder, mais ce n'est pas si grave que ça parce qu'en général, s'il pleut très fort, les gens ne seront pas dans les parcs autant.

1515 Et il y a aussi des mesures d'adaptation qui nous aident à réduire les émissions, donc, par exemple : la plantation d'arbres, le verdissement. Il faut le faire pour la chaleur, il faut de l'ombre pour la chaleur, tout simplement.

Le verdissement et les arbres sont importants pour réduire la quantité d'eau qui va dans les égouts aussi. Mais un arbre va séquestrer du carbone. Un arbre va embellir l'environnement, rendre l'environnement plus agréable pour les gens.

1520 Donc, il faut accélérer ces mesures-là et on voit dans le PUM, il y a plusieurs mesures d'adaptation qui sont ciblées directement. Donc, c'est une bonne nouvelle.

1525 Donc, merci beaucoup, puis si vous avez des questions plus précises, ça me ferait plaisir après.

Mme ARIANE ÉMOND :

1530 Vraiment. Merci beaucoup, Christopher McCray. Alors, j'imagine que vous notez déjà vos questions et qu'elles sont sans doute nombreuses.

1535 C'est à vous, Simon Savard. Alors, un portrait plus économique. Quand même, les deux panélistes précédents ont un petit peu mis la table. Qu'est-ce que ça va avoir l'air, 2050 au plan de l'économie et particulièrement de l'emploi?

M. SIMON SAVARD, directeur adjoint à l'Institut du Québec :

1540 Bien, tout d'abord, merci pour la question qui est très pertinente et pas évidente à répondre, en fait. D'emblée, je vous le dis : moi, je n'ai pas de boule de cristal, hein? Puis toutes les prévisions qu'on présente sont des prévisions, donc qui dépendent d'hypothèses, comme Laurence l'a bien dit tout à l'heure.

1545 Mais par contre, ce qu'on peut faire, notre travail, ou du moins, mon travail en tant qu'économiste à l'Institut du Québec qui est, soit dit en passant, un organisme de recherche sans but lucratif et on se penche sur des questions de politique publique au Québec, sur les questions, entre autres, de main-d'œuvre dont je vais parler ici ce matin, mais également aux questions de soutenabilité des finances publiques, du développement économique, de l'environnement aussi, de plus en plus, comme on allie l'économie et l'environnement.

1550 Ce matin, je vais m'attarder surtout sur la main-d'œuvre, puis ce que je vais tenter de mettre au jeu avec vous ici, bien, c'est des pistes de réflexion, en fait, qu'on a surtout à l'IDQ, comme on aime bien l'appeler, justement pour orienter les décisions qui vont être prises dans les prochaines années, prochaines décennies en matière de politique publique.

1555 Puis c'est pour ça que j'étais... et je parle au nom de l'Institut du Québec, vraiment très content de pouvoir participer à cette consultation.

1560 L'une des activités centrales qu'on fait à l'IDQ, justement, c'est une veille du marché de l'emploi. Puis ça nous a permis, si on veut, au fil des années, de porter un certain regard sur les dynamiques qui sont en jeu, parce que pour porter un regard sur ce qui va se passer d'ici... Bon, là, on parle de 2050, mais pour bien des économistes, là, 2050, même je dirais dans deux ans, c'est déjà assez loin pour dire qu'une prévision est difficile à tenir.

1565 Mais l'important, c'est de savoir : bon, quelles seraient les intuitions qu'on a? Quel est le bagage économique aujourd'hui? Et l'historique, ce qui s'est passé dans les dernières décennies, particulièrement à Montréal et au Québec, qui nous permet un peu de nous projeter à l'avant?

1570 Puis c'est ce qu'on fait de façon régulière à l'IDQ, via des publications annuelles et mensuelles, notamment sur l'emploi, l'état de la situation du marché du travail, des postes vacants. On participe à diverses consultations, etc.

1575 Puis l'un des grands constats qu'on fait, en fait, c'est que les pressions devraient demeurer sur le marché du travail à plus long terme. Puis en économie, puis particulièrement lorsqu'on parle du marché de l'emploi, l'un des gros déterminants de ce qui va se passer – et puis Laurence en a parlé tout à l'heure – bien, c'est le vieillissement de la population.

1580 On dit souvent en économie – puis je ne sais pas si c'est vrai, mais c'est ce qu'on entend tout le temps – en fait, l'économie, le marché du travail est déterminé à quatre-vingts pour cent par la démographie, puis c'est un peu et beaucoup vrai.

Donc, il y a quand même une distinction à faire. Comme vous le voyez dans le graphique, à gauche, il y a la croissance de l'emploi, donc dans les dernières années, où est-ce que vous voyez qu'il y a eu une certaine oscillation. Puis on voit qu'à long terme, ça se stabilise.

1585 Même chose pour le taux de chômage. Pourquoi? Parce qu'à long terme, on se projette en fonction de paramètres qui sont précis, d'hypothèses qu'on fait justement sur la natalité, le décès, la participation au marché du travail, sur l'immigration, mais ce sont toutes des variables qui évoluent

à court terme, qui suivent des cycles, qui suivent des fluctuations, puis qui sont influencées par des facteurs économiques qui ne sont pas toujours, disons, sous le contrôle du marché local, je dirais.

1590

Et on n'a qu'à penser aux dernières années avec... on a eu l'inflation, des crises géopolitiques. Donc, ces facteurs-là ont eu une grande influence sur le marché de l'emploi. On a eu autant des années de frénésie que des années où est-ce qu'on voyait des commerces fermés à chacun des coins de rue.

1595

Alors, c'est à peu près inutile, en fait, de s'imaginer qu'il n'y aura rien qui va se passer d'ici 2050. Alors, c'est pour ça qu'il faut faire la distinction entre fluctuations de court terme et ce qui va se passer, ce que nous, on appelle, les économistes, le structurel.

1600

Puis le structurel, bien, le vieillissement de la population, en fait, comment il se manifeste? Bien, c'est qu'il y a... jusqu'au moins en 2030, lorsqu'on regarde les projections démographiques, il y a plus de personnes qui sortent du marché de l'emploi que de personnes qui entrent dans le marché de l'emploi.

1605

Ce qui fait en sorte que ça crée énormément de pression dans certains secteurs. À court terme, cependant, actuellement, on voit un ralentissement économique assez important, qui a été amorcé en 2023, qui fait suite à plusieurs années de frénésie sur le marché de l'emploi.

1610

Puis ça, ça a eu comme impact de surtout réduire la demande de la part des entreprises, augmenter le nombre de postes vacants et, plus récemment, même, faire augmenter le taux de chômage, surtout lorsqu'on parle des immigrants et des jeunes.

1615

Le taux de chômage de jeunes, à deux... ce qu'on appelle à deux chiffres, là, en haut de 10 %, au Québec, ça faisait quand même un certain temps qu'on n'avait pas vu ça. Par contre, à long terme, bien, on voit que malgré ces fluctuations de court terme là, bien, lorsqu'on va revenir à une croissance économique, disons, normale, bien, il devrait y avoir certaines pressions, certaines pénuries qui devraient réapparaître.

1620 Parce qu'à l'heure actuelle, évidemment, il y a toujours des pénuries de main-d'œuvre sectorielles. Est-ce que c'est la préoccupation la plus importante dans les entreprises montréalaises et québécoises? Non. Il y a d'autres préoccupations qui ont pris les devants, si on veut, comme la croissance des coûts, les taux d'intérêts, ce qui permet aux entreprises d'emprunter, puis d'investir, puis d'investir dans leur productivité.

1625 Et ce qui fait en sorte qu'à l'heure actuelle, bien, il y a, par exemple, beaucoup moins d'embauche dans le secteur privé, mais on a vu dans les dernières années, quand même, une transformation de l'emploi, qui est assez, en fait, caractéristique au Québec, puis au Canada, de manière générale.

1630 C'est vraiment une croissance d'emploi dans le secteur public. O.K.? Donc, on parle essentiellement de trois secteurs : la santé et l'assistance sociale, les administrations publiques, et l'enseignement, qui... leur part de l'emploi au total est passée d'à peu près un emploi sur cinq à un emploi sur quatre, au Québec.

1635 Donc, ce n'est pas rien. Puis parallèlement à ça, bien, suite à la pandémie qui a eu des effets quand même assez permanents dans certains secteurs, bien, il y a certains secteurs qui ont fait le plein d'emploi et d'autres qui en ont perdu, si on veut, de façon durable.

1640 Mais les enjeux de fond en lien avec la croissance du secteur public, en fait, ils sont liés à des éléments plus fondamentaux. Notamment, le vieillissement de la population où est-ce que c'est directement, par exemple, la conséquence de... bon, moins de gens qui entrent dans le marché du travail, ce qui fait en sorte que certaines professions dans le secteur de la santé sont plus difficiles à combler, mais également, à l'autre bout du spectre, bien, le vieillissement qui fait en sorte qu'il y a une demande, en fait, qui est assez forte pour des soins de santé, par exemple, dans toutes sortes d'établissements à travers Montréal et à travers le Québec.

1645 Et, bien, c'est entre autres pour ça que parallèlement, bien, il y a eu beaucoup d'efforts, en fait, qui ont été faits pour attirer de la main-d'œuvre qui vient de l'étranger, qui vient d'autres pays. Donc, des travailleurs étrangers temporaires surtout.

1650 Puis, disons, cette situation évolue tellement rapidement que, justement, les modèles démographiques ne prennent même pas encore suffisamment en compte ou, en tout cas, peinent à savoir, bon : est-ce que dans vingt ans, il va y avoir six cent mille travailleurs temporaires? Est-ce qu'il va y en avoir un million? Ça va être quoi les besoins?

1655 Et tout ça, bien, ce n'est pas... ça ne nous est pas tombé dessus. C'est le choix de politiques publiques qui a été fait par le passé, par les divers paliers de gouvernement.

 Donc, les décisions, en matière de politique publique, ont aussi de l'impact sur le cours des choses.

1660 Puis du côté du taux de chômage, parallèlement à ça, bien, on voit que notamment, à Montréal, on devrait revenir autour de cinq pour cent. Les différents prévisionnistes s'attendent que ce soit entre cinq et six pour cent.

1665 Le taux de chômage à Montréal va structurellement demeurer un peu plus élevé que pour l'ensemble du Québec. Bien, pourquoi? Parce qu'il y a plus de jeunes à Montréal, mais surtout plus d'immigrants.

1670 Et donc, malgré les progrès qui ont été faits dans les dernières années en matière d'intégration au marché du travail, il y a encore des défis, puis lorsqu'il y a un ralentissement économique comme on le voit actuellement, bien, on voit l'augmentation du taux de chômage. Et surtout, en fait, et même la quasi-totalité soit chez des jeunes ou des immigrants.

1675 Donc, il y a toujours cet écart-là, en fait, qui reste à être comblé et qui pourrait être comblé par différentes politiques publiques à long terme.

 Dans un deuxième lieu, au-delà de la conjoncture et des prévisions, bien, on se pose beaucoup, à l'institut du Québec, en fait, de... de savoir, bon : si on veut réellement comparer Montréal, est-ce que c'est Montréal versus le reste du Québec ou il faut plutôt voir d'un point de vue

1680 plus global et nord-américain, et comparer Montréal avec d'autres villes nord-américaines de taille
considérable?

C'est ce qu'on a fait pendant plusieurs années, dans une publication qui s'appelle *Comparer
Montréal*, pour voir, bon, où sont les points forts de cette ville-là. Puis évidemment, ici, on parle de
1685 la région métropolitaine de recensement, qui ressemble beaucoup à la CMM, question de données,
parce que souvent, les données sont beaucoup moins disponibles à l'échelle locale.

Puis ce qu'on remarque, en fait, c'est que par exemple, au niveau de la qualité de vie, c'est
là que Montréal se démarque nettement. Entre autres, et là, c'est vrai que ça peut faire un peu
1690 bizarre à entendre aujourd'hui, mais le coût relativement bas des loyers...

Ça, c'est basé... Bon. Lorsqu'on veut avoir des données comparables, évidemment, il y a
toujours un petit délai en termes de, bon... Ça, par exemple, c'est des données de 2021, c'est une
publication de 2023, donc il y a toujours un délai.

1695 Donc, évidemment, ça ne prend pas en compte tout ce qui s'est passé dans les deux
dernières années, donc l'exercice va être vraiment intéressant à refaire. Mais dans les autres villes
nord-américaines de taille comparable, les loyers ont aussi augmenté. Il y a aussi des pressions en
termes de croissance de l'offre de logements, puis aussi en termes de croissance, disons, de la
1700 demande, donc de l'immigration aussi dans ces villes-là.

Donc, ils ont également ce type de problématique là. Mais là où est-ce que je veux attirer
votre attention, c'est le facteur capital humain. O.K.? Puis capital humain, c'est très simple. C'est un
terme un peu économique, on s'entend, mais ça veut dire l'utilisation, en fait, juste et des
1705 compétences, en fait, des travailleurs, du savoir-faire des travailleurs pour justement faire en sorte
que l'économie soit plus productive et plus prospère.

C'est un peu ça, ce que ça veut dire, grosso modo, puis c'est là où est-ce que Montréal se
démarque, mais défavorablement depuis plusieurs années à ce chapitre-là. Puis il y a
1710 essentiellement trois raisons qui expliquent ça.

Premièrement, ce qui est quand même un peu étonnant, c'est qu'il y a une part plus importante que dans les autres villes comparables de Montréalais qui n'ont pas, en fait, de diplôme d'études postsecondaires.

1715 Donc, ça, c'est quand même très inquiétant parce que c'est quand même fortement corrélé à des hausses de productivité dans le futur, à la croissance économique, à notre capacité collective à financer des services publics, à financer des services en éducation, en santé, pour relever le défi des changements climatiques, etc. Donc, ça, c'est super important.

1720 Puis il y a des progrès qui ont été faits dans les dernières années, mais malgré ces progrès-là, il y a toujours quand même une part relativement importante de la population qui ne détient pas de diplôme d'études secondaires, puis ça, ça va être un défi à relever.

1725 Le deuxième défi, c'est celui de la diplomation postsecondaire, donc son pendant, puis là, c'est là où est-ce qu'on voit que malgré toute l'immigration qu'on a, malgré le réseau universitaire à Montréal, qui est vraiment très, très fort, bien, on a encore une partie plus faible à Montréal, comme vous voyez la barre bleue à gauche, de la population qui détient un diplôme d'études postsecondaires. Donc, soit cégep, universitaire ou diplôme d'études professionnelles.

1730 Et l'autre élément, puis là où est-ce que le portrait est un peu plus nuancé, bien, c'est que Montréal est en milieu de peloton, en fait, en matière de disponibilité de la main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir et le nombre de diplômés, notamment, dans les sciences.

1735 Puis ça, c'est important, en fait, pour justement accroître le potentiel de l'économie future. Donc, là aussi, il y a vraiment des progrès à faire en ce sens-là.

1740 Puis peut-être que je pourrais terminer sur une note, en fait, disons... Parce qu'en fait, on peut se poser des questions au-delà des données qu'on voit sur Montréal en 2050, sur : bon, ça va être quoi les grandes tendances dans le marché du travail dans les prochaines années?

Puis là, je parle avec de grands guillemets parce que c'est sujet à changement, évidemment. Puis une question qui nous interpelle beaucoup à l'Institut du Québec et qui, je pense, interpelle probablement beaucoup de gens ici, c'est : comment anticiper et s'adapter aux transformations technologiques?

1745

Notamment l'intelligence artificielle, qui est en pleins balbutiements et qu'on peine à bien mesurer l'impact de tout ça sur le marché de l'emploi, sur la façon dont on travaille. On sait que l'IA va probablement redéfinir de nombreux aspects de la façon dont l'économie fonctionne, le marché du travail fonctionne et surtout, comment on utilise des compétences de travailleurs, et quelles sont les compétences essentielles pour que les travailleurs amènent l'économie à être plus productive?

1750

Donc, ces transformations-là amènent leur lot d'opportunité, mais aussi des défis importants et particulièrement, les défis de ne pas laisser des personnes, disons, sur les lignes de côté, qui ont moins les outils pour faire face à la vie, faire face aux aléas économiques et aux changements technologiques.

1755

Donc, ça, ça fait partie des préoccupations qu'on a à l'Institut du Québec. Et surtout à savoir, en fait, quels vont être les bénéfices de tout ça sur la croissance de la productivité, puis notre capacité collective, comme je le disais tout à l'heure, à bien financer les services publics? Donc, merci tout le monde.

1760

PÉRIODE DE QUESTIONS

QUESTION 1 par Mme ARIANE ÉMOND :

1765

Merci, merci. Passionnant, encore une fois. Alors, chers amis, on va monter l'éclairage dans la salle. Vous avez vu qu'il y a deux micros. Je vous invite déjà à vous diriger vers l'un ou l'autre micro et en attendant que vous bougiez un peu plus nombreux, je vais poser une petite question brève à mes trois formidables invités. Franchement, vous avez été remarquables. Je suis fière de vous.

1770

1775 Bon, tous les trois, vous nous avez dit, grosso modo : « Il faut se grouiller. Il y a vraiment de grandes mesures à prendre et le PUM est ambitieux. » Mais j'aimerais, en une phrase, que chacun d'entre vous me dise, à votre avis, quels seront les choix les plus difficiles à faire pour prendre le virage? Parce que là, il y a un petit début de virage. Il n'y a pas un gros virage encore. Laurence, est-ce que vous êtes prête à sauter? Les choix les plus difficiles?

Mme LAURENCE PELLETIER :

1780 Oui, bien, comme je l'ai dit plus tôt aujourd'hui quand on en a discuté, c'est une question qui est difficile à répondre en une seule phrase. Je pense qu'en matière d'urbanisme, pour répondre à la projection démographique et surtout la croissance de la population, un des enjeux, c'est la densification intelligente.

1785 C'est faire des quartiers à des endroits stratégiques et bâtir des milieux de vie qui répondent, oui, au nombre de logements qu'on a besoin pour répondre à notre croissance, mais qui créent des milieux de vie qui sont adaptés pour tous et agréables pour tous.

Mme ARIANE ÉMOND :

1790 Mais pourquoi vous dites que c'est difficile?

Mme LAURENCE PELLETIER :

1795 Bien, c'est par moment, des changements de paradigmes dans les façons de voir notre conception de la ville. Des fois, la densification peut faire peur à certaines populations.

Mme ARIANE ÉMOND :

1800 O.K.

Mme LAURENCE PELLETIER :

1805 Il y a un grand jeu d'éducation en matière de densification. Il y a de bons projets, il y a de mauvais projets. On est conscients, là, ce n'est pas que des bons projets de densification.

Mme ARIANE ÉMOND :

1810 Oui.

Mme LAURENCE PELLETIER :

1815 Il faut faire attention. Donc, je crois qu'il y a un grand jeu d'éducation, autant pour la population, mais pour nous en tant que professionnels aussi.

Mme ARIANE ÉMOND :

1820 O.K. Monsieur Savard? Le plus difficile pour prendre le virage?

M. SIMON SAVARD :

1825 Bien, étant donné les défis démographiques qu'on vit, il y a un impératif de productivité. Puis productivité, ça ne veut pas dire travailler plus. Ça veut dire travailler plus efficacement, travailler mieux. Étant donné tous les défis qui sont devant nous, qui vont nécessiter un tas de ressources, bien, il va falloir probablement prioriser certains secteurs, certaines professions, certains types d'ouvrage, notamment lorsqu'on parle d'infrastructures publiques.

1830 Que tous les projets, donc... Il faut avoir, je pense, une vue d'ensemble, davantage, pour que pas tout le monde ne tire la couverture de son bord, si on veut, puis de voir, bon : qu'est-ce qui est prioritaire pour le Québec, pour Montréal, dans les vingt, trente prochaines années? Puis là, on va être en mesure de prendre de meilleures décisions.

Mme ARIANE ÉMOND :

1835

Et pourquoi vous dites encore une fois que c'est difficile? C'est parce qu'il va falloir choisir où est-ce qu'on s'en va? Pas nécessairement dire : « On fait tout ça »?

M. SIMON SAVARD :

1840

Parce que si la solution, par exemple, était celle de dire, bien : on va augmenter la taille du marché du travail, par exemple, on va aller chercher tous les immigrants qu'il nous faut pour, justement, combler tous les besoins de main-d'œuvre, bien, on le voit actuellement, ça comporte des effets indésirables parce que ce n'est pas une immigration qui est planifiée.

1845

Donc, il faut avoir un discours, je pense, un peu plus nuancé et mesuré sur ces questions-là.

Mme ARIANE ÉMOND :

1850

O.K.

M. SIMON SAVARD :

1855

Voir exactement... Puis il faut aller chercher les bonnes qualifications. Pendant des années, on a eu un système d'immigration très stable et prévisible, tant à Québec qu'à Ottawa, qui a porté ses fruits, qui a vraiment...

Mme ARIANE ÉMOND :

1860

Absolument.

1865 **M. SIMON SAVARD :**

...donné des résultats très intéressants.

1870 **Mme ARIANE ÉMOND :**

D'intégration.

1875 **M. SIMON SAVARD :**

D'intégration au marché du travail, de bonne utilisation des compétences des travailleurs. Mais là, on se rend compte actuellement, bien, que là, on a un peu dévié de cet objectif -là et qu'on a moins le contrôle sur la situation.

1880 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Donc, des choix difficiles et qu'il va falloir argumenter pour que les gens nous suivent. Christopher?

1885 **M. CHRISTOPHER MCCRAY :**

Oui. Bien, l'action climatique, c'est une question de choix difficiles, puis si on est rendu où on est, c'est parce qu'on n'a pas nécessairement pris l'option plus compliquée ou plus difficile, toujours.

1890 Mais je dirais, à l'échelle locale, ce qui me vient en tête, c'est surtout l'utilisation de l'espace public. On le voit beaucoup dans le PUM avec le transport, par exemple. On a un espace limité sur nos rues, sur nos trottoirs. Il faut verdir, il faut ajouter des arbres. On n'a pas toujours de l'espace pour le faire sans retirer quelque chose. Souvent, c'est l'espace à l'automobile, le stationnement.

1895 Est-ce qu'on est prêts à faire ça? Est-ce qu'on est prêts à mettre... est-ce qu'on veut mettre une voie cyclable? Est-ce qu'on veut mettre une voie réservée pour bus? Il faut regarder l'accessibilité universelle, donc il y a plein de décisions à prendre sur l'utilisation de l'espace qui sont... Et on l'a vu dans les dernières années, ça amène des débats assez houleux.

1900 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Oui. Mais si on posait la question : est-ce qu'on veut moins de congestion à Montréal? Je pense que la réponse serait simple. Ça fait qu'il y a une couple de réponses claires comme ça.

1905 Chère madame, à droite, ce sera à vous. Je pense que c'est le micro 2. Allez-y, je vous écoute. Quelle est votre question?

QUESTION 2 par Mme MARYSE ALCINDOR :

1910 Alors, vous nous avez annoncé, madame Émond, que vous êtes intransigente. D'expérience, je sais que vous êtes...

Mme ARIANE ÉMOND :

1915 Oh! Je reconnais cette voix.

Mme MARYSE ALCINDOR :

1920 ...je sais d'expérience que c'est de la rigueur qui nous profiter à tous, mais vous me permettez avant de poser la question spécifique de partager avec vous une préoccupation qui est presque un malaise, qui est celle de la désincarnation potentielle de cette discussion.

On parle du Montréal de 2050.

1925

Mme ARIANE ÉMOND :

Oui.

1930 **Mme MARYSE ALCINDOR :**

On ne parle pas des minorités visibles qui sont invisibilisées. Et dans les... autant dans le processus de consultation qui nous a été présenté, je pense que ce n'était pas exhaustif, autant dans les *big pictures* qui nous sont présentés. J'ai peur qu'on oublie ces caractéristiques importantes que l'OCPM elle-même avait en quelque sorte mises de l'avant lors du rapport sur la discrimination...

1935

Mme ARIANE ÉMOND :

1940

Systémique dans les compétences de la Ville.

Mme MARYSE ALCINDOR :

...systémique dans les compétences de la Ville. Je m'explique...

1945

Mme ARIANE ÉMOND :

Mais votre question?

1950

Mme MARYSE ALCINDOR :

Ma question – justement, j'y arrive – c'est qu'on a parlé de disparité territoriale à cette occasion-là. Et on ne parle pas de disparité territoriale. Et on ne parle pas de désert. Autant de déserts... je veux dire, dans les services, dans les... Et ma question est, plus particulièrement en ce qui concerne le défi démographique : vous avez attiré notre attention sur le fait qu'il y avait

1955

quarante-cinq pour cent, à peu près, de population vieillissante, trente pour cent de très jeunes, mais qui sont-ils?

1960 Est-ce que ces 30 % seraient justement plus reliés à l'immigration que... et donc à des spécificités? Sans surinvestir sur l'identité, un seul aspect de l'identité ethnique ou culturelle, je pense qu'on ne peut pas nier...

Mme ARIANE ÉMOND :

1965 Vous avez raison.

Mme MARYSE ALCINDOR :

1970 ...ce qui va colorer le Montréal de demain. Et en tenir compte.

Mme ARIANE ÉMOND :

O.K. Merci beaucoup.

1975 **Mme MARYSE ALCINDOR :**

1980 Alors, la question est : Madame Pelletier, est-ce que... Je sais que vous aviez un *big picture* à nous présenter, mais en termes de population, quelle est cette diversité de besoins qui va devoir définir... Monsieur Savard l'a... l'a évoqué un peu, qui va définir le Montréal de 2050? Merci d'avance.

Mme ARIANE ÉMOND :

1985 Merci beaucoup. Alors, mesdames, messieurs, c'était Maryse Alcindor, qui était coprésidente de la consultation sur le racisme et la discrimination systémique, où nous avons appris, dans cette consultation, que... un chiffre que je n'arrête pas de répéter.

À Montréal, il y a 59 % de nos concitoyens qui sont soit nés à l'étranger ou dont l'un des parents est né à l'étranger. Ceci est Montréal en 2020. Alors, madame Pelletier?

1990 **Mme LAURENCE PELLETIER :**

Oui.

1995 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Raffinez les chiffres. Quelle sera la part de la diversification et comment ça va impacter la planification du développement à Montréal?

2000 **Mme LAURENCE PELLETIER :**

Vous m'excuserez parce que je n'ai pas le détail des chiffres avec moi aujourd'hui, là. Comme je vous l'ai présenté, c'était...

2005 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Plus près de votre bouche. Oui?

2010 **Mme LAURENCE PELLETIER :**

Oui, c'était le portrait général. Mais la... ce qu'on a observé dans les données, c'est que pour la part de la croissance de la population de 35 ans et moins – je vais y aller ainsi – il y a une forte proportion de, oui, l'immigration qui est... On met un bémol parce que c'est tout le temps susceptible de changement à cause des politiques en immigration...

2015 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Bien sûr.

Mme LAURENCE PELLETIER :

2020 ...tant pour le travail qu'aussi pour les réfugiés de différents pays. Et ce qu'on a observé, c'est aussi beaucoup de familles composées d'enfants de deuxième génération qui eux commencent leur famille.

2025 Donc, les très, très jeunes enfants vont être beaucoup issus de ce type de famille là. Je n'ai pas les chiffres exacts avec moi. L'élément que nous, on trouvait intéressant au niveau de la CMM, c'est l'apport culturel que ces familles-là vont apporter dans nos sociétés et aussi, comment voir nos espaces publics qui répondent à des réalités culturelles qui sont parfois différentes.

2030 Et aussi des événements culturels aussi, qui peuvent être différents, qui... avoir des lieux de rassemblement qui leur ressemblent, qui leur permettent de s'exprimer. Donc, c'est tous les paramètres qu'on essaie de prendre en considération.

2035 C'est sûr que la CMM, on a un regard plus métropolitain, donc plus à haute échelle que très, très local, mais ça influence nos réflexions sur comment on peut adapter nos objectifs et surtout nos cibles vers cette observation-là.

2040 Et un des projets qu'on a, c'est avec le monitoring que j'ai brièvement glissé à la fin. C'est justement de tracer un portrait précis des quartiers qui sont peut-être un peu plus défavorisés. Avoir un portrait clair de : elles sont où, les lacunes sur notre territoire? C'est quoi la composition sociodémographique de ces secteurs-là? Est-ce qu'il y a des phénomènes récurrents qui pourraient être brisés pour améliorer la situation de ces territoires-là?

Mme ARIANE ÉMOND :

2045 Est-ce que vous avez le chiffre pour la CMM des gens issus de l'immigration?

Mme LAURENCE PELLETIER :

2050

Malheureusement non, je ne l'ai pas avec moi. Je suis désolée.

Mme ARIANE ÉMOND :

2055

Non? O.K. Je vais aller à vous. Allez-y, nommez-vous et dites votre question.

QUESTION 3 par M. OLIVIER LABRÈCHE :

2060

Oui, bonjour, je m'appelle Olivier Labrèche et en fait, ma question, c'est par rapport aux pluies fortes. Je suis dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Ma fille, elle avait de l'eau jusqu'à la taille dans la rue le jour des grosses pluies. Et vous avez parlé des parcs éponges. Je pense que c'est une excellente idée. Par contre, quantitativement, je me demande si c'est assez pour absorber toute l'eau qui peut tomber dans... lors d'une pluie forte, notamment si on habite à cinq cents mètres ou à un kilomètre du parc éponge le plus proche.

2065

Mme ARIANE ÉMOND :

Oui.

2070

M. OLIVIER LABRÈCHE :

Sur notre rue à nous, est-ce que ça fait vraiment une différence? Est-ce qu'il ne faut pas aller avec des mesures qui vont beaucoup plus loin, comme par exemple, déminéraliser les rues locales? Il y avait une recommandation dans ce sens-là dans le Devoir il y a quelques semaines que j'ai trouvée très pertinente.

2075

Mme ARIANE ÉMOND :

Oui.

2080 **M. OLIVIER LABRÈCHE :**

Donc, je ne sais pas si c'est des choses que vous analysez dans vos modèles. Est-ce que vous faites vraiment des analyses quantitatives ou vous en êtes plus simplement au niveau des idées? Des parcs éponges, c'est bien, mais quand on regarde la quantité d'eau qui tombe, vraiment, 2085 qu'est-ce que ça nous prend en termes de mesures adaptatives? Est-ce que vous pouvez... Oui.

Mme ARIANE ÉMOND :

Oui. On va... on va le laisser répondre. Merci beaucoup de votre question. Alors, 2090 Christopher?

M. CHRISTOPHER MCCRAY :

Oui?
2095

Mme ARIANE ÉMOND :

La ville éponge, ça ne serait pas une solution?

2100 **M. CHRISTOPHER MCCRAY :**

Oui. Est-ce que c'est assez? C'est une bonne question, en fait. Nous, on fait de la modélisation du climat, on donne une meilleure idée de combien de pluie va tomber, et ensuite, il y a toutes sortes de questions à savoir combien d'eau qui arrive dans les égouts.

2105 Et ça, c'est plus à l'échelle de la Ville, le service de l'eau, par exemple, qui peut faire une modélisation de la capacité du réseau d'égouts dans un secteur. Quelle est la quantité excédentaire?

2110 Mettons, si on prend la quantité de pluie qui est projetée, la quantité maximale qui pourrait tomber en vingt-quatre heures dans 50 ans, on prend ce chiffre-là, puis on essaie de voir : est-ce que notre réseau a la capacité d'accepter cette quantité de pluie là? Et ça peut nous donner une idée de combien de mètres cubes d'eau il faut retenir en surface versus ce que le réseau est capable de gérer.

2115 Mais c'est difficile de dire exactement : est-ce que c'est assez? En fait, le plus possible, je dirais, le plus... Ça, c'est difficile à dire. Le plus de trottoirs éponges, de rues éponges possibles, le mieux. Le plus on ajoute d'arbres, de verdissement. En fait, ces mesures-là ont relativement peu d'aspects négatifs, d'effets négatifs.

2120 Donc si on ajoute des arbres, on ajoute de l'ombre. Si on ajoute de la végétation, ça réduit aussi la température, ça capte les eaux de pluie, donc...

Mme ARIANE ÉMOND :

2125 Et ça capte le carbone.

M. CHRISTOPHER MCCRAY :

2130 Et ça capte le carbone, donc, en général, c'est positif. C'est sûr qu'il y a des choix à faire dans l'utilisation de l'espace, mais...

Mme ARIANE ÉMOND :

2135 Je vais vous inviter... Cher monsieur, j'espère que vous êtes là cet après-midi. Il y a, dans le deuxième panel, un formidable invité, qui est là, devant, qui va nous dire, justement, quelles sont les solutions naturelles à vraiment mettre de l'avant. Merci de votre question.

2140

M. OLIVIER LABRÈCHE :

Merci à vous.

2145 **Mme ARIANE ÉMOND :**

O.K., je vais à vous. Rapidement, allez-y.

QUESTION 4 :

2150

Bonjour. Je m'excuse, ma question est peut-être un peu large, là. C'est par rapport au logement – vous l'avez abordé un peu avant, par rapport à la densification, qui peut faire un peu peur, des fois...

2155 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Plus près du micro.

QUESTION 4 :

2160

Oui, O.K.

2165

...de la manière dont ça peut être. Donc, je me demandais : est-ce que, à la CMM, vous réfléchissez à comment le faire? Parce que je sais que dans mon quartier, proche de chez moi, il y a quelques années, on voyait très bien le mont Royal. Là, ils ont fait d'immenses tours à condos, puis là, on ne voit comme plus rien. Ça diminue quand même la qualité de vie à ce moment-là...

Mme ARIANE ÉMOND :

2170

Bien sûr.

QUESTION 4 :

2175 ...puis l'accès à la nature. Donc, je me demandais, est-ce que vous avez aussi la possibilité d'orienter la construction pour réfléchir à le faire intelligemment? Comment vous réfléchissez à la densification, quand vous le faites?

Mme ARIANE ÉMOND :

2180 Mais sans orienter... Vous avez présenté trois images qui étaient intéressantes, revenez donc là-dessus en même temps.

Mme LAURENCE PELLETIER :

2185 Oui, dans le fond, on essaie d'orienter...

Mme ARIANE ÉMOND :

2190 Plus près.

Mme LAURENCE PELLETIER :

2195 On essaie d'orienter le développement des endroits vraiment stratégiques au niveau de l'espace. Au niveau de la CMM, on n'impose pas de normes au niveau de la hauteur et du gabarit des bâtiments. Par contre, on offre de différentes... On a identifié des cibles de densification qui nous permettent d'atteindre les besoins qu'on a en logement.

2200 Et dans ces densifications-là, on met aussi des possibilités de modulation de la densité pour s'assurer que ça correspond au quartier dans lequel cette densité-là va être implantée. Des cas d'exception, pour que ça soit des composantes paysagères ou environnementales ou patrimoniales, pour s'assurer que la densification qui va être faite, on a une porte, on a un outil qui nous permet de faire des exceptions dans des cas particuliers qu'on voudrait préserver, par

exemple, une vue sur le mont Royal ou un quartier avec un passé historique qui se transpose dans son architecture.

2205

Donc, il y a différents mécanismes, comme ça, qui sont inclus dans le document métropolitain. Sauf que nous, on ne fait pas de la réglementation fine applicable aux citoyens. Ça, c'est vraiment au niveau local. Ce sont les villes qui vont venir faire ce raffinement-là, basé sur les orientations qu'on va avoir mises dans le document.

2210

Les exemples qu'on a montrés dans les images, c'est des images d'inspiration, qu'on trouve intéressantes, qui nous permettent, entre autres, de répondre un peu à ces interrogations-là.

Mme ARIANE ÉMOND :

2215

Décodez donc les trois images, parce que moi, je n'étais pas sûre de comprendre exactement.

Mme LAURENCE PELLETTIER :

2220

Dans le fond, ce qu'on veut, qu'on planifie, quand on fait de la dénitrification intelligente, c'est, oui, le nombre de logements, mais c'est bien une diversité du type de logement pour répondre à différents besoins, que ce soit des familles, que ce soit des personnes vivant seules ou de la population vieillissante, qu'on ait les services pour répondre à leurs besoins.

2225

Donc au-delà du logement puis du lieu de résidence, on a besoin d'instituts, d'écoles, des bibliothèques, et aussi de parcs.

Mme ARIANE ÉMOND :

2230

De parcs.

Mme LAURENCE PELLETIER :

2235

On planifie les parcs, on a planifié des parcs, puis quand on redéveloppe des quartiers, les parcs sont existants, mais là, on densifie, on amène une quantité supplémentaire de personnes. Il faut trouver un moyen de prendre en considération cette nouvelle population -là pour adapter nos espaces verts, en termes de nombre, mais aussi en termes de superficie et de qualité d'aménagement.

2240

Donc c'est un peu le portrait qu'on voulait... je suis passée rapidement, là, mais qu'on voulait illustrer par ces images.

2245

Mme ARIANE ÉMOND :

Et comme disaient les enfants ce matin : avec des bancs, pas juste pour les vieux, pour les jeunes aussi. Ils aiment ça pouvoir s'asseoir et lire.

2250

O.K., merci de votre question. Monsieur, c'est à vous. Allez-y rondement.

QUESTION 5 :

2255

Bonjour. Ma question est pour Laurence aussi. Dans le fond, on le sait que, dans quelques années, 25 % de la population aura plus de 65 ans, et dans 15 ans, 25 % de la population aura plus de 85 ans. Il n'y a personne qui veut terminer ses jours dans un CHSLD...

Mme ARIANE ÉMOND :

2260

Non.

QUESTION 5 :

... et, bien, surtout depuis la pandémie, je pense qu'il n'y a personne qui veut ça.

2265 Je vois, dans les solutions que vous apportez, c'est de miser beaucoup sur les résidences pour personnes âgées non institutionnelles. Mes parents, ils ont regardé récemment, puis c'est 3 000 \$ par mois et plus, généralement.

2270 Or, la majorité des gens préféreraient pouvoir...

Mme ARIANE ÉMOND :

Rester chez eux.

2275 **QUESTION 5 :**

2280 ...rester chez eux, et il y a une orientation de virage à soutien à domicile qui pourrait le permettre. Par contre, malgré le fait que le principe a été adopté dans la politique métropolitaine d'habitation, c'est une de nos déceptions de voir que dans le PUM, il n'y a pas vraiment de cibles ou de mesures concrètes pour s'assurer que les nouvelles habitations aient des normes ou des mesures d'accessibilité universelle qui permettraient aux gens de continuer à rester chez eux malgré des difficultés au niveau de la mobilité, par exemple.

Mme ARIANE ÉMOND :

2285 Alors votre question?

QUESTION 5 :

2290 Donc, est-ce qu'à la CMM, vous prévoyez, finalement, adopter des mesures concrètes pour vous diriger vers l'orientation qui a été adoptée dans la politique métropolitaine d'habitation et pour faire en sorte que les nouvelles habitations et les nouveaux logements aient une meilleure performance en accessibilité universelle?

2295

Mme ARIANE ÉMOND :

Parfait.

2300 **Mme LAURENCE PELLETIER :**

2305 C'est une grosse question. La mise en œuvre, exactement, du PMAD n'a pas été mise en détail exactement. Par contre, le fait d'ajouter les résidences pour personnes âgées dans notre planification ou dans notre projection des besoins en logement : oui, actuellement, les résidences pour personnes âgées, là, c'est des coûts énormes pour beaucoup de la population, c'est inabordable pour la majorité d'entre nous dans le futur.

2310 En prévoyant une offre... Excusez-moi, l'inverse. En prévoyant une quantité de logements, on va venir répondre à une demande et essayer d'enlever un peu de pression là-dessus.

2315 Pour ce qui est des services à domicile, la CMM, présentement, n'a pas de responsabilité ou de... comment dire, de pouvoir dans les services de soins de santé. Ce n'est pas une des responsabilités de la CMM, donc on n'a pas vraiment de capacité à améliorer ces types d'éléments là. Par contre, on a essayé d'introduire, dans le plan métropolitain, des cibles d'accessibilité piétonne qui vise aussi l'accès à des soins de santé. Combien de temps ça prend aux gens pour se rendre, admettons, à leur médecin de famille.

2320 Donc, d'essayer d'évaluer un peu ces données-là pour comprendre notre territoire et, après ça, développer des pistes d'actions concrètes qui vont venir répondre aux problématiques que cette analyse-là nous aura permis de soulever.

Mme ARIANE ÉMOND :

2325 Voilà, c'est sans doute le plus loin qu'on est capable d'aller dans cette question-là. Merci de cette question.

C'est à vous, monsieur, au micro 2. Je vous écoute.

QUESTION 6 :

2330

Merci, merci. Alors, la dame précédente a mentionné que, pour ce PUM de l'OCPM de Montréal, ce n'est pas pour l'agglomération. Donc pour 2050, pourquoi on travaille encore en silos? Parce que Montréal est affectée par aussi la région. Alors, je pense que ça devrait être plus large. Personnellement, je ne devrais pas être là en 2050, mais on parle des enfants...

2335

Mme ARIANE ÉMOND :

C'est encore drôle.

2340

QUESTION 6 :

Disons que j'espère... Peut-être que ça va être l'évolution. Enfin. Il faut rester actif.

2345

On parle des enfants et d'utiliser des pictogrammes. Je crois qu'il y a des raisons pour ça. On peut traiter ça plus tard avec l'éducation, d'être capable de lire, etc. On parle de nouveaux projets, mais nous n'entretenons pas ceux qu'on a présentement, les acquis qu'on a présentement. C'est un problème : regardez le geyser qu'on a eu présentement...

2350

C'est l'entretien. Je ne parle pas non plus de la propreté de la ville qui n'encourage pas à être propre pour les citoyens. La mobilité, on parle de transport en commun, de véhicules, de marche ou de vélo, mais on ne parle pas de ce qui est utilisé, les planches, les trottinettes, les scooters. Présentement, c'est défendu, mais on les voit partout et c'est... On parle de partage de route, mais ce sont des conflits continuels.

2355

Alors je pense qu'il faut s'adresser à ça avec une concertation ouverte et ne pas travailler en silo.

Mme ARIANE ÉMOND :

2360 Et votre question?

QUESTION 6 :

2365 Donc, aussi, une autre chose, ma question, une seconde. C'est que les logements sont trop petits, dont on parle présentement. Comme moi, je cherche un logement pour vendre ma maison, mais il n'y a pas d'entreposage. Enfin... Je ne veux pas élaborer, mais c'est très petit, on sait, mais les promoteurs...

2370 Ma question : il y a une nouvelle norme aux États-Unis qui s'appelle PROWAG pour l'accessibilité universelle. On n'est pas aux États-Unis : comment est-ce qu'on va adapter le nouveau projet de loi, qui est en vigueur, du PROWAG, pour l'accessibilité universelle au Québec et à Montréal? Alors c'est ça, ma question. Et pour l'accessibilité en construction. Merci.

Mme ARIANE ÉMOND :

2375 O.K. Merci beaucoup. Alors la question de l'accessibilité est vraiment quelque chose qui inquiète. Est-ce qu'il y a quelque chose d'autre à ajouter? En tout cas, je sais que les analystes et les gens de la commission doivent noter ça, mais avez-vous quelque chose à ajouter là-dessus?

2380 Il y aura, cet après-midi, un invité qui va, lui, parler de logements, de logements abordables, des nouveaux entrepreneurs d'économie sociale qui sont peut-être encore plus sensibles à ces questions-là. Je vous invite à rester avec nous cet après-midi.

2385 Pas d'autres... Malheureusement. Je vais prendre... Je vais prendre deux questions à gauche en rafale pour m'assurer que tout le monde va avoir une réponse.

Allez-y, monsieur, c'est à vous.

QUESTION 7, par M. FRANCISCO QUIAZUA :

2390

Oui, merci. Mon nom c'est Francisco Quiazua, du mouvement ATD Quart Monde.

On s'est conformé en disant, tout à l'heure, que le logement est moins... Bon, de moins en moins, est moins cher ici à Montréal qu'ailleurs.

2395

Mme ARIANE ÉMOND :

Ce l'était.

2400

M. FRANCISCO QUIAZUA :

Ce l'était, voilà, mais de plus en plus, on sait bien la difficulté pour se loger. Et il y a de plus en plus de gens qui perdent leur logement et il y a de l'itinérance. Quoi faire, alors, quoi faire pour que le logement cesse d'être une simple marchandise et devienne un droit, une garantie? Et quoi faire pour qu'on investisse dans le logement social?

2405

Mme ARIANE ÉMOND :

C'est une excellente question. Malheureusement, je pense que mes invités... Voulez-vous répondre, monsieur Savard?

2410

M. SIMON SAVARD :

Bien, j'allais dire que...

2415

Mme ARIANE ÉMOND :

C'est sûr que cet après-midi, vous aurez quelqu'un pour répondre à ça. Il s'appelle Sébastien Parent-Durand. Je vous invite à rester avec nous.

2420

Allez-y.

M. SIMON SAVARD :

2425

C'est une préoccupation qui est tout à fait légitime. Je m'étais vraiment attardé sur la question, évidemment, du coût du logement, et non pas de la disponibilité, qui est vraiment un enjeu en fait, non seulement montréalais, mais à l'échelle de l'Amérique du Nord, dans plusieurs villes, dans plusieurs régions du Québec aussi. Il faut absolument s'attarder à ça. Je pense que les gouvernements le font en ce moment. Est-ce qu'ils en font assez, ça, c'est...

2430

M. FRANCISCO QUIAZUA :

Pas du tout.

Mme ARIANE ÉMOND :

2435

Non.

M. SIMON SAVARD :

2440

C'est à voir.

Mme ARIANE ÉMOND :

2445

Oui, bien, vous avez raison de dire que ça amplifie ce qu'on appelle, entre guillemets, la crise de l'itinérance qui est au premier titre une crise du logement.

Je vais prendre... Merci, monsieur, de votre question.

Madame... Je ne vois pas bien si c'est... Oui.

2450

QUESTION 8, par Mme SHANE JOHNSTON :

Shane Johnston, d'Imagine Lachine-Est.

2455 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Bonjour.

2460 **Mme SHANE JOHNSTON :**

J'ai plein de questions, mais je vais me limiter...

Mme ARIANE ÉMOND :

2465 On va en prendre une pour le moment.

Mme SHANE JOHNSTON :

2470 Oui, c'est ça. C'est un combo, parce que c'est par rapport aux décideurs, les gens qui nous gouvernent.

Mme ARIANE ÉMOND :

2475 O.K.

Mme SHANE JOHNSTON :

2480 Ils n'ont pas ces informations, ou ils choisissent de les ignorer, ou ils ne trouvent pas que ça a de l'importance. Ce n'est pas dans leurs valeurs. Comment allons-nous faire en sorte qu'ils embarquent? Parce que sans nos décideurs, ça ne marche pas. Et en même temps, ils disent toujours, à quoi que ce soit qu'on demande, on n'a pas l'argent, on n'a pas l'argent. Allez hausser

2485 les taxes à Montréal, etc., pour combler vos besoins. Puis on sait pertinemment qu'il y a plein d'argent. On refuse de taxer les très riches à un niveau acceptable, ou au moins, et on refuse de taxer les grandes corporations. On donne de nos poches, des contribuables, de l'argent pour les aider, que Bombardier a mis dans les poches de leur conseil. Alors, c'est comme... ces deux grands défis sur lesquels on n'a aucune chance de réussir quoi que ce soit.

Mme ARIANE ÉMOND :

2490 Donc, vous n'avez pas de questions, mais un commentaire, un peu désolant...

Mme SHANE JOHNSTON :

2495 Non, non. Comment est-ce que vous comptez amener nos décideurs à embarquer avec nous et à nous donner de l'argent essentiel, sans lequel on ne peut rien faire?

Mme ARIANE ÉMOND :

2500 Écoutez, je n'ai pas la réponse à toutes vos questions.

 La première chose qu'on peut noter, c'est que le projet du PUM a été demandé par nos décideurs montréalais et qu'ils savent, quelque part... Et ça fait longtemps qu'il y a des gens qui travaillent là-dessus, et ils savent que le tic-tac de l'horloge sonne fort.

2505 **Mme SHANE JOHNSTON :**

 C'est le Québec. Je parle du Québec.

Mme ARIANE ÉMOND :

2510 Bien... En tout cas, c'est complexe. Est-ce que mes invités veulent sauver leur animatrice et essayer de répondre à madame?

M. SIMON SAVARD :

2515 Je peux peut-être y aller. Sur la fiscalité, c'est un sujet très complexe qui dépasse vraiment mon expertise. Par contre, je vais peut-être revenir à un message que j'ai lancé lors de mon allocution, c'est... c'est, encore une fois, l'impératif de productivité, il est essentiellement là.

2520 Parce que si on veut bien financer les services publics dans le futur, donner du service aux citoyens, assurer un service social aussi pour tout le monde, un... pardon, un filet social pour toute la population, encore faut-il que les revenus de l'État suivent. Donc il faut pouvoir bien financer les services publics. Pour ça, bien, il faut créer de la richesse.

2525 Puis pour créer de la richesse, il faut être plus productifs, parce que, on le sait, avec le vieillissement de la population, on n'aura pas une augmentation de la richesse tant que ça, par la croissance de la population. Donc, ça va devoir venir par une qualité de l'emploi qui va être meilleure, une meilleure utilisation des compétences, plus de productivité.

2530 Donc l'enjeu, en notre sens, en tout cas, à l'Institut du Québec, c'est beaucoup vers ça qu'on regarde pour, justement, répondre à ces questions-là.

Mme ARIANE ÉMOND :

2535 Mais je pense qu'un des éléments que madame soulève, c'est aussi l'équité dans le paiement des taxes, et là-dessus, la pression populaire...

Mme SHANE JOHNSTON :

2540 Comment.

Mme ARIANE ÉMOND :

Comment.

Mme SHANE JOHNSTON :

2545

D'après vous, comment faire bouger le gouvernement du Québec?

Mme ARIANE ÉMOND :

2550

On va faire un forum là-dessus. Merci beaucoup, madame.

Allez-y.

QUESTION 9, PAR Mme LUCIE DUFOUR :

2555

Lucie Dufour. J'habite dans le...

Mme ARIANE ÉMOND :

2560

Bonjour.

Mme LUCIE DUFOUR :

2565

Bonjour. J'habite dans une coopérative d'habitation. Dans une coopérative, les loyers sont moins élevés parce que, entre autres, il n'y a pas la notion de marchandisation, en tout cas, beaucoup moins.

Mme ARIANE ÉMOND :

2570

Au micro, plus près, plus près.

2575 **Mme LUCIE DUFOUR :**

Il n'y a pas, aussi, de réno-éviction, hein, dans une coopérative.

2580 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Oui.

Mme LUCIE DUFOUR :

2585 La réno-éviction, c'est un des éléments qui fait que les loyers augmentent terriblement.

Je me disais : avez-vous pensé au mode, si on veut, de tenure des logements? Parce qu'on parle beaucoup de logement. Ça ne serait pas intéressant de penser à plus de coopératives? C'est ce qui permettrait de... et aussi, je pensais aux 80 ans et plus, aussi, quand on parle de résidence pour personnes âgées, il n'y aurait pas moyen de faire des co-op, ce qui permettrait peut-être d'améliorer les choses?

2590

Mme ARIANE ÉMOND :

2595 Avez-vous quelque chose à dire l'un ou l'autre là-dessus? Madame Pelletier?

Mme LAURENCE PELLETIER :

Ça ne répondra pas directement à votre question. Par contre, le plan métropolitain d'aménagement et de développement est encadré par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Et dans cette loi-là, malheureusement, on ne peut pas gérer le mode de tenure spécifiquement. Quand on fait un règlement de zonage, par exemple, quand on fait des affectations, quand on essaie de planifier notre territoire, on ne peut pas gérer le mode de tenure, donc on ne peut pas obliger à ce que ce soit du locatif, du privé... peu importe le format. La Loi, comme elle est bâtie, ne nous permet pas ce raffinement-là au niveau de la planification.

2600

2605

2610 Par contre, les cibles dont on se dote en termes de planificateurs et qu'on essaie d'atteindre peuvent nous permettre de faire des pressions sur les différents groupes, dont le gouvernement, pour essayer de favoriser l'émergence de ces types de logements là, et essayer de faire, aussi, des partenariats avec différents groupes. Quand on a du financement, on peut mettre en œuvre des projets.

Donc c'est un peu vers ce que la CMM tente de s'orienter pour pallier ce qu'on n'a pas dans le PMAD directement, je dirais.

2615 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Mais je peux vous dire, encore une fois... Alors je fais de la promotion pour le panel de cet après-midi. Notre invité, qui est le directeur général de l'ACHAT, a beaucoup réfléchi à ces questions-là et vous allez être contente de l'entendre. Je vous invite à rester avec nous.

2620 Merci beaucoup. Je vais prendre une autre question de ce côté-là. Il nous reste un petit dix minutes, on est bons, ça va bien.

Allez-y.

2625 **QUESTION 10, par Mme PASCALE LAGACÉ :**

Bonjour, mon nom est Pascale Lagacé. J'ai une question, en fait, sur la façon dont le plan va prendre en compte ce qui n'est pas planifiable. Les changements...

2630 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Que le plan prenne en compte ce qui n'est pas planifiable? O.K.

2635

Mme PASCALE LAGACÉ :

2640 Et puis là, je vais m'expliquer. C'est que, en fait, les changements climatiques, on a vu ce que ça affecte à Montréal, mais ça affecte aussi partout dans le monde, il y a plein de zones qui vont devenir inhabitables. Même ici, en fait, qui sont en zone inondable. On n'aura pas toujours le loisir de contrôler l'immigration de la façon qui a été présentée, en faisant venir seulement les gens qui ont le taux de scolarité qu'on veut. On va avoir beaucoup de gens qui vont être potentiellement réfugiés aussi, qui vont venir.

2645

Moi j'habite tout près d'ici, donc je vois aussi la précarité. Comment est-ce que ces gens-là vont être accueillis? Comment est-ce que la Ville va se préparer pour accueillir ces gens-là?

2650 Puis ici, nos parcs sont des parcs éponges qui sont inondés. Bien, il y a plein de gens qui n'ont pas le loisir, eux autres, de se protéger de la pluie. Donc, est-ce que, comme... Présentement, les parcs sont des habitats parce que les gens vivent dans des tentes, donc qu'est-ce qu'on va faire avec ça?

2655 Comment est-ce qu'on va planifier pour tout accueillir ces gens-là? Faire plus de parcs, des zones peut-être plus résilientes, en fait, pour toutes ces choses-là? Parce que là, j'entends qu'on veut faire plus de logements abordables, contrôler l'immigration, tout ça. Mais on ne pourra pas tout faire ça. Il va falloir aussi laisser de la place aux choses qu'on ne pourra pas contrôler.

Mme ARIANE ÉMOND :

2660

Oui, vous avez parfaitement raison, et je pense qu'il y a un espace pour ça dans le PUM. Évidemment, je n'ai pas lu au grand complet cette immense bible, mais vous avez raison, les réfugiés climatiques seront extrêmement importants d'ici 2050, c'est clair.

2665

Avez-vous... Oui, allez-y.

M. CHRISTOPHER MCCRAY :

2670 Juste ajouter un point sur la question de l'itinérance. Il y a une étude qui est en cours avec
Ouranos, avec d'autres organisations, sur l'impact des changements climatiques sur les populations
en situation d'itinérance. Donc, c'est un bon point que les parcs, en fait... Les effets vont être
différents si on vit dehors, que si on vit à l'intérieur d'une maison. Et parfois, c'est surprenant : la
pluie qui gèle, après, c'est quelque chose qui est très difficile à gérer. Les organisations, les
2675 organismes sont habitués à gérer, par exemple, le froid extrême, mais là, le froid extrême est en
diminution, il faut gérer la chaleur extrême, il faut gérer d'autres phénomènes. Donc, c'est une
question qui est étudiée en ce moment.

Mme ARIANE ÉMOND :

2680 Mais de toute façon, les parcs ne peuvent pas devenir à long terme un lieu d'habitation
douze mois par année. On habite à Montréal quand même, alors il va falloir penser à autre chose.
Je suis assez d'accord avec vous. Merci, Christopher.

2685 Allez-y, monsieur.

QUESTION 11 :

2690 Bonjour. Manuel de la table de quartier de la Petite-Patrie.

Mme ARIANE ÉMOND :

2695 Bonjour.

QUESTION 11 :

2700

Madame Émond avait parlé, au début du panel, qu'il était très important de considérer la situation des populations les plus défavorisées. Parce qu'effectivement, c'est une population qui vit de façon beaucoup plus dure les changements climatiques, le froid, la chaleur...

2705

Mme ARIANE ÉMOND :

Les plus frappés, oui.

QUESTION 11 :

2710

On sait, en plus, que dans les quartiers les plus défavorisés, il y a moins d'arbres, il y a moins de verdure...

Mme ARIANE ÉMOND :

2715

Bien sûr.

QUESTION 11 :

2720

Et donc, ce n'est pas pour rien que les gens ont une espérance de vie moins importante que dans des quartiers beaucoup plus aisés. Donc tout ça a un lien avec l'urbanisme. Tout ça a un lien, aussi, avec la façon dont nous, on prévoit la construction de la Ville de Montréal.

2725

Donc, ma question c'est : ne faudrait-il pas ajouter, dans l'analyse, la question des inégalités économiques et sociales?

Mme ARIANE ÉMOND :

Bien sûr.

2730 **QUESTION 11 :**

Parce qu'elle est en lien important avec tout ce dont on est en train de parler. Et ça m'a surpris qu'elle ne soit pas considérée dans l'analyse. Donc, ne faudrait-il pas travailler sur cet aspect?

2735

Et une petite sous-question aussi, par rapport à ce qui a été mentionné, par rapport au plan qui est ambitieux. Nous, on pense qu'il devrait être encore plus ambitieux. Mais la question c'est : comment on le finance?

2740 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Comment on va le financer.

QUESTION 11 :

2745

Faudrait-il penser à une réforme fiscale pour financer ce plan?

Mme ARIANE ÉMOND :

2750

Pour ce qui est de la réponse à votre première question. Est-ce que le PUM prend en compte les inégalités sociales comme un élément central de sa vision? La réponse est oui. Est-ce qu'il le prend suffisamment? Ça va être à la population, qui va prendre le temps de lire et de voir jusqu'à quel point ça colore ce qu'on propose dans le PUM, de dire jusqu'où on veut qu'on prenne ça en cause.

2755

Mais comme le disait Marc-André ce matin, le PUM vise une ville plus juste, une ville plus verte et une ville plus résiliente. Donc, il y a vraiment une intention d'avoir à cœur de réduire les inégalités.

2760

Est-ce que quelqu'un veut répondre à quelque chose? Allez-y, Laurence.

Mme LAURENCE PELLETIER :

2765 Je compléterais que, en plus, la planification, un peu comme je l'ai dit à la fin de ma
présentation, l'important c'est aussi de suivre l'évolution de ces données-là. Donc, on se met des
cibles, on se met des objectifs, on veut avoir plus de parcs. On a rajouté une phrase qui dit que « de
son lieu de résidence, une personne devrait voir trois arbres, avoir un parc à 300 mètres et avoir un
30 % de canopée dans son quartier ». Il y a des quartiers qui ont déjà ça, qui répondent déjà, que
c'est coché, on passe au prochain, mais il y a des quartiers qui, à l'inverse, n'ont presque rien.

2770 Donc, il va falloir concentrer nos efforts dans ces quartiers-là en premier. Et le suivi de
l'évolution de l'atteinte de cette cible-là, de façon continue et constante, va nous permettre d'adapter
nos stratégies pour... Tout ce qui fonctionne, bien, on le pousse, on le met de l'avant. Les choses
qui fonctionnent moins, on les révise dès le départ pour améliorer notre façon de faire.

2775 Les données sociodémographiques et économiques de la population sont un facteur
important à mettre dans cette... je veux dire, ce « spaghetti » de données pour avoir un bon portrait
de la population.

Mme ARIANE ÉMOND :

2780 Mais on sait déjà, c'est connu, que dans les quartiers où la population est la plus
marginalisée, il y a moins de ces beautés de la nature, de ces beaux grands parcs et d'une canopée
formidable. On le sait, ça. Alors, vous avez raison de dire qu'il va falloir qu'on travaille là-dessus.

2785 Je prends rapidement, en trois minutes, alors vous me faites ça en 30 secondes, s'il vous
plaît.

QUESTION 12 :

2790 Bonjour, mon nom c'est Alain.

Mme ARIANE ÉMOND :

Bonjour.

2795

QUESTION 12 :

J'ai entendu parler, je ne sais pas si c'est à la radio ou à la télé, là, mais est-ce que c'est vrai qu'ils vont couper l'assurance chômage?

2800

Mme ARIANE ÉMOND :

Est-ce que c'est vrai que l'assurance...

2805

QUESTION 12 :

Ils vont couper l'assurance chômage. S'ils vont couper, on n'aura plus de chèque, on n'aura plus... J'ai entendu ça, je ne me souviens plus, là...

2810

Mme ARIANE ÉMOND :

Non, je pense... En tout cas, je ne sais pas exactement à quelle émission vous faites référence, mais dans...

2815

QUESTION 12 :

Non, mais j'ai déjà vu ça quelque part, c'est pour ça que je me pose la question. Ma question c'est, est-ce qu'ils vont couper un jour l'assurance chômage, c'est ça ma question.

2820

Mme ARIANE ÉMOND :

2825 Je n'ai pas...

QUESTION 12 :

2830 Non, hein, je ne pense pas, hein.

Mme ARIANE ÉMOND :

2835 Je n'ai pas du tout cette impression-là, mais de toute façon, ce n'est pas nécessairement dans les choses qui sont... comment je pourrais dire, sous la juridiction du PUM dont on parle aujourd'hui, mais je vous comprends d'avoir ces inquiétudes-là, mais je ne penserais pas.

Je pense qu'au contraire, on risque d'avoir, dans l'avenir, un peu plus de soutien au nombre grandissant de gens qui ont besoin qu'on les aide.

2840 **QUESTION 12 :**

O.K., merci.

Mme ARIANE ÉMOND :

2845 Merci, monsieur. Allez-y, c'est à vous.

QUESTION 13 :

2850 Bonjour tout le monde, mon nom est Anne-Marie, et je suis de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville. Alors, étant donné que dans les prochaines années, il va falloir investir massivement dans la construction des infrastructures, justement, qui tiennent compte des changements climatiques, pour construire des quartiers résilients qui, avec des normes comme l'accessibilité

2855

universelle, aussi, refaire les infrastructures en fin de vie, les routes qu'il faut réparer et peut-être aussi pour relier les villes et essayer de désengorger un petit peu... comment je dirais, le trafic et autres.

2860

Donc, je dis, il va falloir investir massivement. Est-ce que vous pensez, justement, que c'est le secteur de la construction qui sera vraiment sous pression? Et si c'est le cas, est-ce que ce secteur-là va suffire à la demande? Est-ce qu'il est prêt à répondre aux demandes? Alors c'est la question.

Mme ARIANE ÉMOND :

2865

Très bonne question.

QUESTION 13 :

2870

C'est pour tout le monde.

Mme ARIANE ÉMOND :

Très bonne question, mais, monsieur Savard, c'est pour vous aussi.

2875

M. SIMON SAVARD :

Je pense qu'il y a plusieurs réponses possibles. Premièrement, le secteur de la construction a une capacité limitée à construire, donc, c'est certain que, soit qu'il va y avoir des gains de productivité qui vont devoir être faits, ou une priorisation qui va être davantage faite.

2880

L'autre élément, parce que votre question touche beaucoup aux infrastructures publiques, donc, c'est toute la question de la soutenabilité des finances publiques québécoises. Mais on sait qu'à l'heure actuelle, il y a un déficit structurel, à Québec, à combler. Dans le prochain budget, le

2885 ministre des Finances, Éric Girard, doit présenter son plan de retour à l'équilibre budgétaire. Donc il va avoir des arbitrages qui vont être faits. Où est-ce qu'on va...

Mme ARIANE ÉMOND :

Couper.

2890

M. SIMON SAVARD :

Je n'utiliserais pas ce mot-là.

2895

Mme ARIANE ÉMOND :

Excusez-moi.

2900

M. SIMON SAVARD :

Quels vont être les choix qui vont être faits? Donc ça, ça va être signalé dans le prochain budget. Et le gouvernement dépose aussi chaque année le plan québécois des infrastructures, qui planifie les investissements dans les infrastructures pour les 10 prochaines années. C'est là que les choix sont véritablement faits en matière d'infrastructures publiques.

2905

Donc, ce qui se passe au niveau des finances à Québec, et à Ottawa aussi, parce qu'Ottawa finance des infrastructures publiques aussi, va être assez... assez déterminant, en fait.

2910

Mme ARIANE ÉMOND :

Et sans doute, en complément, c'est qu'il y a toute une discussion sur la fiscalité des villes. Et on sait que les villes nous disent depuis très longtemps qu'elles ont très peu de possibilités d'aller chercher du financement et qu'elles ont de plus en plus de responsabilités sociales qui coûtent de

2915

plus en plus cher. Alors, il y a sans doute une réflexion qui va s'accroître vu les éléments que vous avez notés, madame.

2920

C'est terminé, chers amis. Alors, je pense que nous avons quand même un trio assez remarquable, que je vais vous demander d'applaudir. Et je vous dis que cet après-midi, on va parler de la résilience de nos villes et de nous-mêmes.

Alors merci beaucoup à vous, merci de vos questions et à vous, monsieur Bourke.

M. PHILIPPE BOURKE :

2925

Merci beaucoup, madame Émond. Donc, effectivement, c'est la fin de notre avant-midi, du premier panel. On vous invite... Donc, vous pouvez aller... C'est l'heure du repas, pour aller dîner, et on vous demande, par contre, d'être de retour à temps. Donc, s'il vous plaît, essayez d'être ici vers 13 h pour qu'on puisse reprendre avec le deuxième panel à 13 h 15. Donc, on vous retrouve tout à l'heure, merci.

2930

PAUSE

2935

Mme ARIANE ÉMOND :

Monsieur Philippe Bourke.

2940

M. PHILIPPE BOURKE :

Merci. Merci d'être retourné parmi nous. Ce matin, on a eu un excellent panel. On a pu se projeter dans l'avenir en essayant d'anticiper les gros défis qui nous attendent pour certains enjeux.

2945 Cet après-midi, on va aller du côté des solutions, on va regarder plutôt comment on ferait... on peut faire face à ces défis-là.

2950 Donc, je vous présente à nouveau notre animatrice. Journaliste indépendante, Ariane Émond fait de l'animation et de la consultation publique depuis des décennies. Elle est une commissaire à l'OCPM. Elle a collaboré à plusieurs médias, contribué à une quinzaine de documentaires et remporté plusieurs prix pour son travail en journalisme et en cinéma. Accueillons madame Ariane Émond.

Mme ARIANE ÉMOND :

2955 Merci, monsieur Bourke. Bonjour à nouveau. Est-ce qu'il y a beaucoup de gens qui n'étaient pas là ce matin? À peine. Je leur avais dit « pas besoin de me représenter ». « Non, non, il y a du nouveau monde. » Bien, ils s'en viennent.

2960 Vous allez bien? Oui? Alors, je l'ai évoqué ce matin, et Marc-André Lapointe aussi. Moi, j'aime assez la mission du PUM, qui dit qu'on cherche à faire de Montréal, en 2050, une ville verte, juste et résiliente. Le cadre de vie résilient, c'est particulièrement ce dont nous allons parler cet après-midi.

2965 Je vous rappelle que dans le PUM, il y a deux grands moyens pour arriver à cela. En principe, si nous étions capables d'atteindre une vraie carboneutralité, et si nous étions capables de mettre en œuvre urgemment une transition socioécologique, ça irait bien en 2050.

2970 Alors avec nos trois invités passionnants cet après-midi, on va parler de logements abordables – c'était sur toutes vos lèvres ce matin. De qualité de vie – il y en a été question aussi, d'une ville à échelle humaine, et de solutions naturelles pour une ville résiliente.

2975

PANEL 2 – UN CADRE DE VIE RÉSILIENT POUR 2050

Mme ARIANE ÉMOND :

2980

Alors j'invite mes trois invités sur scène dès qu'ils sont nommés. Ils attendent fébrilement, ils trouvent que la barre est haute.

2985

Alors, pour répondre à la question : combiner densité, abordabilité et bien-être, est-ce possible? Nous avons donné ce fardeau à monsieur Sébastien Parent-Durand, directeur général de l'ACHAT. Bonjour, merci d'être avec nous.

2990

Comment le PUM peut être un levier pour une métropole à échelle humaine. Et j'invite Véronique Fournier, directrice générale du Centre d'écologie urbaine... Des petites questions, quand même, hein?

2995

Et la troisième et non la moindre, les solutions naturelles pour une ville résiliente. Et nous avons un brillant communicateur : Daniel Boudreau, biologiste et expert en phytotechnologie. Il va tout vous expliquer ce que ça veut dire.

3000

Donc, ça va être à vous, Sébastien. Est-ce que... Je pense que le *clickerest* déjà là, alors... Cet homme a l'ambitieux projet de nous dire comment on peut affronter la crise du logement et la crise climatique, et qu'on a déjà des solutions sous la main. Alors c'est à vous, en quinze minutes, top chrono.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND, directeur général de l'ACHAT :

Ah, on m'avait dit une heure, moi, là?

Mme ARIANE ÉMOND :

3005

Non, ce n'est pas vrai, n'essayez pas.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

Petite question facile, je vais essayer de ne pas être trop expéditif. Selon nous, l'économie sociale est la solution aux crises du logement et du climat. Merci.

3010

Mme ARIANE ÉMOND :

Alors ceci était en 20 secondes.

3015

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

Bon, petite blague d'introduction. On va aller dans le vif du sujet, puisqu'effectivement, 15 minutes, ça passe vite.

3020

Donc, je suis directeur général de l'ACHAT, comme madame Émond l'a dit. Bref descriptif de l'ACHAT, qui est un regroupement de grands OBNL qui a été fondé à Montréal il y a quelques années. Pour donner un petit portrait, je vais passer rapidement. Vous voyez au bas de l'écran les logos des différentes organisations qui sont actuellement membres de l'ACHAT. On parle de 6 600 logements sociaux et abordables, donc tous à but non lucratif qui sont en propriété, 3 000 nouvelles unités en développement.

3025

Et on parle vraiment d'une variété assez large de types de logements, de populations cibles, que ce soit les étudiants, les aînés et les personnes avec des besoins particuliers, des mobilités réduites, etc. Donc, voilà, pour la très brève présentation de l'ACHAT. Vous pouvez aller sur le site Web si vous voulez en savoir plus. C'est possible de présenter l'ACHAT en trois heures aussi, mais ça, c'est la version 30 secondes.

3030

Une *slide* un petit peu technique, mais je vais vous la... Verbalement, je pense que le support verbal va vous la rendre un peu plus simple à comprendre. En fait, l'entreprise d'immobilier à but non lucratif au cœur des résultats. Là, on m'a donné le défi de parler du PUM, de parler de la crise du logement, de la crise climatique : ce n'est quand même pas rien.

3035

3040 La posture de base qu'on prend en introduction, c'est de dire que l'entreprise d'immobilier à but non lucratif est au cœur des résultats qu'on vise dans le PUM en habitation. Donc ce n'est pas... C'est important pour nous de dire et de réitérer que ce n'est pas la Ville qui va réussir toute seule à atteindre des objectifs en habitation, tout comme ce n'est pas le gouvernement du Québec, puis tout comme ce ne sont pas les entreprises d'immobilier à but non lucratif toutes seules non plus.

3045 Ça prend des partenariats. Le triptyque des partenariats, en fait, de manière très résumée, puis je ne vais pas vous lire ce qui est écrit sur les tableaux... On a mis le premier en haut en plus gros parce qu'on parle aujourd'hui du partenariat municipal avec la Ville. Mais pour nous, l'idée de cette diapo-là, c'est de montrer que l'OBNL en habitation – l'OBNL ou la coopérative, là, mais il y a plus d'OBNL qui font du développement de projets...

3050 L'OBNL en habitation est le partenaire principal de la municipalité pour livrer des logements à but non lucratif. Donc, partenariat immobilier à but non lucratif avec la municipalité. Il y a un partage des responsabilités là-dedans pour arriver à des résultats dans le logement à but non lucratif.

3055 La même chose avec les partenariats communautaires et les partenariats du secteur privé qui sont les deux tableaux en dessous où l'OBNL en habitation peut faire un partenariat avec un groupe communautaire qui offre des services particuliers.

3060 Donc, on a une expertise immobilière qui va s'occuper du développement de la gestion des baux, du maintien des actifs, etc., santé, sécurité, salubrité. Et on a un groupe, dont l'expertise est plus psychosociale, d'offrir des services particuliers qui va s'associer avec l'OBNL habitation pour offrir des services.

3065 Dans le secteur privé, on peut faire la même chose, et on le voit. Il y a des exemples qui sont cités sur la *slide*, où vous voyez des OBNL, à gauche, qui ont fait des partenariats avec des groupes communautaires ou avec des développeurs privés pour livrer des projets. Donc, c'est la même logique. Ça aussi, c'est une *slide* sur laquelle je pourrais parler pendant trois heures, mais c'est la version 30 secondes.

Ici, c'est une déclaration importante. Les objectifs écrits du PUM en matière d'habitation ne se matérialiseront pas sans les entreprises d'économie sociale agiles, performantes, ambitieuses.

3070

Je glisse un petit mot sur le travail qu'on fait à l'ACHAT. Donc, l'ACHAT, comme regroupement, a établi un parcours de professionnalisation des OBNL. On accompagne les OBNL dans leur désir de mettre en place des stratégies de volume et de développement continu de logements à but non lucratif, dans une logique assez agile sur le plan financier, puis agile aussi comme partenaire des différentes municipalités pour le faire.

3075

L'objectif, pour nous, c'est d'avoir des organisations qui ont des expertises professionnelles, qui sont capables de dénouer les nœuds qu'on rencontre dans le cadre du développement d'un projet.

3080

Donc, la petite illustration en bas à droite, là nous montre qu'on a des petits OBNL, des petites coops à gauche qui ont besoin de beaucoup de subventions pour réaliser des projets, versus des OBNL ou des coopératives qui se sont professionnalisés, qui ont atteint une certaine taille, puis qui vont réussir, grâce à l'utilisation de leurs propres actifs construits dans le temps, à développer des projets avec une quantité moins grande de subventions pour développer plus de logements. Donc ça, c'est la vision un peu, puis c'est ce sur quoi on travaille à l'ACHAT.

3085

Maintenant, parlons du PUM. On a commencé à l'étudier. Il y a quelques urbanistes, quand même, qui gravitent autour de l'ACHAT. Il y en a chez nos membres, il y en a chez Utile, il y en a à l'ACHAT, aussi, à l'interne. On a plusieurs partenaires aussi qui sont des *geeks* d'urbanisme, donc on a commencé à l'étudier. On travaille sur notre mémoire, là, donc c'est important pour nous de dire que le mémoire va être beaucoup plus complet que ce qu'on va lancer comme pistes de solution et comme pistes critiques aujourd'hui.

3090

Mais un des points importants pour nous, c'est d'arrimer les outils puis les conditions de succès aux objectifs. Il y a plusieurs objectifs qui sont très intéressants, selon nous, dans le PUM, là, puis évidemment, il n'y a personne qui est contre la tarte aux pommes, n'est-ce pas? On veut faire la transition écologique, on veut avoir une ville abordable, etc. Il faut se donner les moyens.

3095

3100

On pense que la municipalité doit utiliser vraiment l'ensemble de ces leviers, de ces moyens pour atteindre ces objectifs-là.

3105

Puis on ne parle pas toujours juste d'argent. J'ai entendu ce matin des gens qui parlaient de : « Oui, mais comment on va financer ça? » C'est vrai que ça prend de l'argent pour financer un grand nombre de projets, mais parfois, c'est juste de l'agilité organisationnelle dans la municipalité, de la créativité réglementaire, aussi, dont on peut faire preuve pour atteindre des objectifs, puis pour créer des conditions gagnantes de réalisation des objectifs, entre autres en logement à but non lucratif.

3110

Ce qu'on dit sur cette *slide*-là, c'est qu'on pense que la Ville est bien positionnée, puis on le voit, dans les dernières années, que la Ville prend de plus en plus au sérieux son rôle en termes d'aménagement du domaine public. Donc là, on planifie l'avenir de la transformation de la Ville sur le domaine public, c'est très bien, mais tout le monde sait très bien ici, dans la salle, qu'une ville est constituée aussi de beaucoup, beaucoup d'espaces privés, d'espaces privés. Surtout en immobilier, donc que ce soit résidentiel, commercial, institutionnel.

3115

Dans la transformation du domaine privé, évidemment, la municipalité a un impact parce qu'elle a un cadre réglementaire, puis il y a des opérations autour de ça qui permettent de le transformer, l'émission des permis, par exemple. Donc là-dessus, on pense qu'il y a un travail à faire pour offrir de meilleurs outils, surtout aux OBNL et aux coops, et à toute forme de logement à but non lucratif qui vont offrir une abordabilité à long terme.

3120

Parce qu'on a bien vu que le marché privé répond à un certain nombre de quintiles de revenus, un certain nombre de personnes dans la population qui ont les moyens de se payer le marché privé. Mais en ce moment, avec la crise du logement, évidemment, je ne vous apprends rien, vous lisez les journaux comme moi, mais de plus en plus, même la classe moyenne a de la difficulté à se loger dans les quartiers centraux à Montréal, puis ça ne va pas aller en s'améliorant. Quand on regarde des villes voisines comme New York, Toronto ou Vancouver, donc on sait qu'on ne s'en va pas dans la bonne direction en termes d'abordabilité.

3125

3130 On pense qu'il faut que la Ville mette en place des outils réglementaires, des outils fiscaux, des outils oui, de financement, aussi, évidemment, de subvention ou de capitalisation. Mais il faut vraiment utiliser de manière plus transversale tous les outils municipaux à la disposition de la Ville. En ce moment, il y a certains manquements à ce niveau-là, à notre avis.

3135 Une des choses intelligentes, je pense, qu'on dit sur cette *slide*-là, c'est que le PUM est une occasion de passer d'une posture municipale purement prescriptive à une posture d'intelligence de marché et de levier de développement économique. Traditionnellement, l'urbanisme est très prescriptif : on fait le cadre, on fait des règles, puis on dit : « Voici ce qu'on veut, voici ce qu'on attend, puis vous n'avez pas de permis tant que vous ne faites pas ça », sans nécessairement toujours réfléchir à « Oui, mais c'est quoi les conditions financières que ça prend pour arriver à ça? » Donc là, quand on commence à parler de cibles d'abordabilité, il faut comprendre comment les outils de financement fonctionnent, puis comment les organisations réussissent à atteindre ces objectifs-là.

3145 Donc, un nouveau partenariat public collectif pour assurer la mise en œuvre du PUM. Nous, c'est vraiment sur la mise en œuvre. Les objectifs ambitieux, on les embrasse, on est d'accord, mais il faut assurer la mise en œuvre, pour que ça aille plus loin qu'un PDF, puis qu'on se retrouve ici en 2050 pour dire : « Oui, bien, finalement on n'a pas atteint les objectifs. C'étaient vraiment de beaux objectifs, mais... » Bon.

3150 Je clique, est-ce que ça marche?

3155 Je vois qu'il me reste 5 minutes 40, donc je vais passer très rapidement, mais je glisse un mot rapide pour dire qu'atteindre des objectifs ambitieux comme le PUM 2050, ça se peut. Nous, on y croit. Mais ça prend des conditions gagnantes. On vous invite à visiter le site Web de l'ACHAT. Il y a une fiche d'apprentissage sur le modèle autrichien qui est très intéressant.

Vienne est une ville de taille à peu près semblable à Montréal. L'Autriche est un pays de taille à peu près semblable au Québec. Une économie de marché avec un gouvernement de centre/centre-droite qui s'alterne, un peu comme le Québec, et ils ont réussi à atteindre des objectifs

3160 ambitieux. Ils ont réussi à réunir les conditions gagnantes, puis la Ville de Vienne a, entre autres, travaillé sur le contrôle foncier, sur la fiscalité, sur les outils de financement, la capitalisation à la brique, puis la réglementation. Ce sont des choses qu'on ne voit pas encore dans le PUM 2050, ça va faire partie de notre mémoire, mais c'est important de le dire, puis c'est important de travailler sur ces outils-là.

3165

Je vais prendre 10 secondes pour boire une gorgée d'eau. Merci.

3170

Donc là, en vrac, on a mis... On n'est pas entrés trop dans le détail, puis on ne voulait pas étourdir personne avec des éléments trop techniques. On a commencé à en relever un certain nombre. Mais disons, dans les grandes lignes, sur la question de la cible. Vous savez que la Ville de Montréal maintenant a adopté la cible de 20 %, 20 % de logements à but non lucratif, qui s'appellent « hors marché » dans le PUM. Nous, on préfère dire à but non lucratif.

3175

C'est une cible qu'on pense réaliste. Nous-mêmes, on fait la promotion de cette cible-là pour le Québec depuis deux ans. Par contre, on a ajouté dans le PUM, pour l'instant, une formulation qui dit « dont au moins 75 % de logements sociaux », puis on se rappelle qu'avec le Règlement pour une métropole mixte, ça a créé des ennuis parce que le logement social était rattaché à un programme de financement de Québec, puis on n'a pas toujours réussi à débloquer ces fonds-là.

3180

Donc, pour nous, on devrait plutôt parler de logement à but non lucratif. Le 20 %, on peut l'atteindre, mais dans la forme actuelle des choses, puis dans la manière dont on a fait le logement social depuis 30 ans au Québec, atteindre 20 %, ça coûterait, sur 25 ans, 160 milliards de dollars. Puis là, on parle juste de la Ville de Montréal. Donc 6,4 milliards par année, que ça prendrait dans la formule traditionnelle qu'on a connue depuis 30 ans.

3185

Nous, on pense qu'on peut l'atteindre, mais pas avec ces sommes-là de subventions, ça ne se passera pas. Donc, il faut trouver des façons innovantes de réduire le coût de subventions par logement à but non lucratif qu'on veut développer. Puis on a des idées, puis on pense qu'on peut le faire, puis on sait comment.

3190

Un des éléments importants, c'est d'autoriser... de comprendre et d'encourager les OBNL à développer des logements pour tous les quintiles de revenus. Il y a le principe de base dans l'économie sociale en habitation qu'on construit l'abordabilité dans le temps.

3195 Donc, si on acquiert un immeuble, un logement, aujourd'hui, ou qu'on en construit un dont le prix du loyer est plus proche du marché, peut-être 5 ou 10 % en dessous du prix du marché, dans 5 ans, dans 10 ans, dans 15 ans, l'indice d'abordabilité de ce logement-là va augmenter, puisqu'on va augmenter de manière beaucoup plus frugale le prix des loyers, à côté du marché privé qui, lui, va augmenter beaucoup plus rapidement.

3200 Il y a une logique de construction de l'abordabilité dans le temps qui est possible grâce au modèle d'affaires à but non lucratif. Nous, on pense qu'il faut encourager tous les modèles : OBNL, coopérative, tous les modes de tenure à but non lucratif, même le logement public, MHM, SHDM, les logements qui sont détenus et opérés par les parapublics. Il faut encourager un changement d'échelle.

3205 Puis, pour avoir un changement d'échelle, il faut générer plus de revenus. Puis il faut peut-être faire un certain nombre de logements avec des prix un peu plus élevés à l'an 1, en sachant qu'à l'an 10, 15, 20, on est en train de construire un legs pour les générations futures, avec une abordabilité qui va être réellement durable.

3210 Effectivement, maximiser l'impact de chaque dollar investi en misant sur la rotation de l'équité. Je ne vais pas entrer dans les termes techniques trop complexes, mais, bon, en financement immobilier, quand même, on utilise nos actifs, on réinvestit, on réhypothèque nos actifs pour financer une partie du développement futur.

3215 Donc, ça, c'est une logique de société immobilière qui est beaucoup utilisée dans le privé, qui a été historiquement beaucoup moins utilisée au Québec dans le secteur à but non lucratif. C'est une logique qui est très utilisée en Autriche, où on compte un volume important de logements à but non lucratif. Il y a des sociétés qui commencent à le faire de plus en plus à Montréal, au Québec, puis on pense qu'il faut le faire de plus en plus.

3220

3225 On pense aussi... Petit commentaire, mais la cible de 20 %, pour l'instant, elle n'est pas incluse dans les PLUM, donc, je ne sais pas si tout le monde a lu un peu... Les plans locaux d'urbanisme et de mobilité, donc, c'est la même chose que le PUM, mais la version locale, par arrondissement, dans les 19 arrondissements montréalais.

3230 On pense que ce serait intéressant de chiffrer cette cible-là, de 20 % de logements à but non lucratif, par arrondissement, pour les engager dans la démarche et pour s'assurer, aussi, que la répartition de l'offre de logements abordables et sociaux est bien répartie sur le territoire montréalais.

3235 Puis ça, c'est la dernière *slide*, je vous rassure que j'entre à peu près dans mon temps. Je peux passer un peu rapidement dessus. Évidemment, comme on l'a dit, pour le résumer, puis je l'ai dit au début, puis je peux conclure avec ça, je fais comme un sandwich philosophique. Il faut que la Ville investisse plus de champs d'action. On ne peut pas juste dire : « On va faire du zonage incitatif puis on va atteindre 20 % de logement à but non lucratif », ça n'arrivera pas.

3240 Donc là, pour l'instant, dans la partie mise en œuvre du PUM, il faut vraiment expliquer plus clairement quels seront les outils mis en place pour atteindre ces cibles-là. Parmi ces outils-là, oui, il y a le zonage incitatif, mais on peut faire plus. Ça nous prend une stratégie d'acquisition foncière, puis on sait que la Ville a débloqué des sommes dans les dernières années pour faire de l'acquisition.

3245 Ça ne veut pas dire qu'il y a une stratégie d'acquisition, par contre. Puis dans le PUM, on parle de ligne de transport, on parle de densification dans certains secteurs en développement... Ça prend une véritable stratégie d'acquisition foncière.

3250 Pas obligé de décrire la stratégie d'acquisition foncière dans le PUM, je comprends que ce sont des logiques de marché, puis on ne dit pas nos intentions d'avance dans un document comme ça, mais ça prend une stratégie d'acquisition foncière. C'est la clé du succès pour livrer plus de logements à but non lucratif.

3255 La fiscalité municipale, on en a parlé, je pense, un petit peu ce matin, mais il y a le projet de loi 39, l'an dernier qui a donné des pouvoirs aux municipalités, des pouvoirs accrus en matière de fiscalité. Donc, on peut utiliser la fiscalité comme levier pour les développeurs. On va avoir des propositions là-dessus dans notre mémoire.

3260 Les modalités de financement ne sont peut-être pas uniques pour tous les types de développeurs, aussi. Comme on disait tantôt, il y a une diversité de développeurs. Il y en a qui font du cohabitat, il y en a qui font des fiducies, il y en a qui font du logement étudiant, il y en a qui font pour aînés, il y a différents types de logement, puis il faut répondre de manière diversifiée aux besoins. Ça prend aussi, peut-être, des outils de financement qui vont être modulés selon les modèles d'affaires.

3265 La fameuse émission des permis, là, je ne veux pas avoir l'air d'un lobbyiste de droite, mais c'est vrai qu'obtenir des permis en deux ans, trois ans, quatre ans, ça coûte de l'argent, ça ralentit les projets, ça n'aide personne. Il faut que la Ville continue de travailler – la Ville y travaille déjà, il faut que la Ville continue de travailler sur l'agilité en termes d'émissions de permis.

3270 J'ai dépassé, donc je vais laisser la parole aux autres, là.

Mme ARIANE ÉMOND :

3275 Peut-être une conclusion?

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

3280 En conclusion, je dirais... Je n'ai pas de conclusion, en fait. Si vous me dites de conclure, moi, je continue à parler. Mais, je dirais, les ententes de portefeuille. J'ai mentionné qu'il y a des développeurs qui veulent se professionnaliser, qui veulent faire du développement en continu, puis qui veulent développer plusieurs projets en simultané. Donc, ça, c'est un portfolio de développement ou un portefeuille de développement. La Ville a commencé à regarder ça, a commencé à accepter d'accorder des financements par portefeuille à des sociétés. Puis ça, ça va permettre d'aller

3285

beaucoup plus vite, d'en faire plus. Ça va faire des économies, aussi, à la Ville puisque ça coûte un peu moins cher par porte quand on en fait plus d'un coup, il y a des économies d'échelle, donc c'est quelque chose qu'il faut continuer de faire. Est-ce que ça doit figurer au PUM? Peut-être, je ne sais pas.

3290

Le statut de grands OBNL autodéveloppeurs, aussi, pour avoir des processus différenciés. Il y a beaucoup de lourdeur administrative dans une logique de projet par projet, la reddition de compte est très lourde. Une organisation qui développe huit projets doit faire huit redditions dans une année. Les employés qui pourraient être mobilisés à développer de nouveaux projets sont mobilisés pour remplir des papiers. Peut-être qu'on peut faire une reddition simplifiée pour des développeurs qui sont déjà qualifiés, puis qui ont déjà démontré de manière pertinente leur capacité à livrer, puis à opérer durablement, etc.

3295

Je vous invite à lire le mémoire, il va y avoir beaucoup de propositions. Puis je pense que, de toute façon, il va y avoir une période de questions, puis on pourra peut-être aller un peu plus loin dans les questions. Merci.

3300

Mme ARIANE ÉMOND :

3305

Merci beaucoup, Sébastien Parent-Durand. Alors, c'est la preuve sur deux pattes qu'on peut faire un sandwich philosophique sans conclusion. C'est bien pour dire. Mais c'était passionnant.

3310

Alors, maintenant, on va entendre Véronique Fournier. Allez-y. Véronique, donc, directrice du Centre de l'écologie urbaine. Comment le PUM peut être un levier pour une métropole plus résiliente et à l'échelle humaine. C'est à vous.

Mme VÉRONIQUE FOURNIER, directrice du Centre d'écologie urbaine :

Merci. Bonjour, tout le monde, bon après-midi. Je vais juste vérifier que le PowerPoint est bien installé.

3315 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Non, non, ça, c'est la... Ouille, attendez. C'est la diapositive pour la pause digestion après le lunch.

3320 **Mme VÉRONIQUE FOURNIER :**

Je vais vous mettre en bouche sur la première diapo à ce moment-là. Vous me ferez signe quand le PowerPoint... bien, je le verrai à l'écran. Bon, et voilà.

3325 On le mentionnait, on m'a demandé, et c'est sur cette question-là que j'ai réfléchi, aussi, avec l'équipe du Centre d'écologie : comment le plan d'urbanisme et de mobilité, et je le nommerai une première fois dans son entièreté, après, on sera dans le PUM, hein, je pense que tout le monde connaît cet acronyme maintenant. Comment cet outil, cette vision, peut être un levier pour une métropole à échelle humaine?

3330

Le Centre d'écologie, ça fait près de trente ans qu'on existe. On est un OBNL qui agit à Montréal, mais également partout au Québec, toujours à l'échelle des milieux de vie. Et depuis sa création par des citoyens des quartiers montréalais, nous avons toujours gardé le cap sur notre mission, c'est-à-dire de créer des villes écologiques, démocratiques et en santé, et de contribuer aussi à développer le pouvoir d'agir des communautés, mais également des municipalités, pour proposer des solutions pour des villes, justement, qui sont résolument ancrées dans la transition socioécologique. Donc, c'est avec cette lunette qu'on a entamé, bien sûr, notre réflexion sur la question qui nous est posée.

3335

3340 Je vous invite, cet après-midi, on ouvre le journal, 29 août 2050, qu'est-ce qu'on lit sur Montréal dans notre hebdo? Bien, l'assemblée citoyenne va déposer ses recommandations sur la démotorisation. C'est une journée de rentrée scolaire aussi, autant les enfants que les grands-parents seront allés reconduire leurs enfants dans des rues qui sont sécuritaires et conviviales. On s'attend à une saison record de récolte de nos serres urbaines, parce que notre paysage urbain
3345 aussi aura changé. Et c'est une année record pour la gestion durable des eaux de pluie parce qu'on

aura adapté aussi notre territoire et on aura des espaces qui sont non seulement adaptés au phénomène climatique, mais également qui contribuent à la qualité de vie.

3350 Notre hebdo, si on veut lire cet hebdo en 2050, que doit-on mettre en place, que devons-nous avoir en tête, quels sont les enjeux, les angles morts, les défis sur lesquels nous devons nous pencher?

3355 Montréal s'inscrit dans un mouvement irréversible en faveur des villes et communautés durables. Au Québec et au Canada, c'est 80 % des gens qui habitent en Ville. À l'aube de 2050, partout dans le monde, on sera à 70 % de la population qui habite en milieu urbain. Donc, on peut vraiment poser le constat que la ville est désormais l'habitat principal de l'être humain. Et cet habitat-là, bien, c'est l'habitat qui permet une mise en commun des ressources de manière viable et durable, si c'est bien fait. Le « si c'est bien fait » est important dans la phrase.

3360 Par contre, le développement des villes s'est souvent fait de manière... au détriment, c'est-à-dire, des conditions de vie de la population et des écosystèmes. Et actuellement, les villes et les personnes, souvent, vivent les conséquences négatives de ces mauvais choix là. Et certains groupes de la population, aussi, vivent ces conséquences-là de manière encore plus importante, si on peut le dire ainsi, sont donc plus touchés. Il y a des groupes vulnérables qui sont davantage touchés des mauvais choix que nous avons faits sur le développement de nos villes.

3370 C'est pour ça qu'il faut repenser, bien sûr, la manière dont on conçoit les villes, non seulement le territoire, les écosystèmes, mais également comment on arrive à favoriser le bien-être et la réalisation de l'ensemble des droits humains dans cet habitat-là. C'est ce à quoi l'ONU nous invite. Je vous ai mentionné les objectifs de développement durable. Ils sont à l'aube de 2030, mais on peut se dire que les objectifs qui sont là abordent les grandes crises climatiques de l'habitation et de la biodiversité, et demeurent pertinents lorsqu'on se projette en 2050.

3375 Un des objectifs précis des ODD, c'est vraiment de contribuer à des villes et des communautés durables. Et c'est vraiment ce à quoi le PUM nous invite, de faire en sorte que notre

ville soit non seulement durable, mais nos communautés également, qui habitent cette ville-là, qui rendent cet habitat-là, un cadre de vie, aussi, soient durables.

3380 Par exemple, dans les ODD, le type d'objectif ou de cible qu'on va retrouver dans les villes et communautés durables, c'est d'assurer l'accès à tous, particulièrement des femmes et des enfants, des espaces publics verts et des espaces et des parcs. Et ils ne font pas que le dire, ils vont se nommer des indicateurs, entre autres la proportion moyenne des surfaces qui permettent d'offrir des espaces publics, des espaces verts. Donc, il y a des objectifs aussi, des cibles, qu'on peut voir aussi dans le PUM, qui s'inspirent de grandes orientations internationales.

3385 Mais également, dans les ODD, quand on parle de communautés durables, on ne parle pas que de l'environnement bâti. On parle, par exemple, de renforcer une organisation inclusive, c'est-à-dire où on aura des mécanismes de planification et de gestion participative où les citoyens vont être en mesure de contribuer à leur milieu de vie, entre autres, dans les indicateurs qu'on va retrouver dans les ODD, de la proportion des villes qui se dotent de structures pérennes, de participation citoyenne et de dispositifs démocratiques.

3390 Donc, ce n'est pas qu'un cadre réglementaire, c'est également une manière d'agir ensemble lorsqu'on parle d'un plan d'urbanisme. Ça nous amène aussi à nous dire, bien, le PUM, finalement, il y a cette exigence-là, aussi, de proposer une vision qui aspire à reconnaître que tous ont droit à un environnement urbain sain. L'ONU a déclaré en 2022 ce droit à un environnement.

3395 Et, bien, lorsqu'on propose la vision du PUM sur un cadre de vie vert, résilient et juste, on s'inscrit dans cette vision. Mais ce que ça nous amène aussi à dire, c'est que les populations, aussi, doivent... On leur reconnaît qu'elles ont les capacités de participer à l'avenir de leur ville, mais également qu'il y a des dispositifs qui permettent de le faire, pour rencontrer ce droit à un environnement sain.

3400 Et, bien, lorsqu'on propose la vision du PUM sur un cadre de vie vert, résilient et juste, on s'inscrit dans cette vision. Mais ce que ça nous amène aussi à dire, c'est que les populations, aussi, doivent... On leur reconnaît qu'elles ont les capacités de participer à l'avenir de leur ville, mais également qu'il y a des dispositifs qui permettent de le faire, pour rencontrer ce droit à un environnement sain.

3405 On s'est penchés pour attirer votre attention sur quatre grands éléments de réflexion autour du PUM, lorsqu'on parle d'une ville à échelle humaine. Quatre grands morceaux. La rue d'aujourd'hui, ce n'est pas celle de demain. L'espace urbain est restreint, mais son potentiel est

limité. Puis l'être humain, il se conjugue au pluriel. Enfin, le PUM est un contrat social. Je vais revenir sur chacun d'eux.

3410 Lorsqu'on dit que la rue d'aujourd'hui n'est pas celle de demain, le PUM vient vraiment poser un changement de paradigme sur la notion de rue. Donc, on ne parle plus de la rue comme étant seulement un espace fonctionnel de déplacement. Le PUM vient vraiment nous dire, bien, la rue, elle a plusieurs fonctions. Elle a une fonction de lieu, elle a une fonction de lien, elle a une fonction d'environnement.

3415 Donc vraiment, là, dans le PUM, la Ville de Montréal vient vraiment se positionner pour un repartage, et elle le nomme ainsi, un repartage de l'espace public en faveur du vivant. Je trouve ça vraiment intéressant parce que « vivant », on parle bien sûr de l'être humain, mais on parle également de la nature en ville, donc de comment on arrive à réconcilier la nature, la ville et l'être
3420 humain dans une vision pour un cadre de vie.

 Un élément aussi important, puis qui nous amène une piste de réflexion, c'est que... c'est vraiment dorénavant le bénéfice collectif qui sera le critère pour juger de l'utilisation de la rue. Donc, on dit que ce n'est plus la priorité, par exemple, à un besoin individuel d'auto solo stationnée, pour
3425 en prendre un, à un bénéfice collectif où on va retrouver des fonctions environnementales, culturelles, économiques, de déplacements, de socialisation. Donc, ça devient le critère de succès de notre espace public. Et ça, c'est un pas dans la bonne direction.

 Mais parmi les défis, bien, il va falloir être en mesure de se dire : « Si ça devient notre critère
3430 de succès, ce changement de paradigme, comment on l'évalue? » Il va falloir changer aussi nos critères. La rue, ce n'est plus que la vitesse, que la capacité de diminuer la congestion en ville, etc.

 On va retrouver des critères, par exemple, sur la diversité des usages, qui fréquente la rue, elle est partagée comment cette rue-là, est-ce qu'elle a un impact environnemental, est-ce qu'elle
3435 a des critères, par exemple, de gestion durable des eaux de pluie? Donc, on change aussi comment on mesure le succès de nos rues.

3440 Et, bien, un grand défi, la Ville de Montréal n'existe pas en elle-même dans un univers à l'abri de toute autre influence, donc, il va falloir aussi faire évoluer la réglementation des changements qui se produisent, par exemple à Québec, sur qu'est-ce qu'on fait dans nos rues où la vitesse, etc. Donc, on vient se dire que la rue qu'on connaît aujourd'hui, bien, en 2050, ça ne sera plus la même. Ce sera une rue, on le souhaite, pour tous.

3445 L'espace urbain est restreint, mais son potentiel est illimité. On l'a nommé ce matin encore, Sébastien l'a nommé aussi. On fait face à une triple crise : celle du climat, de l'habitation, de la biodiversité. Mais en même temps, on habite dans le même territoire. Donc, ce territoire-là est fini, il est restreint, on ne peut pas... et surtout dans une perspective de protection des écosystèmes, bien, on... et dans le cas de Montréal, notre périmètre urbain est pratiquement développé à 100 %, et on ne veut surtout pas non plus aller dans de l'étalement urbain. Donc, qu'est-ce qu'on fait sur
3450 ce même territoire.

Et vraiment, ce que ça vient nous dire avec le PUM, c'est qu'on essaie d'avoir une multiplicité des fonctions. Je le nommais « une pierre, deux coups », mais trois, quatre, cinq coups, finalement, sur un même espace. Donc il va falloir être ingénieux, trouver des solutions ou des
3455 interventions qui répondent à plusieurs enjeux, mais qui, en même temps, proposent plusieurs solutions dans ce même espace.

Un des défis, puis je rejoins en ce sens-là Sébastien, c'est que le territoire de la Ville de Montréal n'est pas que public, hein, il est également privé. Et, par exemple, je donne un exemple
3460 du projet, entre autres, de ruelles bleues-vertes dans l'arrondissement du Sud-Ouest, où on est allés, avec des partenaires, mutualiser entre le domaine privé et le domaine public, la gestion durable des eaux de pluie.

Plutôt que de faire un système de gestion durable des eaux de pluie sur le domaine public et un sur le privé, bien, on a partagé ces deux ouvrages souterrains. C'était parmi les premières
3465 initiatives de ce type-là. Mais c'est à ça qu'il va falloir penser. Comment, sur le même espace, qu'il soit public ou privé, on peut atteindre plusieurs objectifs.

3470 Par exemple, à Toronto, et dans d'autres villes canadiennes, on a une réglementation qui permet ce qu'on appelle les « Privately Owned Publicly Accessible Spaces », donc les espaces publics de propriété privée, mais accessibles. On vient aussi agrandir l'espace public, ou notre espace collectif, à partir, aussi, quand même de la propriété privée. Donc ça, on le voit moins dans le PUM, mais ce sont des éléments sur lesquels il y a des pistes à travailler aussi pour accroître notre espace public au-delà du mode de propriété de cet espace.

3475

L'être humain se conjugue au pluriel. Bien sûr, il y a diverses populations sur notre territoire. Les individus ont différents besoins, et ces besoins-là évoluent dans le temps. Malheureusement, nous allons tous vieillir. Personne n'a la jeunesse éternelle, on aura tous des parcours de vie qui vont nous amener à avoir différents besoins aussi dans la ville. Également, bien, il y a des situations où il y a des enjeux d'équité ou des vulnérabilités qui font qu'on n'a pas les mêmes accès ou la même, si on peut dire, jouissance, du domaine public ou de la ville en soi.

3480

Par exemple, à Montréal, c'est 30 % des ménages qui ne se déplacent pas en voiture, donc qui utilisent le transport actif ou collectif. On l'oublie souvent, hein, on pense souvent que tout le monde a accès à une voiture, mais c'est un tiers de la population, ce n'est pas rien. Donc, il y a vraiment un enjeu d'équité et de droit à la mobilité qui est présent, et qui fait en sorte qu'il y a certains groupes de la population qui ont moins la capacité de se développer et de se déplacer, et qui ont également un déficit dans l'accès aux options de mobilité. C'en est un exemple.

3485

On pourrait penser aux espaces verts également, par exemple l'Organisation mondiale de la santé recommande un minimum de 9 mètres carrés d'espaces verts par habitant, si on peut le dire comme. L'idéal, un 5 mètres. À Montréal, on est en moyenne autour de 37, donc c'est une moyenne. Donc, il y a vraiment des disparités aussi en termes d'accès aux espaces verts. Et on pourrait... et dans le PUM, on le voit bien, sur l'ensemble des champs, finalement, qui sont sous le grand chapeau de la Ville, il y a des enjeux d'iniquité.

3490

3495

Mais le PUM, quand même, vient renforcer, aussi, dans certaines de ses orientations, le nomme intentionnellement, toute la question de renforcer l'accès à la vie, aux lieux collectifs, entre autres, aussi, des approches comme l'ADS+, aussi, des espaces d'appropriation citoyenne

3500 collectifs, il y a une sensibilité à ça. Le défi sera certainement dans la mise en œuvre, sur le « comment », aussi, on agit là-dessus.

3505 Mais ça nous amène quand même à nous dire, si on a cette vision d'un être humain qui se conjugue au pluriel et d'une ville pour tous, ça amène aussi une posture de droit à un environnement sain, comme je le mentionnais, donc sur l'accès, aussi bien que la jouissance, à un environnement sain, mais également sur des mesures réparatrices, aussi, parce qu'il y a des secteurs de la Ville de Montréal où, historiquement, il y a des enjeux, que ce soit d'équité d'accès, etc. Donc il y a aussi une posture à y avoir dans le PUM. Sur quoi on pourrait aller plus loin aussi, c'est tout l'impact sur la santé, donc les EIS, d'intégrer également ces démarches.

3510

Mme ARIANE ÉMOND :

Une minute.

3515

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

Oui, d'intégrer également ces démarches dans l'analyse des projets ou des choix de développement.

3520

Enfin, bien, le PUM, c'est un contrat social. Donc, si, aujourd'hui, l'exercice qu'on fait, et qui est mené depuis déjà quelques mois, voire quelques années, qui va se poursuivre, bien, c'est vraiment dans l'idée de forger quand même un consensus sur une ville verte, juste et résiliente. Et pour moi, c'est vraiment un élément important, parce qu'un plan d'urbanisme, ça survit aux cycles électoraux, ça doit survivre à la partisanerie, ça doit survivre aux intérêts individuels et ça doit forger une vision collective vers laquelle on veut amener notre ville.

3525

Et dans le mécanisme du PUM, de mise en œuvre, on prévoit des mécanismes de mise en œuvre de type réglementaire, par exemple chaque 5 ans, un mécanisme de suivi ou de la concordance avec d'autres outils urbanistiques. On prévoit également des éléments d'appropriation citoyenne, mais je pense qu'on peut aller beaucoup plus loin.

3530

Il y a des exemples en Europe, Paris, Bruxelles, entre autres, qui ont des assemblées citoyennes qui portent sur la question du climat, qui portent sur la question de l'urbanisme, qui sont pérennes, qui sont structurées, aussi, dans un mécanisme de gouvernance.

3535 Il y a également d'autres exemples, aussi, où on va travailler de manière continue, en mode moi je dis « démocratiser l'urbanisme ». On parle beaucoup d'éducation relative à l'environnement, mais pourquoi on ne parlerait pas d'éducation relative aux territoires, à l'aménagement, à la ville? Que ce discours-là, ces notions-là, fassent partie, finalement, de notre apprentissage collectif, aussi, sur la ville dans laquelle on veut vivre.

3540 Et enfin, je terminerai, parce que quand on parle de démocratiser l'urbanisme, c'est parce que, bien, d'abord et avant tout, on vient proposer, avec le PUM, un changement de paradigme important, d'où l'importance du dialogue. Et ce que la littérature, par exemple, nous nomme, notamment sur les questions de dialogue climatique, etc., bien, c'est qu'il y a vraiment...

3545 Le défi de la transition socioécologique, c'est aussi un défi démocratique, et pour ça, il y a plusieurs enjeux sur lesquels on doit aussi, comment dire, avoir en tête, là, comment on va cheminer. Si on parle de silence climatique, c'est souvent des enjeux qu'on est réticents à aborder, il y a des tensions, des fois, dans des milieux, on va parler de...

3550 On a besoin de démocratiser le sujet, d'en parler, de renforcer notre sentiment d'efficacité collective. On a souvent, des fois, l'impression qu'on est seul à agir dans notre coin. La littérature nous dit que les gens sous-estiment, dans leur entourage, comment les gens sont prêts à agir pour le climat. On veut prévenir la polarisation des opinions, la désinformation.

3555 On est aussi dans un contexte où on a un habitus culturel nord-américain, donc ce sont des changements de comportements. Et, bien, on a tout plein d'autres phénomènes aussi qui s'entrecroisent avec ça. Et tant qu'on n'abordera pas la question de la transition socioécologique comme une question démocratique ou comme une question, même, de changements culturels, on n'arrivera pas à créer ce mouvement qui se doit d'être irréversible pour des villes durables. Merci.

3560

Mme ARIANE ÉMOND :

Wow. Merci beaucoup, merci beaucoup. Passionnant. Alors, vous auriez aimé ça ce matin.

3565

Allez-y, monsieur Boudreau.

Vous auriez aimé ça ce matin, Véronique, il y a eu des gens qui ont travaillé à aller chercher auprès des enfants leur compréhension de ce que pourrait être une ville intéressante pour eux en 2050, et ils ont parlé du cadre de vie et du soutien de tout le vivant et d'un cadre de vie intergénérationnel. Je n'en revenais pas, c'était vraiment passionnant, et vous avez un cœur d'enfant.

3570

Cher monsieur Boudreau. Alors maintenant, monsieur Boudreau, biologiste, va répondre à la question : Quelle solution naturelle pour mettre tout ça de notre bord?

3575

M. DANIEL BOUDREAU, biologiste :

C'est bon? Ça a commencé, O.K.?

3580

Mme ARIANE ÉMOND :

Ça a commencé, vous avez déjà perdu 10 secondes. Non, ce n'est pas grave.

3585

M. DANIEL BOUDREAU :

Donc, aujourd'hui, je vais vous parler des solutions naturelles pour une ville résiliente et carboneutre en 2050. Vous remarquez, en bas, il y a le petit logo de la Société québécoise de phytotechnologie. Moi, je suis membre du conseil d'administration, c'est un OBNL qui travaille, justement, à aider à verdir les villes, et tout ça.

3590

3595 Ma présentation va se faire un peu comme suit. Je vais faire un retour rapide sur les orientations 8 et 9 du PUM. Et ensuite, on va regarder comment les solutions naturelles, ou les solutions fondées sur la nature – ça a plusieurs noms, infrastructures vertes, etc. –, peuvent aider à répondre à ces deux orientations. Ensuite, on va parler de la carboneutralité, qu'est-ce que c'est exactement, c'est quoi, là. Parce qu'on en parle dans le PUM, on en parle dans d'autres documents de la Ville, et ensuite, on va faire un survol – parce qu'on s'entend qu'en 15 minutes... – du potentiel du stockage du carbone dans la végétation et dans les sols.

3600 Donc, les orientations 8 et 9, ce sont vraiment des orientations sur lesquelles ma présentation se base. On parle ici d'accroître la place de la nature et de la biodiversité en ville. Montréal doit tout mettre en œuvre, bien sûr, pour assurer la conservation à long terme, bla bla bla et bla bla bla. Et on parle surtout des grands parcs, ici, et des infrastructures naturelles. Mais il y a aussi toutes les autres infrastructures qui sont peut-être un peu moins dans les grands parcs, 3605 comme les arbres de rue, etc., sur lesquelles on devrait travailler aussi.

L'orientation 9, on parle beaucoup de travailler sur la performance environnementale et la résilience des bâtiments. Ici, on parle plus de la décarbonation des bâtiments, de changer les modes de chauffage pour des systèmes électriques. Mais, il y a tout le volet de la résilience, aussi, par rapport, justement, aux vagues de chaleur, et par rapport à tout ce qui touche, aussi, les inondations 3610 sur lesquelles la Ville devrait se pencher. Donc on va faire un survol.

3615 Avant ça, je vais arriver... Je vais vous expliquer un peu c'est quoi les solutions naturelles, ou c'est quoi des solutions fondées sur la nature. En anglais, on dit souvent « nature-based solutions ». En français, on appelle ça plus des solutions fondées ou des solutions naturelles. Selon l'Union internationale de conservation de nature, ce sont des actions qui visent à protéger, gérer, de manière durable, et de restaurer un peu les écosystèmes et tout ça. Tout ça dans un but d'assurer un bien-être pour les humains, en produisant aussi des bénéfices pour la biodiversité.

3620 Celle de la Commission européenne est un peu plus claire pour moi, parce qu'elle mentionne que les solutions naturelles sont inspirées et soutenues par la nature, elles fournissent

simultanément des avantages environnementaux et sociaux, et économiques, contribuent à renforcer la résilience.

3625 En d'autres mots, ces solutions-là apportent beaucoup plus de nature dans les villes. C'est ce qu'on cherche. On veut essayer de remettre la nature en ville, donc, la meilleure façon de le faire, c'est un peu comme on va voir par la suite des choses.

3630 On va faire un survol rapide. On en a parlé un petit peu tout à l'heure avec la présentation avant moi, puis ce matin, Christopher en a mentionné aussi, des solutions naturelles pour accroître la place de la nature et de la biodiversité en ville. Vous les connaissez probablement toutes, là, on parle notamment des toits végétalisés, on appelle ça des toits verts, des toits-terrasses, etc. Ils sont principalement utilisés pour contrer les îlots de chaleur, mais un des gros avantages, aussi, c'est de ralentir et de diminuer, je vous dirais, le ruissellement et le rejet d'eau de pluie à l'égout.

3635 Au centre-ville de Montréal, c'est un endroit où on pourrait en avoir de plus en plus, parce que les bâtiments qui sont là sont construits assez solides pour installer des toits végétalisés. Et comme la surface au centre-ville est très, très minéralisée, on parle de peut-être 30 à 40 % des toits qui sont des surfaces avec des toits. Si on regarde, avec l'asphalte autour, à peu près la seule place
3640 où on peut mettre de la nature au centre-ville, c'est sur les toits. Sur le reste des rues, il en reste de moins en moins.

3645 Quoiqu'on a un certain nombre de stationnements qu'on pourrait aussi transformer en zones végétalisées, mais ça c'est un autre dossier. Ce n'est pas abordé, d'ailleurs, dans le PUM, c'est un peu dommage, et ça peut aussi aider à augmenter la biodiversité. Si vous regardez sur la photo en bas, en haut, à droite, on voit des œufs d'oiseaux qui sont souvent installés sur le toit, parce que les chats n'ont pas nécessairement accès à toute la structure.

3650 On a aussi des structures végétales verticales. On en voit moins ici, mais on en voit beaucoup plus dans les pays plus chauds. Mais ça peut se faire un peu partout, aussi. Puis ça... N'oubliez pas, ça n'abîme pas la brique, là. Les gens qui pensent que ça va abîmer la brique quand

on fait monter du lierre, ce n'est pas vrai. Et donc, ça réduit un peu les effets de la chaleur l'été, et l'hiver aussi, la structure ralentit un peu la vitesse du vent autour des immeubles.

3655 On a aussi toutes les structures de... végétaliser la gestion des eaux pluviales. On a parlé beaucoup des villes éponges. Nous, ça fait à peu près 15 ans, avec la Société québécoise, qu'on organise des colloques là-dessus, en disant qu'il faut intégrer ça dans les villes un peu partout. Ce que vous voyez ici, notamment, vous avez une saillie urbaine avec une petite zone d'infiltration au dos. Mais toutes les saillies urbaines, en ville, devraient avoir des systèmes d'infiltration d'eau
3660 comme ça. Quand on met de la végétation dans ces systèmes-là, ça permet de ralentir, notamment, le pouvoir de l'eau, et ça favorise aussi l'infiltration de l'eau, et ça améliore l'évapotranspiration, puis en plus, bien, c'est beau. Pourquoi pas?

Mme ARIANE ÉMOND :

3665 Tout est là.

M. DANIEL BOUDREAU :

3670 Tout est là. C'est la même chose, aussi, pour les ouvrages de rétention. Ça, on les met plus dans des zones où on a comme... pour éviter des surverses dans le réseau. On va être capables de mettre en place des marais, des étangs, des choses comme ça, avec ou sans eau. Ceux sans eau, on en voit de plus en plus dans les villes, parce que le reste du temps, ça peut devenir des parcs, aussi, dans lesquels on peut travailler. Il pourrait y avoir plus d'arbres, là, dans la zone du
3675 bas, mais bon, on ne peut pas tout avoir. Ça manque un peu d'arbres, par rapport à ça, donc c'est une façon de fonctionner.

On a aussi ce qu'on appelle des ouvrages d'infiltration. On les voit plus en banlieue, ça, ici, c'est vraiment souvent dans des secteurs un petit peu plus urbanisés, en plus, dans les banlieues, ça permet de récolter les eaux de ruissellement, d'en retenir une partie, il y a une infiltration qui se
3680 fait dans le sol aussi, ça permet de recharger, aussi, la nappe phréatique, puis on les appelle, bon,

des bassins et des tranchées, ça a toutes sortes de noms, là, mais vous comprenez le principe, là, je n'ai pas besoin de l'expliquer plus longtemps.

3685 Ensuite, il y a les systèmes d'ouvrages de transport. Eux, on les retrouve plus au bord des routes, donc ça permet souvent de ralentir la course de l'eau. En général, au Québec, malheureusement, historiquement, dans le passé, tous les systèmes de gestion des eaux pluviales étaient conçus pour amener l'eau le plus vite possible au réseau d'égouts. Donc ça crée des problèmes qu'on peut voir un peu partout avec des débordements, avec des refoulements d'égouts
3690 qui se font un peu partout.

 Il y a vraiment un changement de culture à mettre en place dans les villes par rapport à ça. Montréal pourrait très bien être un pionnier dans ça, étant donné que c'est l'une des grandes des plus grandes villes au Québec, c'est la plus grande ville avec un réseau unitaire aussi, donc ça
3695 permettrait d'améliorer les choses.

 Il y a aussi, évidemment, les arbres de rue, je pense que tout le monde les connaît. Malheureusement, souvent, à Montréal, nos arbres de rue, ils manquent beaucoup d'amour. Souvent, les fosses à arbres, ce sont des fosses trop petites pour les arbres. Souvent, l'expression
3700 que je dis, c'est comme des fosses pour des bonzaïs.

 Malheureusement, on met de grands arbres là-dedans, et souvent les arbres sont comme comprimés, là. Puis en plus, le sol, le substrat dans lequel les arbres sont plantés, c'est souvent de la roche ou du sable. Il n'y a à peu près aucun matériau, de carbone ou quoi que ce soit, pour
3705 permettre la survie des arbres.

 Montréal vise à planter 500 000 arbres d'ici 2030. Mais là, ce qu'on voit dans les différentes études américaines et ailleurs, c'est que les taux de survie, dans les arbres, on a à peu près un taux de mortalité d'à peu près 15 à 20 à 30 %, tout dépendant des endroits. C'est vraiment beaucoup de
3710 pertes, là.

3715 Quand on parle d'avoir une ville verte, juste et résiliente, c'est bien d'avoir des arbres dans les parcs, mais si on veut que ça soit plus juste, il y a bien des endroits où on pourrait rajouter des arbres. On pourrait avoir beaucoup plus d'arbres que 500 000 arbres à Montréal d'ici 2030. La canopée va peut-être être à 30, ou 28, 30 %. On pourrait aller à 35, 40 %, ce serait déjà beaucoup mieux.

3720 En plus, les arbres dans les rues, comme ça, ils ont tout un phénomène de transpiration, d'évapotranspiration. Ça fait un peu le même rôle que les brumisateurs qu'on voit, là, dans les festivals. Ils rejettent de petites gouttes d'eau dans l'air, mais les arbres font la même chose. On parle ici d'un arbre moyen qui peut rejeter à peu près 350 litres d'eau.

3725 On a aussi tout ce qu'on appelle la phytoremédiation. Ça, on a bien de la misère à faire passer ça au ministère de l'Environnement, mais c'est une façon de travailler dans les sites industriels pour décontaminer les sites avec des arbres. Les arbres, en poussant, ça fait de la végétation, ça crée de la biodiversité, puis quand le terrain est contaminé, on peut garder une partie des arbres sur le terrain et juste aller installer des bâtiments, à ce moment-là. Il y aurait beaucoup de travaux à faire dans l'est de Montréal pour ça.

3730 Ensuite, je vais revenir plus sur le rôle du PUM dans la lutte contre les changements climatiques et l'atteinte de la carboneutralité. Ça fait partie du plan, on dit qu'on veut lutter contre ça. Maintenant, on parle souvent de la carboneutralité. C'est quoi la carboneutralité? Tout le monde entend parler de ça. On parle, des fois, du zéro net et compagnie. En réalité, ce qu'on veut, dans une ville comme Montréal, ça, c'est tiré du plan climat de Montréal 2020-2030.

3735 Pour être carboneutre, il faut avoir un impact nul sur le climat. Ce que ça veut dire en gros, c'est que les émissions de gaz à effet de serre qu'on émet, on les récupère, notamment par la végétation, parce que les arbres vont absorber du CO₂ et tout ça. Il faut continuer à décarboner dans le temps, c'est normal. Il faut réduire nos émissions, ce que Montréal essaie de faire en changeant son parc de véhicules, en changeant ses bâtiments pour arrêter d'avoir du gaz naturel, pour que ce soit à l'électricité, mais il va falloir aussi aller beaucoup plus loin dans la séquestration

3740

du carbone par rapport à ça. Ce dont on parle souvent, c'est de solutions d'élimination du CO₂. Donc, ma deuxième partie revient plus là-dessus.

3745 Donc, on peut avoir le stockage du carbone dans la végétation. Montréal peut mettre en œuvre simultanément de nombreuses solutions naturelles pour maximiser tous les bénéfices au niveau de la santé, au niveau du stress, au niveau de la gestion des eaux pluviales, mais aussi de la séquestration du carbone.

3750 Par exemple, il y a eu plusieurs études. À l'échelle européenne, la transformation de 35 % des surfaces des villes en surfaces vertes pourrait augmenter les absorptions de carbone de 26 millions de tonnes de CO₂ par année, c'est une augmentation du stockage d'à peu près 9 %.

3755 Même chose pour le boisement des espaces disponibles. Au niveau mondial, on parle d'à peu près 11 millions d'hectares dans les villes. On serait capable de séquestrer autour de peut-être 80 millions, 82 millions de tonnes de CO₂ par année. Ces tonnes de CO₂, ça vous paraît un peu bizarre, mais 80 millions, c'est ce que le Québec émet, à peu près, par année, là, avec l'ensemble de ses émissions, de son parc de véhicules au Québec et tout ça.

3760 Donc, si on est capable de développer ça dans les villes, ça améliore énormément. Ça va améliorer aussi la beauté des villes. Ce sont des solutions naturelles qui vont permettre de réduire les îlots de chaleur, de réduire les effets du ruissellement, mais en plus, elles vont capter du CO₂. Évidemment, il faut que les arbres survivent là, ça, c'est un autre défi. Mais ça fait partie de ça.

3765 L'agriculture urbaine, aussi, ainsi que le jardinage communautaire, ça peut aussi représenter un rôle mineur, mais non négligeable, dans la séquestration du carbone. Dans la littérature mondiale, il y a une étude importante qui est sortie en 2024 là-dessus, on dit qu'on pourrait séquestrer annuellement à peu près de 100 à 300 millions de tonnes si des stratégies de végétalisation étaient mises en œuvre dans toutes les villes du monde entier.

3770 Ensuite, on peut stocker le carbone aussi, encore dans la végétation, mais dans les arbres. C'est la partie dans laquelle on est plus capable d'aller mettre du carbone. Parce qu'un arbre adulte

3775 va séquestrer à peu près une tonne de CO₂ dans sa durée de vie. Puis il y a eu des études qui ont été faites, notamment en Californie, on a estimé qu'on pouvait planter encore, dans les milieux urbains, environ 36 millions d'arbres supplémentaires, séquestrer autour de 4,5 millions de tonnes supplémentaires par année. Et réduire aussi, bien sûr, la température d'environ 1,8 degré Celsius.

3780 Un point intéressant aussi, ça, j'ai voulu le sortir. On parle des surfaces d'herbe, là. L'herbe tondue, les pelouses qu'on a un peu partout. Aux États-Unis, là, dans les 48 états contigus, on a une superficie qui équivaut à peu près, juste en pelouse, à celles de l'Angleterre et de la Belgique réunies. C'est quand même énorme, là. Il n'y a pas d'arbre là-dessus, c'est juste de la pelouse. Imaginez-vous, si on est capable de reboiser une partie de ces zones-là, on serait capables de séquestrer quand même beaucoup de carbone. Si un tiers des zones urbaines étaient converties en zones arborées, on pourrait aller chercher à peu près jusqu'à un milliard de tonnes de CO₂ à travers le monde.

3785 Je suis descendu trop bas sur mon acétate, je suis désolé.

3790 Donc, stockage du carbone. Ensuite, on peut avoir des stockages du carbone dans les sols urbains, notamment grâce au biochar. On sait que les sols urbains... On pense souvent que les sols urbains ne peuvent pas contenir beaucoup de carbone, mais on peut avoir, quand même, dans les parcs, un peu partout, la possibilité de séquestrer beaucoup de carbone dans les sols urbains, souvent aussi équivalents que bien des milieux forestiers ou autres, tout dépendant des pays et de la température.

3795 On peut aussi ajouter ce qu'on appelle du biochar. Ça, c'est quelque chose sur quoi je travaille depuis quelques années. Le biochar, ce n'est pas compliqué, c'est quand on a des résidus de bois, par exemple, de branches et autres, on les carbonise à haute température et on séquestre le carbone à long terme. C'est l'équivalent du charbon de bois. Quand on l'utilise dans les sols, on l'appelle un biochar et ça séquestre le carbone pendant plusieurs centaines, même des milliers d'années.

3805 Et donc, ça permet aussi... Parce que le carbone, c'est un peu comme une éponge, ça ressemble un peu à de la tourbe, si on veut, dans un certain sens. Mais, donc, ça permet aussi de retenir beaucoup d'eau. Et donc, ça a beaucoup d'avantages en termes d'amendement des sols, et ça permet aussi aux bactéries de se mettre en place, des champignons, donc ça améliore beaucoup la survie des arbres dans les villes, entre autres.

3810 Il y a eu des études qui ont eu lieu un peu partout à travers le monde, notamment à Helsinki, on a calculé qu'on pourrait stocker à peu près 300 000 tonnes de CO₂ pendant 50 ans si on mettait du biochar, et le biochar était responsable de 65 % du carbone stocké. Au Royaume-Uni, on a estimé dans des études, aussi, qu'on pourrait atteindre jusqu'à 4 millions de tonnes par année dans l'ensemble du Royaume-Uni comme tel.

3815 Donc souvent, ce qu'on fait, c'est plutôt que de mettre juste du sable et de la roche dans les fosses arabes, on peut rajouter du biochar, ça améliore la capacité de rétention du carbone. On utilise nos résidus agricoles ou nos résidus en ville, au niveau des branches, donc, en économie circulaire.

3820 On peut le faire aussi au niveau des toits végétaux. C'est moins lourd que ce qu'on met d'habitude, et ça permet aussi de séquestrer quand même une bonne partie du carbone.

3825 Donc, finalement, en conclusion, au niveau des deux orientations, que ce soit la place de la nature, de la biodiversité urbaine et d'améliorer la performance environnementale et la résilience des bâtiments, Montréal aurait tout intérêt à augmenter de façon significative la place des solutions naturelles dans sa planification afin de maximiser l'ensemble des avantages, que ce soit pour la gestion des eaux pluviales, aussi pour le carbone. Merci beaucoup.

Mme ARIANE ÉMOND :

3830 Wow, merci beaucoup. Bon, je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais je n'avais jamais entendu parler de biochar. Alors est-ce qu'on peut, nous, se procurer du biochar et mettre ça dans nos jardins, est-ce que ça a du bon sens?

M. DANIEL BOUDREAU :

3835

Oui, oui, ça a commencé. On commence à en voir un petit peu plus, il y a quelques entreprises qui ont commencé à en vendre. Le problème qu'on a, c'est que c'est une technologie qui est très connue en Europe, partout ailleurs...

3840

Mme ARIANE ÉMOND :

Mais pas ici.

M. DANIEL BOUDREAU :

3845

Mais pas ici, au Québec. Non, c'est toujours pareil.

Mme ARIANE ÉMOND :

3850

Mais on n'achète pas du charbon de bois, là, ce n'est pas la même affaire.

M. DANIEL BOUDREAU :

Oui, c'est la même chose.

3855

Mme ARIANE ÉMOND :

O.K.?

3860

M. DANIEL BOUDREAU :

En réalité, ce sont souvent les résidus. Les usines de charbon de bois au Québec, elles ont souvent des résidus qui ne sont pas bons pour faire des petites boulettes. À ce moment-là, on peut les prendre, puis on peut rajouter un peu d'engrais à travers ça, puis là, ça fait un très bon travail.

3865 **Mme ARIANE ÉMOND :**

La jardinière en moi...

3870 **M. DANIEL BOUDREAU :**

À Québec, notamment, les Urbainculteurs en font la promotion sur leur site.

3875 **Mme ARIANE ÉMOND :**

O.K., très bien.

Chers amis, ça va être votre tour bientôt. On va mettre un peu plus de lumière dans cette salle. Vous allez avoir accès à ces deux micros. Vous connaissez les règles du jeu. On essaie de ne pas faire trop de préambules et d'aller directement à la question.

3880

Le temps que vous vous décidiez... Est-ce que vous digérez mal quelque chose? Vous ne vous précipitez pas sur les micros, mais vous voulez les entendre répondre à ma question à 100 000 \$. Vous êtes censés vous diriger vers les micros.

3885

Alors, mes chers amis. On vous écoute, puis on voit que ça ne va pas assez vite et vous avez plein de solutions à mettre en marche. Et vous dites, allons-y, go! Moi, je veux savoir, en une phrase, quand vous, individuellement ou collectivement, si vous représentez votre... quand vous fixez l'horizon de 2050, là, qu'est-ce qui vous stimule actuellement et qu'est-ce qui vous terrifie actuellement?

3890

En moins d'une minute. Véronique. Je nomme une volontaire.

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

3895

Qu'est-ce qui me terrifie? Je pense que c'est l'augmentation croissante du parc automobile.

Mme ARIANE ÉMOND :

Du parc automobile?

3900 **Mme VÉRONIQUE FOURNIER :**

Puis ça, ça c'est vraiment une grande terrification (sic) pour tous les impacts qu'on connaît au niveau GES et compagnie, mais pour l'espace aussi qu'on perd collectivement pour des tonnes d'acier, qu'on se déplace individuellement. Puis, quand on regarde, dans les dernières années, on a vu à Montréal, puis ailleurs au Québec, aussi, une émulation, puis des stratégies...

3905

Mme ARIANE ÉMOND :

Des pubs!

3910

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

Intéressante...

3915

Mme ARIANE ÉMOND :

Parlons donc des pubs!

3920

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

3925

Oui, mais on voit des rues qui se transforment complètement. On voit ce que ça crée, les gens sont dans les rues, il y a cette convivialité-là, etc. Mais ce sont des initiatives quand même extrêmement minoritaires versus un mouvement assez, malheureusement, en ce moment, c'est pour ça qu'il me terrifie, irréversible, sur l'auto solo. Puis tant qu'on n'abordera pas et qu'on ne trouvera pas des solutions pour un changement drastique sur la place de l'auto solo, on n'arrivera pas aux résultats qui sont là.

Et je fais du pouce sur la dernière diapo. C'est un changement culturel, hein, Nicolas le disait : le grand défi de l'écologie, c'est un changement culturel.

3930 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Absolument.

3935 **Mme VÉRONIQUE FOURNIER :**

Et c'est ça qu'il faut avoir. Mais j'ai beaucoup d'espoir, parce qu'une fois qu'on goûte à des rues transformées, on ne retourne pas en arrière.

3940 **Mme ARIANE ÉMOND :**

D'accord. Sébastien?

3945 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Bravo. Écoute, la salle applaudit.

Qu'est-ce qui vous terrifie et qu'est-ce qui vous stimule quand vous regardez 2050?

3950 **M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :**

Ce qui me terrifie, c'est le statu quo.

3955 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Le statu quo. Ça n'avance pas.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

3960 Que ça n'avance pas. Il y a une force d'inertie collective, là, on a de la difficulté, collectivement, à s'organiser pour opérer des changements structurels. Donc, on est beaucoup dans les petits pas, on le sait, que ce soit municipal, provincial, fédéral ou même individuellement.

3965 On est dans une société qui culturellement est très, très, très ancrée dans l'individualisme. C'est difficile d'opérer ce changement de mentalité là. Donc ça, c'est ce qui me terrifie pour 2050, qu'on continue dans cette voie-là.

3970 Ce qui me stimule, c'est qu'il y a aussi, parallèlement, de manière marginale encore, je pense, puis il faut que ça... justement, il faut démarginaliser la conscience collective qu'on est en train de prendre avec des documents de planification comme ça, par exemple. Mais il faut bien faire attention, je crois, de penser l'opérationnalisation de la planification.

Mme ARIANE ÉMOND :

3975 La mise en œuvre.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

3980 Moi, ça m'excite de voir une planification ambitieuse comme ça. Mais ma crainte, c'est qu'on ne la concrétise pas.

Mme ARIANE ÉMOND :

3985 Et comme le disait Véronique dans son allocution, on a un travail d'éducation populaire à faire autour de la transition et des obstacles terribles qui nous attendent.

Daniel?

M. DANIEL BOUDREAU :

3990

Moi, ce qui me terrifie principalement, c'est... c'est bête, mais c'est la hausse des températures. On l'a vu cet été, on va le voir l'année prochaine, on va le voir dans deux, trois ans. La hausse des températures l'été, l'hiver, surtout l'été. Ça crée aussi des risques d'incendie supplémentaires...

3995

Mme ARIANE ÉMOND :

Bien sûr.

4000

M. DANIEL BOUDREAU :

...plus d'évaporation d'eau. Tous les événements climatiques extrêmes. Ce matin, Christopher nous mentionnait qu'on avait 150 millimètres d'eau qui sont tombés dans 24 heures, tu sais. Puis je faisais le calcul ce midi avec lui : il tombe à peu près 850 millimètres dans une année, donc 150 millimètres, c'est 20 % de l'eau qui est tombée en 24 heures.

4005

Donc, on a bien beau mettre en place des mesures, lever l'éponge, là, on va avoir de la difficulté à faire face à ce genre d'événement.

4010

Mme ARIANE ÉMOND :

Plantons des arbres.

M. DANIEL BOUDREAU :

4015

Mais ce qui me stimule, c'est qu'il y a des solutions qui existent. C'est juste un manque, souvent, de volonté politique, ou autres, un manque de vision, tu sais, parce que les politiciens sont élus pour quelques années seulement.

4020 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Mais ce que vous dites là, ça fait le lien avec notre obligation de muscler notre volonté citoyenne. Parce que oui, il manque de volonté politique, on peut se plaindre, mais pour faire bouger les politiques, il n'y a rien de comparable, que des citoyens bien argumentés.

4025

Alors, je vais commencer à écouter vos questions. Monsieur, à gauche, allez-y, c'est le micro 1, je crois. Allez-y, monsieur.

QUESTION 1 :

4030

Bonjour.

Mme ARIANE ÉMOND :

4035

Bonjour.

QUESTION 1 :

4040

Ma question est à propos de tous ces beaux projets de verdissement, d'embellissement, d'amélioration du transport collectif. C'est bien beau tout ça, mais ça a tendance à contribuer à la gentrification. Ça fait que, soudainement, un quartier devient de plus en plus intéressant pour aller vivre là, et donc, il y a un attrait, les gens veulent se déplacer là, ils veulent habiter là, donc ça fait monter les prix des logements, des habitations.

4045

Qu'est-ce qu'on peut faire pour contrebalancer ça, pour dire « oui on veut embellir, mais on ne veut pas que ça monte les prix des habitations puis que ça chasse les habitants qui habitent déjà là »?

4050

Mme ARIANE ÉMOND :

Que, au fond, les l'ambition du PUM ne crée pas plus d'inégalités sociales. Alors, je pense que c'est pour vous. O.K., d'accord, Sébastien, allez-y.

4055

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

Je ne prétends pas être le seul à pouvoir répondre, mais je me porte volontaire volontiers.

4060

Évidemment, en fait, le PUM va créer beaucoup de valeur, beaucoup de valeur privée, que ce soit pour le secteur privé ou le secteur à but non lucratif. Et je pense qu'une des solutions, c'est d'augmenter... ça fait partie du PUM, d'augmenter massivement l'offre résidentielle à but non lucratif, parce que ce mode de détention là propose un modèle d'affaires qui est basé sur le bien-être des gens plutôt que sur la maximisation du profit.

4065

Et, on l'observe, c'est un modèle d'affaires qui est éprouvé, qui est connu et qui montre que le prix des loyers va demeurer abordable dans le temps et va même devenir de plus en plus abordable dans le temps, au fur et à mesure qu'on avance, grâce au modèle d'affaires qui place le besoin des gens au centre des activités de l'entreprise plutôt que la maximisation du profit.

4070

Donc, on observe que les prix augmentent effectivement très rapidement dans le secteur privé, puis on est en Amérique du Nord, c'est le secteur privé qui domine principalement le marché résidentiel dans toutes les métropoles nord-américaines.

4075

Dans les villes européennes, où on voit des parts de marché qui tournent autour de 20 %, dans certaines villes, même, plus, Vienne, par exemple, 60 %, bien on voit qu'il y a un meilleur accès. Toutes les tranches de la population ont accès à des logements abordables qui correspondent à leurs revenus, puis ont accès à des quartiers où il y a des milieux de vie dynamiques, comme c'est proposé dans le PUM, à des prix raisonnables.

4080

Il y a la culture du propriétaire versus locataire, aussi, à regarder là-dedans. En Autriche, ils ont beaucoup travaillé sur cette question. Au Québec, on valorise beaucoup la propriété. Depuis la Révolution tranquille, on a voulu passer de petit peuple de locataires à un peuple de propriétaires, puis tout le monde veut devenir propriétaire. C'est un choix de société qu'on fait, là.

4085

Je serais curieux à main levée, qui est locataire ou propriétaire, dans la salle. Moi je suis locataire, 40 ans.

Mme ARIANE ÉMOND :

4090

Moi, je suis locataire. Locataire ou propriétaire? Locataire.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

4095

On valorise beaucoup... Locataire? Ah, bien, il y en a beaucoup. Mais ce n'est pas un jugement de valeur, c'est juste pour dire qu'évidemment le logement, puis il y a des modes de propriété à but non lucratif aussi.

4100

Mais bref, la réponse courte, c'est l'économie sociale qui est la solution pour capter une partie de cette création de valeur là au profit des gens.

Mme ARIANE ÉMOND :

4105

De créer du bien-être, de la beauté, dans différents arrondissements, est-ce que ça risque, par ricochet, d'accroître des inégalités sociales, ou le contraire?

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

4110

Je pense qu'une chose, en partant, c'est que les quartiers ont besoin de verdissement, d'accès à l'espace, à la nature, etc.

Mme ARIANE ÉMOND :

D'amour!

4115

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

Il y a des enjeux, là, en partant, d'inégalités sociales et d'équité. Alors on a... si on peut dire, un devoir collectif, soit de réparer des iniquités ou d'arriver à ce que l'ensemble de la population ait un accès à la nature équivalent.

4120

Dans le contexte de la Ville de Montréal, il y a un indice, puis là, vous m'excuserez, je n'ai plus le nom en tête, mais... l'indice de vulnérabilité des milieux, qui croise plusieurs indices pour, justement, orienter des investissements. Et quand on parle, dans une des orientations du PUM, d'appliquer, entre autres, l'analyse différenciée selon les sexes...

4125

Mme ARIANE ÉMOND :

Différenciée selon les sexes

4130

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

...bien, c'est aussi pour capter les enjeux d'iniquité. Une fois qu'on dit ça, je pense qu'on ne peut pas, au nom de la gentrification, se refuser d'agir dans des milieux qui en ont fortement besoin et qui sont vraiment exposés à des vulnérabilités importantes, au plan climatique, notamment, sans compter une égalité sociale.

4135

Toutefois, il y a des mécanismes qui existent pour que ces processus-là soient davantage équitables, que ce soit dans l'implication des communautés, dans le choix des investissements, dans une stratégie d'équité, finalement, dans les infrastructures. Mais c'est certain qu'on doit avoir en tête... Un droit à un environnement sain, comme je le mentionnais, bien, ça va aussi bien dans l'accès que dans des mesures réparatrices pour l'atteindre aussi.

4140

Mme ARIANE ÉMOND :

4145 Oui. Je vais prendre deux questions de ce côté-là, rapidement.

Allez-y, monsieur.

QUESTION 2 :

4150 Parfait. Donc, ma question, justement... On doit changer les rues pour les rendre plus vertes...

Mme ARIANE ÉMOND :

4155 Résilientes.

QUESTION 2 :

4160 ...résilientes, et en fait, on a aussi, on est en Amérique du Nord, comme la culture n'est pas, des fois, là, et en fait, je veux pointer du doigt... bien, pas pointer du doigt, mais principalement les services d'urgence qui, eux, sont souvent... contraignent souvent la modification des rues.

4165 Je me demande : est-ce qu'il y a des stratégies qui pourraient être faites? Je sais qu'en Europe, habituellement, ils ont des camions, disons, de pompiers plus petits. Est-ce que c'est dans le PUM, tout ceci, en fait? Avoir des stratégies pour, justement...

Mme ARIANE ÉMOND :

4170 Je n'en sais rien personnellement. Est-ce que tu sais ça?

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

4175

Ce n'est pas directement dans le PUM. Je n'ai pas la prétention de connaître les certaines de pages par cœur, mais ce n'est pas directement dans le PUM.

Mme ARIANE ÉMOND :

4180

1 200.

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

4185

Mais quand on parle de faire évoluer la réglementation, bien, c'est aussi d'évoluer les pratiques, la manière dont on fait les choses. Où on retrouve ça, actuellement, à la Ville de Montréal, c'est entre autres dans le plan d'action Vison Zéro, où il y a un travail d'essayer de trouver des solutions, mais c'est effectivement le cas. Si on veut arriver à cette vision-là d'une rue partagée autrement que ce qu'on connaît actuellement, mais ce n'est pas que la réglementation, c'est comment on se déplace, et c'est toute cette chaîne-là, si on peut dire, qui doit être amenée à changer, puis c'est un des enjeux parmi tant d'autres.

4190

Mme ARIANE ÉMOND :

4195

Parmi d'autres. O.K. Merci beaucoup de votre question.

Madame, allez-y, et je prends la deuxième question. Allez-y. C'est à vous.

Ah, excusez-moi. Je ne pouvais pas voir. Allez-y.

4200

QUESTION 3 :

Bonjour, je suis une personne sourde, donc j'ai besoin de mon interprète en langue des signes québécoise. Merci à chacun et chacune pour vos présentations. C'était de très intéressantes

4205 présentations. J'ai deux questions. La première, par rapport aux barrières linguistiques. Donc,
présentement, il y a de plus en plus de construction de logements, de condos, et puis ma question
est par rapport à... est-ce qu'il a déjà été prévu d'avoir des services d'interprétation et de traduction
pour les personnes immigrantes et pour les personnes sourdes et malentendantes, pour faire leurs
4210 rencontres de propriétaires ou leurs assemblées de locataires, les assemblées générales des
syndicats de condos et de copropriété?

Et puis donc ma deuxième question est à savoir, par rapport à l'institution des Sourds et
muets, anciennement, le 7 400 donc, l'Institut des sourds et muets sur la rue Saint-Laurent, donc,
qui a été racheté pour devenir des condos, donc, ça fait partie du patrimoine des personnes
4215 sourdes.

On a lutté pour garder le l'immeuble pour faire des logements sociaux abordables, ça n'a
pas fonctionné. Il y a beaucoup d'histoire rattachée à l'Institut des sourds-muets, donc l'Institut des
garçons qui était sur la rue Saint-Laurent anciennement, et puis maintenant c'est la même histoire
4220 avec la lutte qu'on mène avec l'institution des sourdes-muettes, l'école des jeunes filles sourdes,
qui est sur la rue Berri, tout près du métro Sherbrooke, donc, qui est tout près du centre de
réadaptation, anciennement Raymond Dewar. Et puis le gouvernement a fermé l'établissement il y
a quatre ans et on attend de voir ce qui va être fait avec cet édifice-là et c'est...

4225 On est vraiment dans les périodes de la dernière chance, disons, pour transformer ça en
logements sociaux ou aussi peut-être faire des locaux communautaires pour la communauté
sourde. Donc est-ce qu'il y a des partenariats qui pourraient être faits avec la communauté des
personnes sourdes, les OBNL et le privé ou le parainstitutionnel pour réussir à faire ce genre de
projet là?

4230 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Parfait.

4235

QUESTION 2 :

Voilà, merci.

4240 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Très bonne question. Au fond, très bonne question.

4245 Toute la dimension des services d'interprétation, autant en immigration que pour les personnes sourdes. Et au fond, ce que vous apportez, c'est vraiment toute la dimension de la conservation d'un patrimoine pour une catégorie de population qui a eu des dizaines... des décennies dans un quartier. Moi, je sais très bien de quoi vous parlez sur Castelnau, au coin de Saint-Laurent.

4250 Sébastien, encore une fois, vous montez au front? Allez-y.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

4255 Oui, bien, sur la question des services particuliers pour les personnes immigrantes ou pour les personnes qui ont des enjeux particuliers de langage, je donnerais l'exemple d'Apopex, qui est un OBNL membre de l'ACHAT et qui a décidé, dans sa mission, de cibler spécifiquement des populations immigrantes.

4260 Et encore une fois, je vais revenir sur ma réponse classique, qui est que les modèles d'affaires en économie sociale et les organisations à but non lucratif vont s'adapter beaucoup plus facilement à des besoins particuliers. C'est quelque chose qui se voit. C'est quelque chose que les organisations peuvent faire de manière assez agile.

4265 Donc, moi, je crois que c'est tout à fait possible de le faire. Ce n'est pas quelque chose qui a été systématisé, encore, d'offrir des traductions, par exemple, en plusieurs langues dans toutes

les organisations, mais c'est quelque chose que je verrais très bien se faire dans l'avenir pour s'adapter à des besoins qui seraient grandissants à ce chapitre-là.

Mme ARIANE ÉMOND :

4270

Oui.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

4275

Donc ça, c'est pour la première question.

Mme ARIANE ÉMOND :

4280

Vous avez aussi une réponse pour la deuxième? Allez-y.

4285

Pour l'Institut des sourdes-muettes, je le connais bien, de mon ancien métier de chef de cabinet sur le Plateau-Mont-Royal. Je connais bien le projet de la maison Ludivine-Lachance aussi, qui veut rassembler la communauté des personnes sourdes dans cet immeuble-là. Et oui, je pense, encore une fois, que c'est tout à fait possible que des OBNL s'allient à des développeurs privés, à des acteurs publics, parce que c'est un gros immeuble patrimonial qui va coûter très cher à rénover, qui a été mal entretenu par la SQI et qui est vide en ce moment depuis plusieurs années, donc...

Mme ARIANE ÉMOND :

4290

Oui.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

4295

Malheureusement, ça va être long avant que ce projet-là ne débloque, je peux vous le dire, mais je crois que c'est tout à fait possible que la maison Ludivine-Lachance puisse s'installer dans

cet immeuble-là, puis oui, les OBNL en habitation vont faire partie de la solution si on veut avoir une bonne partie de l'immeuble qui est convertie en logement social et abordable, durable.

Mme ARIANE ÉMOND :

4300

Est-ce que vous voulez rajouter rapidement quelque chose sur le patrimoine, peut-être?

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

4305

J'irais peut-être un peu sur la question de démocratiser, justement, l'urbanisme puis la planification. Dans le PUM, c'est bien nommé, par exemple, la question de l'ADS+, j'en parlais tout à l'heure, mais je pense qu'il faut aller plus loin aussi.

4310

Parce que quand on parle de l'aménagement de l'espace public ou de la conception de la ville, puis on parle de démarches participatives, ça veut dire également qu'on doit s'assurer que l'ensemble des gens sont autour de la table. Je pense que Montréal a une culture de participation forte, mais qui peut quand même aussi aller plus loin. Puis de s'assurer qu'on l'applique aussi dans les différents constats.

4315

Puis je donne un exemple, on a eu l'occasion de travailler avec le Jardin botanique sur une démarche de réflexion de l'aménagement de leur site, et il y a eu vraiment des démarches de participation auprès de groupes avec des besoins particuliers et où on a adapté des mécanismes, comme aujourd'hui, aussi, c'est adapté. Donc, si on parle d'une démocratie de l'urbanisme ou de l'aménagement, bien, il faut mettre les conditions aussi pour que tout le monde puisse avoir sa voix, finalement, au chapitre.

4320

Mme ARIANE ÉMOND :

Oui. Merci.

4325

Je vais aller à gauche. Allez-y, monsieur.

QUESTION 3, par M. FRANCIS LAPIERRE

Francis Lapierre, résident du quartier Saint-Michel.

4330

Mme ARIANE ÉMOND :

Bonjour.

4335

M. FRANCIS LAPIERRE :

L'intervenante, je pense que c'est Véronique, disait que 30 % des gens sont sans auto, O.K.? C'est mon cas.

4340

Mme ARIANE ÉMOND :

Moi aussi.

4345

M. FRANCIS LAPIERRE :

Je me transporte en transport en commun ou en bicyclette, et je vais aussi loin que Ville Lachine. Pourquoi est-ce que je vais aussi loin? À cause du tramway, O.K., ça fait 20 ans que j'attends pour qu'il y ait un tramway à Montréal.

4350

Mme ARIANE ÉMOND :

O.K. On aimerait ça.

4355

M. FRANCIS LAPIERRE :

Et je trouve que le plan d'urbanisme de la Ville ne va pas assez loin à mon goût à moi. Je préférerais qu'on jette à terre la Métropolitaine... Je n'ai pas vu ça dans le plan, O.K.? Jeter à terre

4360 la Métropolitaine, remplacer ça par un boulevard urbain avec tramway et pistes cyclables. Il faut aller loin. Partout où il y a des autoroutes, il faudrait réfléchir à remplacer ça par des boulevards urbains.

4365 Évidemment, il y a des parcs industriels, il faut pouvoir que les 18 roues, quand même, se rendent dans les parcs industriels, mais passé ça, il faudrait tout remplacer ça par des boulevards urbains, avec tramway et avec pistes cyclables. Donc, qu'en pensez-vous?

Mme ARIANE ÉMOND :

4370 Je pense qu'on va laisser monsieur Daniel répondre à ça. Parce qu'à mon avis, il y a quelque chose là qui nous amène à réfléchir aux parcs urbains, au verdissement, décongestion de voiture, décarbonisation...

M. DANIEL BOUDREAU :

4375 Écoutez, vous me prenez de court, là, parce que je me m'attendais plus à ce que ce soit notre collègue, ici, à ma droite, qui réponde à la question.

4380 Mais effectivement, le problème qu'on a, c'est que ça, c'est le ministère des Transports qui gère ça, toutes les grandes artères comme ça. La Ville n'a pas un grand mot à dire là-dessus. Mais effectivement, il y a une réflexion quand même, même à Québec, de transformer certaines des grandes autoroutes en boulevards urbains, donc, c'est sûr que dans la région montréalaise aussi, ça devrait être intéressant aussi.

Mme ARIANE ÉMOND :

4385 Oui, le Métropolitain s'effrite. Oui. Voulez-vous rajouter quelque chose? Non? Oui, non? Sébastien? Non. Tout va bien.

Je vais prendre une question derrière, s'il vous plaît. Merci beaucoup de votre intervention, monsieur.

4390

Allez-y.

QUESTION 4 :

4395

Rebonjour.

Mme ARIANE ÉMOND :

Bonjour.

4400

QUESTION 4 :

Tout à l'heure, monsieur Boudreau, vous avez dit que... vous avez rappelé que la Ville projetait de planter 500 000 arbres d'ici 2030. Et vous vous désoliez un peu, parce que selon vous, on pouvait faire mieux.

4405

Alors mes questions étaient de savoir : est-ce que vous ne pensez pas que les villes, justement, elles anticipent sur le fait qu'elles n'auront peut-être pas ces capacités-là d'en produire plus? À cause peut-être des choix d'investissement qu'elles devront faire ailleurs, et peut-être, vous l'avez mentionné, mais quelle serait votre solution pour qu'il y ait plus d'arbres plantés?

4410

M. DANIEL BOUDREAU :

Ça, c'est une bonne question à laquelle je suis capable de répondre.

4415

Souvent, dans les villes, malheureusement, on plante des arbres très grands qui ont pris souvent six, sept, huit ans à pousser en pépinière. Ils vont peut-être coûter 1 000 à 1 500\$ par arbre. Mais il y a beaucoup d'études qui démontrent qu'un arbre qui est bien planté, avec un substrat de

4420 bonne qualité, même s'il est plus petit, il va quand même rapidement sur cinq à six ans, finir à devenir à peu près la même grandeur qu'un arbre, puis il va coûter beaucoup moins cher. C'est sûr qu'il faut qu'il soit un peu plus protégé au départ, surtout contre les déneigeuses l'hiver et autres, mais ça peut se faire.

4425 C'est une question, essentiellement, de jouer un peu différemment sur les volumes utilisés. Et ça, ce sont des habitudes. On voudrait avoir de grands arbres tout de suite, là, sauf que la plupart du temps en plus, ils ne survivent pas, là. Il y a une façon de travailler différemment par rapport à ça.

4430 Puis il y a du travail qui doit se faire, aussi, avec l'ensemble des pépinières, parce qu'il va y avoir des besoins de plus en plus importants. Ça, il y a des travaux qui se font de ces temps-ci, là, notamment avec Québec Vert, qui pousse là-dessus au niveau de l'ensemble des pépinières privées, pour avoir un peu plus d'arbres. Évidemment, ça prend des espèces variées aussi, pour ne pas qu'on plante juste des frênes. C'est toujours plus facile là d'en faire pousser 100 000, mais tu sais, on va essayer de varier, aussi, les différentes espèces.

4435

Mme ARIANE ÉMOND :

Oui, bonne idée. Véronique, rapidement, parce qu'il nous reste...

4440 **Mme VÉRONIQUE FOURNIER :**

4445 Un des défis, aussi, c'est que le domaine public est quand même déjà assez planté. On a pas mal planté où il y avait à planter. Un des grands défis, c'est vraiment le domaine privé. Donc, le PUM, on peut espérer que dans la réglementation qui va en découler, va inciter beaucoup plus fortement la déminéralisation, donc moins de surfaces asphaltées ou minéralisées, et également, des obligations beaucoup plus fortes de plantation.

Et c'est là, je pense, qu'il y a tout un champ d'action sur le domaine privé, puis ça vaut pour l'ensemble des champs dans lesquels on parle. La Ville n'est pas 100 % propriétaire de son

4450 territoire, donc comment on engage aussi l'ensemble des propriétaires ou des acteurs vers ces cibles-là, je pense que c'est un bon défi.

Mme ARIANE ÉMOND :

4455 Vous n'êtes pas d'accord.

M. DANIEL BOUDREAU :

4460 Oui, oui, je suis d'accord, dans le sens que je pense qu'on peut en planter encore un peu plus. Mais surtout les toits aussi, les toits au centre-ville et autres, au niveau des espaces commerciaux. Il y a une ville pas loin d'ici, qui s'appelle Ville Saint-Laurent, qui a mis un règlement en place, puis ce n'est pas compliqué, ils ont mis un règlement, puis les grandes industries sont obligées de mettre en place des toits végétalisés. On pourrait faire la même chose à Montréal.

4465 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Il s'agit de dire « Go! ».

M. DANIEL BOUDREAU :

4470

Pardon?

Mme ARIANE ÉMOND :

4475 Il s'agit de dire « Go! ».

M. DANIEL BOUDREAU :

4480

Oui.

Mme ARIANE ÉMOND :

D'accord. À vous, monsieur. Allez-y, je vous écoute. Go!

4485 **QUESTION 5 :**

Go! La vision du PUM, c'est une transformation de la ville complète d'ici 25 ans vers une ville plus résiliente. Mais si on veut réussir cette vision-là, ça veut dire que lorsqu'on a un nouveau développement, un nouveau développement majeur, un développement où... je parle de Lachine-Est par exemple, Louvain Est, ou Place Versailles, excusez.

4490
4495 Donc on doit amener systématiquement le concept d'écoquartier. La Ville a une ouverture vers ça, mais on n'a pas encore quelque chose de totalement structuré. Ce n'est pas clair, dans le PUM, le rôle qui va jouer le futur programme Écoquartier. Et je pense que ça, c'est peut-être un élément sur lequel vous pourriez avancer un petit peu, parce qu'on pense que c'est un fondement, le concept d'écoquartier, puis j'ajouterais deux éléments qui pourraient venir avec dans la question.

Mme ARIANE ÉMOND :

4500 J'ai trois minutes.

QUESTION 5 :

4505 Le réseau thermique urbain avec géothermie, donc on parle de ce qui est en surface, mais on n'a pas parlé de ce qui est en dessous, c'est réduire de 50 % de la consommation d'énergie tout en amenant de nouveaux revenus pour la Ville. Puis le deuxième, bien, c'est la réduction de la place de l'automobile, mais ça inclut notamment de revoir toute la tarification, le concept de stationnement, c'est-à-dire qu'on met moins de cases de stationnement, mais que le promoteur donne systématiquement de l'argent pour financer les alternatives et que les citoyens soient... On te paye
4510 pour essayer Communauto, le Bixi et les transports publics.

Mme ARIANE ÉMOND :

Rapidement, là-dessus. Avez-vous une réflexion?

4515

M. DANIEL BOUDREAU :

Peut-être sur la géothermie, c'est un domaine intéressant, parce que souvent les airs climatisés conventionnels qu'on a un peu partout dans la ville, ça réchauffe les villes, parce que ça rejette l'air chaud à l'extérieur. Quand on est en géothermie, bien, ça va dans le système souterrain, donc l'eau vient un petit peu plus chaude, mais ça ne paraît pas, donc c'est beaucoup moins... ça a beaucoup moins d'impact au niveau de la chaleur dans les villes.

4520

Mme ARIANE ÉMOND :

O.K. Voulez-vous rajouter rapidement? Parce qu'il reste deux minutes.

4525

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

Oui, je vois qu'il ne reste pas beaucoup de temps, mais le point sur lequel je voudrais quand même intervenir, c'est sur l'écogentrification, pour faire écho à une question qui a été posée plus tôt aussi là, les écoquartiers. Donc, évidemment on est en faveur. On pense qu'il faut démarginaliser le logement à but non lucratif dans ces futurs grands développements-là, sinon ils vont devenir tout simplement inabordables, ou on va continuer de reproduire des iniquités sociales.

4530

4535

Pour faire ça, ça va prendre des propriétaires et développeurs de logements à but non lucratif professionnels, qui ont du pouvoir de marché, qui ont une capacité de financer ces projets-là, puis de travailler conjointement avec des développeurs privés. Historiquement, au Québec, le logement à but non lucratif a été marginalisé...

4540

Mme ARIANE ÉMOND :

4545 C'est vrai.

M. SÉBASTIEN PARENT-DURAND :

4550 ...puis demeure, encore aujourd'hui, très marginal. En 2050, si on veut des écoquartiers comme ça, puis on ne veut pas d'écogentrification, ça va prendre un secteur dans l'économie sociale très, très fort, très autonome, capable de financer puis de contribuer à l'érection de quartiers comme ça.

Mme ARIANE ÉMOND :

4555 Allez-y, madame, rapidement, parce que... Je pense que vous allez être ma dernière intervenante.

QUESTION 6 :

4560 C'est Véronique Fournier qui a parlé de comment est-ce qu'on va changer ça? On doit changer les règlements. Mais justement, en ce moment, j'ai une petite chose grosse de même de pelouse, puis mes voisins disent que je dois le couper, puis ça, ça réduit l'absorption, ça, ça réduit la production de l'air et tout ça. Alors, c'est aux populations, vous ne croyez pas, à aller à l'Hôtel de Ville de chacun de leurs arrondissements et dire « on veut ça »?

4570 La question à madame Fournier, c'est que, ne croyez-vous pas qu'en allant à l'Hôtel de Ville de chaque arrondissement et en exigeant des changements, parce que c'est un moment où on change les règlements dans les arrondissements ou à Montréal, pour plein de choses, on est en train de tout revoir, c'est le moment pour le public de vraiment pousser à chacune de ces ouvertures.

Mme ARIANE ÉMOND :

4575

Ces lieux-là. D'accord. Véronique, vous allez avoir le mot de la fin.

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

4580

Oui, je pense qu'il doit y avoir une action citoyenne, mais ça ne peut pas être que l'action des citoyens. Puis je pense qu'il y a un grand défi dans le PUM qui est le fait qu'il y a le plan montréalais, il y a les plans locaux, aussi. Puis il va falloir, je pense, avoir la... comment dire, l'ambition de ne pas créer non plus des transitions écologiques à plusieurs vitesses, selon les arrondissements dans lesquels on est. Pour moi, là, il y a un défi politique immense, qui doit être relevé par les élus, et il y a également aussi un défi politique à d'autres échelles.

4585

On sous-estime souvent la volonté de changement que les gens ont. Et ça, c'est la littérature sur l'action climatique qui nous le dit. Donc, je pense que les gens sont prêts à plus de mesures structurantes de la part des gouvernements supérieurs sur la question. On n'aura jamais 100 % d'appui, ça, c'est sûr et certain. Mais on ne change pas avec 100 % des gens, on change avec 25, 30 % des gens.

4590

Mme ARIANE ÉMOND :

4595

Absolument.

Mme VÉRONIQUE FOURNIER :

4600

Donc il faut aussi, oui, demander des actions aux autres paliers, mais avoir la responsabilité, aussi, au niveau politique d'avoir des... Moi, j'aime à dire que les plus grandes innovations sociales sont souvent une très bonne politique publique. Donc, si on réussit à faire de bonnes politiques publiques en faveur de la transition écologique, on va accélérer le changement. Puis ça ne reposera pas que sur les épaules des citoyens individuellement.

4605 **Mme ARIANE ÉMOND :**

Je m'excuse pour cette dernière personne qui avait déjà eu une chance, mais je suis désolée, on a dépassé, alors...

4610 Je pense qu'ils ont été merveilleux quand même, on devrait les applaudir chaleureusement.

Merci beaucoup.

Esprit d'analyse, générosité, on s'est instruits. Alors merci à vous pour vos questions.

4615

Et moi, ce que j'ai aimé de ces deux panels, c'est que malgré tous les obstacles qui sont sur notre route d'ici 2050, il y a quand même pas mal de potentiel en vue, et ça, c'est réjouissant.

Alors, merci beaucoup. Et à vous, monsieur Bourke.

4620

M. PHILIPPE BOURKE :

4625 Merci beaucoup, encore une fois, Ariane, merci aux panélistes. Simplement, en terminant, je veux rappeler que ça va être possible, évidemment, de consulter les présentations des panélistes de ce matin et de cet après-midi. Tout ça va être sur notre site Web, même la captation d'aujourd'hui, si vous voulez inviter des gens à la voir ou à la revoir.

4630 Pour conclure, moi je voudrais vous remercier, vous, les participants, que ce soit en salle, que ce soit en ligne. Je vous invite d'ailleurs à continuer à nous suivre, à suivre cette commission-là, de participer à tous nos travaux.

4635 Dès la semaine prochaine, on a un nouveau rendez-vous, le 5 septembre en soirée, ce sera la séance publique de questions et réponses. Les gens du service de l'urbanisme de Montréal vont être là pour faire une présentation, comme ils l'ont fait le 18 juin. Mais on a changé un peu la formule pour que ça soit mieux adapté et à l'effet de cette vraie séance de questions et réponses.

Après ça, dès le 6 septembre jusqu'au 20, vous allez avoir l'occasion de vous manifester si vous souhaitez déposer un mémoire et le présenter devant la commission. Évidemment, on souhaite aussi recevoir vos écrits, donc, ce n'est pas nécessaire de seulement venir le présenter à la commission. Vous pouvez tout simplement nous envoyer un écrit.

4640

Un mémoire en passant, là, ce n'est pas une thèse de maîtrise, hein. On appelle ça un mémoire dans le jargon de la participation publique, c'est un peu rebutant, mais en réalité, ça peut être une page, 30 pages. On va lire tout ce que vous allez nous donner. L'important, c'est que vous preniez le temps de mettre en mots ce qui vous préoccupe, les solutions que vous proposez et nous, on va se faire un plaisir de les lire et de les intégrer à notre analyse.

4645

Les séances d'audition de ces écrits-là, pour ceux qui vont souhaiter se faire entendre devant les commissaires, ça va débiter le 24 septembre et ça va durer jusqu'à tant qu'on ait épuisé le nombre d'inscriptions.

4650

Donc, si vous voulez continuer à nous suivre, je vous encourage aussi à vous inscrire à notre infolettre, sur nos médias sociaux. Et là-dessus, je vous remercie encore une fois de votre participation, de celle qui va venir, et je vous souhaite une très belle fin de journée.

4655

AJOURNEMENT

4660

Je, soussignée, Anne-Marie Venne, sténographe officielle n° 361317-8, certifie sous mon serment d'office que les pages qui précèdent contiennent la transcription fidèle et exacte des notes recueillies au moyen de l'enregistrement numérique, le tout hors de mon contrôle et au meilleur de la qualité dudit enregistrement.

4665

Le tout conformément à la loi.

Et j'ai signé :

4670



Anne-Marie Venne, s.o. n° 361317-8